

TISSER LES LIENS,
POUR DES TERRITOIRES
CONVIVIAUX, SOLIDAIRES
ET INCLUSIFS

#12



TISSER LES LIENS, POUR DES TERRITOIRES CONVIVIAUX, SOLIDAIRES ET INCLUSIFS

Navigation



Retour au sommaire



Page précédente



Page suivante

Crédits

Direction de la publication :

Virginie Alonzi

Rédaction :

Elsa Favreau, Claire Meunier, Paola Sierra

Rédaction des récits prospectifs :

Rudy Pignot-Malapert

Crédits photo :

iStock / Unsplash / GettyImages

Conception & réalisation :

Heidi www.agence-heidi.fr

Impression :

Papier offset certifié FSC - Mars 2024



SOMMAIRE

#12

TISSER LES LIENS,
POUR DES TERRITOIRES
CONVIVIAUX, SOLIDAIRES
ET INCLUSIFS



ÉDITO

La Ville de demain sera relationnelle ou ne sera pas



Sonia Lavadinho

Anthropologue urbaine, fondatrice de Bfluid,
auteur de l'ouvrage « La Ville relationnelle »

La ville relationnelle est la ville du Lien et des liens. Elle m'offre l'espace vital pour que je rentre en relation : tout d'abord avec moi-même. Je renoue avec mon corps, avec mon esprit. Je prends le temps d'être vraiment présente ici et maintenant, car je me sens bien là où je suis, et je n'ai pas besoin de partir en courant voir si l'herbe est plus verte ailleurs. Je prends une grande bouffée d'air frais et je renoue avec le Vivant. Je me sens partie prenante de la nature qui m'entoure. Je me rends alors plus disponible à rentrer en relation avec les autres. Chaque jour que je passe dans la ville relationnelle me rend plus vivante, car elle augmente ma capacité d'être en lien, avec moi-même, avec la nature, avec les autres. Elle décuple mon sentiment d'être en Vie.



La ville relationnelle semble de prime abord aller de soi : après tout la ville – cette concentration incroyable de tant de personnes différentes en si peu de mètres carrés – est encore ce que nous avons inventé de mieux pour pouvoir nous rassembler. Qui se ressemble s'assemble, dit le proverbe. Ce n'est jamais aussi peu vrai qu'en ville, où nous ne nous ressemblons pas mais où nous devenons paradoxalement bien plus riches de toutes nos différences. La recette pour rentrer en relation toutefois ne va pas de soi. Elle tient plutôt de la mayonnaise urbaine : onctueuse et délicieuse lorsqu'elle est réussie, un vrai désastre lorsqu'elle est ratée. Et il est très facile de la rater, car elle exige un mélange subtil de tous ces ingrédients fragiles et évanescents qui



© Le Moniteur_BrunoLévy

tissent les liens urbains. Il s'agit de les incorporer lentement dans un même espace tout en les faisant cohabiter à la bonne température... Tout un art, qui demande bien des efforts de dosage, d'assemblage et même de bricolage, comme nous allons le découvrir tout au long de ce Cahier de tendances !

La ville relationnelle remonte à l'aube de l'histoire urbaine puisqu'elle accueille notre vivre-ensemble depuis la création des toutes premières rues et des toutes premières places dans les proto-villes de Mésopotamie, il y a 10 millénaires. Aussi matricielle qu'elle ait pu être au fil des siècles et aussi indispensable qu'elle puisse être pour garantir notre à-venir urbain, il n'en demeure pas moins

qu'aujourd'hui la ville relationnelle est une espèce en voie d'extinction. Elle demande un statut de protection rapprochée face à l'espèce invasive de la ville fonctionnelle, très prédatrice en espace et en ressources, qui envahit nos villes depuis plus d'un siècle. L'arrivée de la voiture a conduit progressivement à la prédominance massive de la fonction circulaire sur toutes les autres fonctions assumées par l'espace public. Et désormais ce sont nos smartphones qui disloquent nos corps physiques vers des mondes toujours plus virtuels. Il nous faut inverser la vapeur pour pouvoir redonner à la ville relationnelle toute la place qui lui revient dans la fabrique de

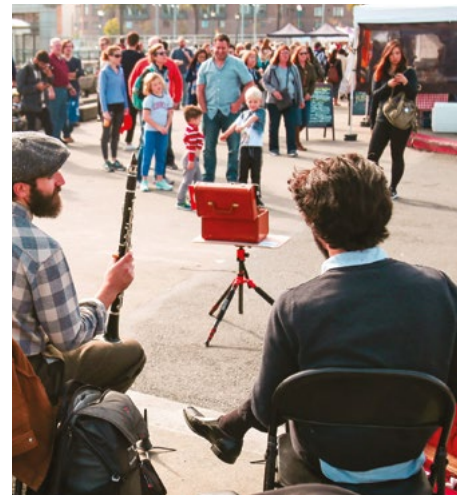
la ville et de nos vies. Cela demandera ces prochaines années des efforts massifs de régénération relationnelle, aussi importants que ceux à engager plus globalement en faveur de la régénération urbaine. Il sera nécessaire de rassembler les acteurs dans de nouvelles configurations d'action collective. Surtout, nous devons réinventer ensemble nos valeurs afin de prioriser ce qui nous importe réellement et mobiliser les ressources humaines et matérielles pour atteindre cet objectif.

Au-delà de sa dimension collective, la ville relationnelle demande aussi à chacun d'entre nous un effort personnel. Il consiste à embrasser au quotidien le monde qui m'entoure : je la tiens à bras ouverts, cette ville relationnelle, autant qu'elle me tient. Sans elle dans ma vie, c'est l'isolement, l'entre-soi, la montée des extrémismes, l'incapacité à rentrer en relation, le manque d'empathie, la solitude, la mort précoce. Avec elle, c'est la bienveillance, l'ouverture et la montée de la confiance – en moi et dans les autres, la confiance dans la vie, la confiance dans ma propre capacité d'agir et notre capacité collective à agir, ce que les Étatsuniens nomment joliment *agency* : oui, je peux faire face, et ensemble nous pouvons encore mieux y arriver. Ce Cahier de tendances en est la preuve vivante. Page après page, ville après ville, les cas d'étude se succèdent pour nous prouver qu'il suffit de nous prêter main forte les uns aux autres pour recréer rue après rue, place après place, immeuble par immeuble, un monde plus vivant, plus vibrant et plus vivable.

La ville relationnelle peut être très aisée à mettre en œuvre : dans certaines rues, certains quartiers, certains cœurs de ville animés ou certains jolis parcs, c'est un déjà-là qu'il s'agit simplement de renforcer. Attention toutefois à ce que l'arbre relationnel ne cache pas la forêt fonctionnelle. La ville relationnelle, c'est tout au plus 10 % à 15 % des mètres carrés qui composent nos villes, que sont nos rues commerçantes, nos quais, nos places et nos parcs. Le reste du temps, dans les périphéries où nous habitons, dans les zones d'activités où nous travaillons, dans toutes les rues banales qui ponctuent notre quotidien, la ville relationnelle cède le pas à la ville fonctionnelle et joue aux abonnés

absents. Pour la faire revenir, il va falloir y aller au forceps, la maintenir longtemps sous perfusion et lui fournir abondamment de l'oxygène. Ces efforts massifs peuvent vous paraître disproportionnés, mais ils sont aussi nécessaires que ceux fournis aux urgences pour sauver un malade en danger de mort qui a besoin de soins intensifs pour s'en sortir.

La bonne nouvelle, c'est que nous savons comment faire. Comme en témoigne ce Cahier de tendances, les actions pour faire émerger la ville relationnelle sont aujourd'hui nombreuses et touchent à tous les domaines du Vivre-Ensemble. Il nous faut bien entendu expérimenter toutes ces nouvelles manières de rentrer en relation, mais il nous faut aussi et surtout apprendre à plus rapidement monter en puissance pour partir plus massivement à la reconquête de tous les mètres carrés fonctionnels qui constituent l'essentiel de la ville aujourd'hui, pour en faire des mètres carrés heureux.



TISSER LES LIENS, *pour des territoires conviviaux, solidaires et inclusifs*

Virginie Alonzi

Directrice Prospective
Bouygues Construction



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 1 personne sur 10 dans le monde souffre d'isolement social. Fin 2023, l'OMS annonçait la création d'une nouvelle commission sur le lien social afin d'aborder la question de la solitude en tant que menace urgente pour la santé, de favoriser les liens sociaux et d'accélérer la mise à l'échelle des solutions dans le monde.

L'être humain est fondamentalement social ; il a besoin des autres pour vivre et se développer. La pandémie mondiale de la Covid-19 a rappelé ce besoin essentiel. Les interactions sociales contribuent à notre développement personnel, notre épanouissement et notre bien-être émotionnel et physique. Le sociologue français Émile Durkheim a bien montré à quel point les relations sociales sont primordiales pour maintenir la cohésion sociale et le fonctionnement de la société.

Dans une société de plus en plus fragmentée et sous tension, comment encourager les interactions sociales ?

Qu'est-ce qui permet de vivre ensemble, de faire société ? Du point de vue de la fabrique urbaine, quels sont les leviers à actionner ? Comment les projets immobiliers et urbains peuvent-ils contribuer à tisser du lien ? Quelles stratégies d'aménagement pour favoriser la participation citoyenne et renforcer l'inclusivité et la convivialité pour des villes et territoires accueillants ?

Penser des lieux de vie, des espaces, des dispositifs favorisant la cohésion sociale et le vivre-ensemble, implique de réinterroger nos stratégies et modes de faire, mais également de prendre en compte une

“

Plus que jamais, dans un monde de plus en plus complexe et incertain, l'aménagement des territoires joue un rôle crucial dans la construction de sociétés inclusives et solidaires.

”



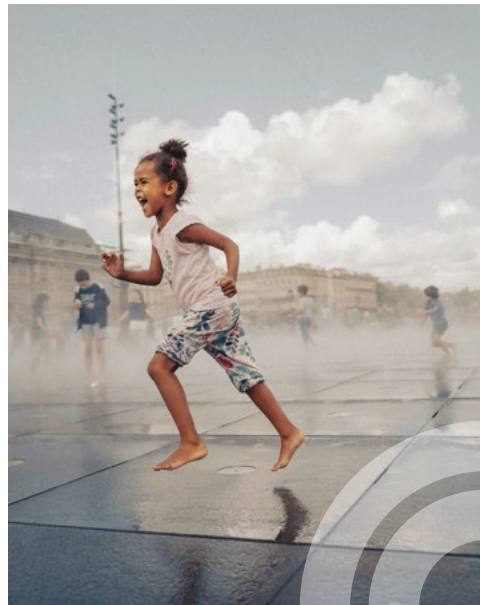
multiplicité de variables clés liées au contexte local. Plus que jamais, dans un monde de plus en plus complexe et incertain, l'aménagement des territoires joue un rôle crucial dans la construction de sociétés inclusives et solidaires. Face aux défis socio-économiques et environnementaux auxquels les villes sont confrontées, il est essentiel de changer de regard et repenser les projets afin qu'ils intègrent ces dimensions sociales et humaines et qu'ils contribuent à créer des environnements urbains plus équilibrés, durables et résilients. Le renforcement du lien social dans les territoires présente de nombreux bénéfices tels que l'amélioration du sentiment de sécurité grâce aux acteurs d'une sociabilité de proximité (habitants, commerçants, artisans, concierges, etc.), la sobriété grâce à la mutualisation et au partage des espaces, la résilience grâce à l'entraide et à la réactivité de l'infrastructure sociale, l'inclusivité grâce à l'attention égale portée à tous les habitants, mais également le bien-être et la qualité de vie des personnes.

Favoriser le lien social dans les territoires nécessite une approche holistique et implique la participation et la collaboration d'une diversité d'acteurs. Il s'agit de faire pour et faire avec les habitants. C'est encourager la création d'espaces de rencontre et de partage, soutenir les initiatives collectives et solidaires, promouvoir la diversité et l'inclusivité, faciliter l'accès aux activités culturelles et sportives, favoriser la mixité d'usages voire l'intensité d'usages et renforcer les services de proximité. C'est proposer des aménagements hybrides, accessibles à tous, invitant à la diversité d'usages et à la mixité générationnelle. Cela revient à expérimenter une autre façon de concevoir les projets immobiliers et urbains, en faisant coopérer acteurs publics, acteurs privés et société civile autour d'un objectif commun pour ménager les territoires et ménager les habitants.

Dans cette perspective, nous avons mené une démarche prospective multipartenariale auprès d'acteurs d'horizons divers et complémentaires pour décrypter les évolutions en cours et proposer des futurs possibles. Les partis pris de la démarche reposent sur une approche systémique du sujet, une prospective exploratoire via des ateliers collaboratifs de co-design. La démarche menée se situe au croisement de plusieurs expertises en interaction : architecture, sociologie, anthropologie, géographie, aménagement, économie, urbanisme, psychologie, ingénierie sociale...

Nous explorons au sein de ce cahier de tendances « Tisser les liens, pour des territoires conviviaux, solidaires et inclusifs » les différentes stratégies et approches qui peuvent être mises en œuvre pour re-tisser du lien dans les territoires. En nous appuyant sur des exemples concrets, retours d'expériences, études, et contributions d'experts, nous étudions les principaux leviers et les bonnes pratiques pour concevoir des projets qui répondent aux besoins des habitants tout en favorisant une société plus inclusive et solidaire. Ce nouveau cahier de tendances a pour ambition d'inspirer et d'encourager le passage à l'action pour préparer demain en partageant des pistes de réflexion à travers une approche ouverte et systémique. Nous pouvons construire un avenir où personne n'est isolé ou exclu, mais où chacun se sent relié, soutenu et valorisé. Retissons le lien social, pour un meilleur vivre ensemble dans nos villes et nos territoires.

Bonne lecture !





Qu’est-ce qui permet à la société de tenir ensemble ? Cette question se pose de façon accrue en milieu urbain où se concentre dans un espace restreint une grande diversité d’individus. Les centres urbains se caractérisent par une population hétérogène où cohabitent divers groupes ethniques, sociaux. Wirth (1938) définissait le fait de vivre entouré d’individus aux caractéristiques individuelles diverses comme l’une des spécificités du « mode de vie urbain ».

Ainsi, par sa diversité et sa densité, la ville favorise les nouveaux contacts, le métissage et les interactions sociales. Elle est relationnelle par essence. C’est une promesse de rencontres tout en profitant d’un certain anonymat car c’est un espace dans lequel se croisent et se côtoient des individus qui, pour la plupart, ne se connaissent pas. Mais la cohésion d’une communauté urbaine est une recette subtile qui repose sur une multitude de liens sociaux qui permettent aux citoyens de coexister : des liens « forts » (amicaux), des liens « faibles » (discuter, échanger des services, partager des activités), mais aussi un réseau dense de liens « invisibles » (reconnaître un passant dans la rue, connaître la catégorie d’âge de ses voisins). En donnant un bon aperçu de son environnement à un individu, ces différents liens contribuent à nourrir son sentiment d’appartenance à un endroit (Felder, 2018).

Mais cet équilibre est fragile. Fragile dans un monde où progresse l’individualisation et où s’affaiblit la capacité à faire collectif ; où la défiance envers l’autre progresse et peut nourrir un sentiment d’insécurité et la tentation de l’entre-soi ; où le numérique réinterroge notre façon d’être dans l’espace urbain

en nous permettant d’être là et ailleurs en même temps ; où l’attractivité et l’efficacité ont pris le pas sur le bien-être comme boussole de la fabrique de la ville. Les défis sont nombreux, mais les initiatives foisonnent : réseaux de commerçants solidaires envers les sans-abris, guide opérationnel pour créer une « place du village » lieu-centre dans la ville, nouvelles offres de cohabitation, événements festifs itinérants, art participatif, etc. Reste à ce qu’elles puissent converger pour créer des villes qui favorisent l’épanouissement de chacun quelle que soit sa différence.



1. CONTEXTE et enjeux

« L’être humain est fondamentalement social. Il a besoin des autres pour vivre, se développer. Notre vie est rythmée par les relations sociales que nous entretenons avec les autres. Depuis notre naissance, la vie en société nous place dans une relation d’interdépendance avec les autres » affirme le sociologue Serge Paugam (2018). Il définit l’homo-sociologicus comme un humain lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie (compter sur autrui), mais aussi pour satisfaire son « besoin vital de reconnaissance » (compter pour autrui).



Où en est le lien social en ville ?



Focus: Les mots ont un sens

Lien social, cohésion sociale, convivialité, sociabilité : quelles différences ?

Les mots ont un sens qu'il est important de saisir. À l'heure où le champ lexical du lien social infuse les médias, les publicités et le langage courant, prenons le temps de saisir les nuances et la portée de quelques termes que nous avons parfois détournés de leur signification réelle.

Le lien social désigne l'ensemble des appartenances, des affiliations, des relations qui unissent des individus ou des groupes sociaux entre eux. Il est un des éléments constitutifs de **la cohésion sociale** : les individus doivent entretenir des liens entre eux pour pouvoir vivre en société. En effet, **la coopération** entre individus s'avère indispensable dans de nombreuses situations de la vie sociale. Pour que cette coopération ait lieu, les membres d'une société doivent pouvoir se faire **confiance** ou se sentir liés aux autres par une obligation morale.

Le lien social en ville a besoin d'être renforcé pour bien **vivre ensemble**. C'est ici qu'intervient **la convivialité**, du latin *con vivere* (vivre avec), l'art de vivre ensemble. Souvent associée dans le langage ordinaire à l'esprit de fête et au bon temps partagé, la convivialité a en réalité un sens plus large, proposé par Ivan Illich (historien des idées, philosophe et théologien), qui inspire de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales.

Pour le philosophe de l'urbain Thierry Paquot, spécialiste de l'œuvre d'Illich, la convivialité «*est d'abord un état d'esprit, une façon d'être avec autrui qui efface les différences socio-économiques et rassemble aimablement des individus au caractère tranché et singulier en une même communauté quasi égalitaire. La convivialité n'homogénéise pas mais pacifie et socialise, elle admet chacun autour de la table sans aucune distinction de statut ni hiérarchie sociale.* » (Paquot, 2022).

Pour Lisa Peattie, anthropologue étasunienne, la convivialité «*ne se manifeste pas seulement dans des activités joyeuses comme celles de chanter dans des bars ou danser dans les rues lors d'une fête de quartier. Elle est aussi présente dans les rituels propres aux petits groupes et se déploie dans les liens sociaux qui se nouent à l'occasion d'activités collectives sérieuses : de l'érection d'une grange au nettoyage dans un quartier et jusqu'aux actions de désobéissance civile...* » (Peattie, 2019).

Elle précise comment l'aménagement urbain peut favoriser les conditions d'une convivialité : «*un coin à l'abri du vent où des amis peuvent partager un café, un terrain vague qui deviendra jardin. Mais elle doit reposer sur une base matérielle – le bon coin, le bout de terrain vague et quelques râteaux – et les règlements qui l'autorisent. La convivialité ne peut être forcée, mais elle est encouragée par de bonnes réglementations, de bons accessoires, et les bons espaces et lieux.* »

Ces relations sociales que nous nouons et vivons quotidiennement définissent la **sociabilité**. Pour Georges Gurvitch, sociologue naturalisé français au XX^e siècle, la sociabilité désigne plus précisément le principe des relations entre les personnes et la capacité à nouer des liens sociaux, qui sont à la base de la formation de groupes. Elle serait soutenue par un désir naturel chez l'être humain d'être en compagnie de ses semblables. Le langage commun a fait évoluer sa signification en assimilant la sociabilité à l'aptitude à vivre en société et à la qualité d'une personne ou d'un groupe qui a des rapports sociaux faciles.

#1

Une demande toujours forte de lien social et de voisinage

71% des français accordent de l'importance aux liens avec les habitants de leur territoire (L'ObSocO, 2022). Le lien social constitue même un facteur d'attractivité du territoire. Au-delà de se sentir chez soi et d'évoluer dans un cadre épanouissant, apprécier la présence des autres habitants concourt également fortement à l'attachement des français à leur lieu de vie.

Autre indice de l'impact du lien social sur l'attachement au lieu de vie, la possibilité de s'y faire des amis ou des connaissances arrive en tête des facteurs contribuant à l'attachement au territoire, devant la possibilité de bien y vieillir, d'élever ses enfants ou de s'y balader (L'ObSocO, 2022).

Avoir un réseau de relations sociales et amicales sur lequel s'appuyer et pour partager le quotidien reste donc une attente importante. L'absence de réseau social est d'ailleurs parfois un frein aux projets de déménagement et peut retarder ou annuler l'installation dans un autre territoire. On peut craindre de ne pas réussir à recréer des réseaux de solidarité ou des cercles d'entraide. C'est particulièrement vrai dans les projets de déménagement d'un territoire urbain vers un territoire plus rural où les sociabilités sont différentes.

C'est ce constat qui a conduit le Département de la Dordogne à créer le dispositif «*Mes nouveaux voisins* » pour soutenir la rencontre entre des habitants de communes rurales et des personnes ayant un projet de déménagement à la campagne. Il s'agit de déconstruire les peurs des urbains en organisant des immersions citoyennes dans les villages accueillants et en leur permettant de rencontrer leurs futurs voisins. Le Département ne s'est pas trompé dans son analyse en mettant en place ce dispositif : les français déplorent globalement le manque de possibilités, offertes par leur lieu de vie, de se faire des amis. (L'ObSocO, 2022).



Au-delà du sujet de l'accueil de nouveaux arrivants, nombreux sont les territoires à foisonner d'idées pour tisser du lien entre les populations. Certaines relèvent du folklore ou d'événements dits «*traditionnels* » depuis des générations et sont devenus de véritables marqueurs culturels. C'est par exemple le cas de la fête du galoubet, où le galoubet-tambourin (associant une flûte à bec à trois trous et un tambourin en bois massif) fait danser les gens dans les rues du Var. Autre exemple, plus au nord : «*faire chapelle* » est l'un des moments forts du carnaval de Dunkerque. Les participants se retrouvent dans les maisons pour boire ou se restaurer avant d'aller au bal ou de faire la bande (le défilé). La dimension festive et événementielle occupe une place importante dans la création du lien social.

On les écoute!

ENTRETIEN



Emmanuelle Lallement

Anthropologue, professeure à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8, membre du Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement (LAVUE).

Paris, France



E.L. Pour une anthropologue la ville ne peut être que relationnelle! La ville relationnelle est une sorte d'évidence. Elle est le fruit des interactions des divers acteurs qui la font. Elle n'est évidemment pas que spatiale, elle est fondamentalement relationnelle. L'espace n'est jamais un décor, c'est quelque chose avec lequel on interagit dans une forme de communication très orchestrale.

Il est souvent évoqué une fragilisation du lien social survenue après la pandémie de Covid-19. Quelles sont les conséquences en termes de «vivre ensemble», et comment cela s'exprime-t-il dans l'espace public et dans le rapport à l'altérité?

E.L. Concernant le Covid, les chercheurs semblent s'accorder pour dire que la pandémie a peut-être souligné, accéléré un certain nombre de processus qui étaient déjà en cours: notamment le resserrement des liens, notamment des liens plus étroits, plus familiaux, voire communautaires et a surligné les inégalités socio-spatiales, de genre et de classe. Si la pandémie a été particulièrement «urbaine» car liée aux processus de métropolisation et de globalisation, elle touche l'ensemble du système social.

Concernant l'espace public, qui était déjà une des questions saillantes de notre société contemporaine, la pandémie est venue redire combien il fait l'objet de tensions, de conflits, d'appropriations quelquefois concurrentes, de «droit à la ville» différencié, de moments d'occupation puis d'évacuation. Qu'est-ce que l'espace public? En quoi un espace est-il public? Qui a le droit à l'espace public? On a pu voir combien le Covid et les confinements successifs ont montré que nos

sociétés étaient des sociétés de l'espace public, et du rassemblement dans les espaces publics, ne serait-ce que par l'interdiction qui en a été faite pendant cette période inédite. Et cette restriction d'accès et d'occupation de l'espace a été révélatrice des caractéristiques de notre société.

Une sorte de creusement des inégalités socio-spatiales?

E.L. Je pense en priorité à ces inégalités qui ont été si criantes, entre les métropoles et les villes moyennes, entre les centres-villes de villes, comme Paris notamment, et les périphéries, entre les quartiers entre eux en fonction de leurs structures et vies sociales, entre les citoyens qui pour certains avaient la possibilité de rester mobile tandis que d'autres étaient dans l'assignation «à résidence». La ville a été un observatoire particulier des inégalités. Comme toujours.

Mais notons aussi que le rapport à l'espace public n'a pas été le seul à être impacté. La période a été marqué par ce que j'avais appelé à l'époque le rapatriement des activités à domicile, une sorte de domiciliation de nos vies sociales.

Qu'implique une telle domiciliation de notre sociabilité?

E.L. J'avais été frappée comme tous ceux qui constataient ce «remote» comme on le dit en anglais, par la mise en équivalence que cela produisait sur des activités auparavant distinctes: c'est dans le cadre de ce rapatriement de toute activité à domicile qu'on devait éduquer nos enfants, travailler, vivre en famille, conserver des liens amicaux ou familiaux plus large, et même «faire la fête». Et ces activités auparavant assez

cloisonnées se déroulaient avec les mêmes outils, Zoom, Teams... qui marquaient certes une même nécessité technologique mais aussi une uniformisation technologique: les mêmes outils permettant «la proximité dans la distance» devenaient les caractéristiques de ces vies à domicile. Tout cela formait un «continuum» dans nos vies qui n'existait pas avant. Ce rapatriement des activités à domicile, évidemment, a été une des grandes conséquences du Covid.

D'ailleurs, après le Covid, on constatait dans certains univers professionnels qu'on avait du mal à faire revenir les gens sur leur lieu de travail: le domicile était la «base vie» et le restait.

Comment avez-vous perçu l'impact de la crise sanitaire sur la dimension événementielle et sur la fête?

E.L. Quelque chose qui m'a absolument fascinée pendant cette période du Covid a été la mise en absence de la fête qui a conduit à une mise en présence de la fête. Son interdiction a comme remis au jour sa nécessité. J'ai observé comment, autour du phénomène festif, une sorte de double polarisation, voire de paradoxe se produisait.

D'un côté, il y avait une polarisation presque morale. Les gens qui continuaient à faire la fête et à se retrouver étaient considérés comme des gens dangereux, irresponsables et égoïstes, au moment même où on demandait à toute la population d'être responsable. Donc il y avait une forme de moralisation très forte. D'un autre côté, le Covid l'a révélée comme une dimension essentielle de nos vies sociales: elle redevenait, en étant rendue impossible ou difficile, indispensable!

C'était un moment intéressant, pour un anthropologue de la fête, de voir à quel point à la fois on était dans une critique très forte de la fête, mais à quel point ce moment du Covid a été une manière de considérer la fête comme quelque chose d'essentiel à l'humanité, essentiel au lien social, essentiel pour les êtres humains, essentiel pour le bien-être mental, psychologique... Essentiel pour toutes les générations, notamment les jeunes, alors qu'ils étaient par ailleurs, pour certains d'entre eux, beaucoup pointés du doigt comme «fêtards».

Et quel est le sens de la fête?

E.L. La question de la fête est un sujet étudié depuis longtemps par les anthropologues. Elle est à la fois un cadre conceptuel et un phénomène empirique très varié. Une des caractéristiques de la fête, c'est son ambivalence, parce qu'elle se veut hors norme et transgressive, mais à la fois, on sait très bien à quel point la fête reproduit les normes

de la société. Les fêtes sont censées rompre avec l'ordinaire mais elles se multiplient tellement que finalement elles entrent dans une forme de quotidienneté, de normalité. N'importe quelle ville en France a sa fête, son festival. Le calendrier d'une ville actuellement dit événementiel est de plus en plus chargé, si bien que la fête a intégré la quotidienneté.

Assiste-t-on à une multiplication du phénomène festif?

E.L. Les fêtes et festivals se multiplient, y compris la revitalisation des fêtes traditionnelles, dans le but de renforcer l'identité des villages, d'attirer les habitants et les visiteurs, et de rendre les lieux plus attractifs. Les fêtes offrent une occasion d'activation des lieux, en leur donnant de l'attractivité, et favorisent la participation citoyenne. Dans le contexte de l'urbanisme transitoire et culturel, la dimension festive est très sollicitée.

La fête peut-elle être un levier de transformation urbaine?

E.L. En France, on parlait des salles polyvalentes dans les villages. C'était justement là où l'on pouvait à la fois organiser la fête des jeunes, la fête des anciens et la réunion du maire avec ses élus. Peut-être que c'est un levier de transformation: la fête vient toujours modifier quelque chose dans le temps et dans l'espace. Les espaces de fête sont toujours très modulables ou modulaires. Des espaces dédiés sont très rares, sauf dans les espaces privés comme les cafés et les boîtes de nuit.

Il y a la question de la modularité et de l'inclusivité. La ville peut permettre ces formes de modularité pour que des occupations d'espaces publics puissent se faire pour des groupes différents. Cela peut être effectivement un levier pour que la question d'un espace public partagé soit posée. Il y a cette idée d'un «processus qui est à l'œuvre» au moment de la fête. La ville de Dunkerque, par exemple, devient festive à un moment donné par une série d'opérations concrètes et symboliques, extrêmement précises. C'est un levier de transformation urbaine.

La fête est par définition éphémère mais elle peut produire des formes plus pérennes, régulières, et forger comme des «rendez-vous» des citoyens avec leur ville, ses espaces, ses quartiers.



“
La ville relationnelle est une sorte d'évidence. Elle est le fruit des interactions des divers acteurs qui la font.
”



QUELQUES CHIFFRES

Quels sont les leviers privilégiés par les Français pour favoriser des échanges réguliers avec les habitants de leur quartier ou de leur commune ?

Les leviers plébiscités

(parmi une liste de propositions)

49 % Fêtes de quartier

35 % Espaces partagés pour exercer des activités, des loisirs

33 % Lieux de convivialité réservés aux habitants d'un quartier

31 % Services d'entraide entre habitants

28 % Parcs, installations publiques sportives à proximité

19 % Réduction du temps de travail, semaine de 4 jours

15 % Applications d'échange de services entre habitants

Source : ObSoCo, Observatoire des usages et représentations des territoires, 2023.

Des fêtes de quartier pour tisser du lien : un levier fort dans l'imaginaire des urbains

Du point de vue des individus, les fêtes de quartier, des espaces partagés pour exercer des activités et des loisirs, des lieux de convivialité réservés aux habitants d'un quartier sont les leviers privilégiés pour favoriser des échanges réguliers avec les habitants de leur quartier ou de leur commune (l'ObSoCo, 2023).

Les fêtes de quartier occupent une place privilégiée pour tisser du lien en ville, dans l'imaginaire des urbains. Elles ont le vent en poupe, à l'image de la Fête des voisins qui réunit chaque année de nombreux citadins le dernier vendredi du mois de mai. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, la vingtième édition de la Fête des voisins aurait rassemblé 30 millions de personnes dans 50 pays. « *Comment comprendre cet engouement périodique, alors que le reste de l'année, les relations de voisinage se caractérisent généralement par une distance cordiale ? Faut-il y voir la résurgence de la convivialité et des solidarités locales, ou bien une simple parenthèse, sans conséquence sur la vie quotidienne ?* » s'interroge le sociologue Maxime Felder (2020). À partir d'enquêtes menées à Genève, en Suisse, il propose de considérer la Fête des voisins comme un rituel contemporain qui permet de conjurer l'anxiété liée au devenir des relations sociales en ville mais aussi d'instituer des valeurs et des normes de « *bon voisinage*. » Elle favorise également la création d'une familiarité qui permet de réduire l'anonymat de la ville.



Nos rapports sociaux de proximité connaîtraient une virtualisation



Une sociabilité en repli qui se virtualise

Pourtant, toutes les formes de relation semblent aujourd'hui menacées, ou en tout cas, bousculées. Les relations familiales et amicales n'échappent pas à la tendance. Nos rapports sociaux de proximité connaîtraient ainsi une virtualisation, en reposant un peu moins sur la rencontre physique et un peu plus sur les échanges à distance. Les jeunes générations ne sont pas épargnées. Pire, la sociabilité globale des jeunes de 16 à 24 ans serait en baisse en raison d'un reflux des rencontres physiques mais aussi des communications à distance.

• EN CHIFFRES

Le niveau de sociabilité familiale et amicale reste globalement stable mais un décalage s'opère entre rencontres physiques et échanges à distance entre 2015 et 2022

Diminution des rencontres physiques		Augmentation des échanges à distance	
-7 points	-5 points	+4 points	+2 points
Avec la famille	Avec les amis	Avec la famille	Avec les amis

La sociabilité globale des jeunes de 16-24 ans baisse

Fréquentation hebdomadaire des amis		Fréquentation hebdomadaire de la famille	
92 %	88 %	67 %	64 %
2015	2022	2015	2022

Cette baisse chez les 16-24 ans concerne aussi bien les rencontres physiques que les communications à distance

Diminution des rencontres physiques		Diminution des échanges à distance	
-8 points	-3 points	-3 points	-4 points
Avec la famille	Avec les amis	Avec la famille	Avec les amis

Source : Statistiques sur les ressources et conditions de vie, INSEE, novembre 2023



Des liens sociaux fragilisés

L'idée d'un délitement du lien social est partagée par de nombreux acteurs aujourd'hui. Elle s'immisce dans le débat public où l'on parle de recul de la cohésion sociale ou encore de la nécessité de « *retisser* » du lien. Il s'agit alors de protéger le désir de vivre ensemble et de relier les individus dispersés.

La crise sanitaire, perturbateur et révélateur du besoin de lien social

Les causes ? Les sociabilités sont mises à l'épreuve par l'enchaînement des crises. À ce titre, la pandémie de Covid-19 et les restrictions sanitaires associées ont perturbé le lien social à des niveaux sans précédent. Est-ce pour cette raison que quantités de pays touchés par la pandémie ont littéralement désigné par « *distanciation sociale* » la première des mesures de prévention qui consistait à conserver un certain espacement entre deux personnes pour limiter la transmission du virus ?

Les contraintes sanitaires ont porté sur les dimensions les plus concrètes du lien social mais aussi sur les plus symboliques : port du masque, interdiction de se rassembler, etc. Que dire de la ville du post-Covid-19 ? A-t-elle ou verra-t-elle émerger d'autres formes d'espace public et d'interactions ? Les historiens de la ville et de l'urbanisme ont montré que la découverte des grands virus pathogènes du XIX^e siècle, par exemple celui de la tuberculose par Koch, a énormément participé de l'émergence de l'hygiénisme et a dessiné les lieux de la sociabilité urbaine du siècle suivant : places, squares, boulevards, avenues bordées de terrasses, etc.

L'espace public a souffert des confinements (que le géographe Bernard Debarbieux préfère d'ailleurs qualifier de confinement-cloisonnement puisqu'ils s'appuyaient sur les murs et cloisons du logement). Selon lui, ce mode de confinement-cloisonnement a participé, avec l'espacement réglementaire, de l'idée que « *l'espace public était celui du danger parce qu'on était susceptible d'y croiser des malades, des porteurs sains et tous ceux dont la distance-différence nous font penser qu'ils sont une menace à eux tout seuls ; du coup, l'espace public qui est supposé être celui de la courtoisie peut devenir celui de la méfiance, supposé être aussi celui du débat et de l'échange des idées devenir celui du silence inquiet. L'espace public au sens strict du terme*

(la rue et ses commerces attenants, la place et ses points de rencontre, le square de quartier et les jeux pour enfants) est à compter parmi les victimes du Covid-19 en temps de confinement domestique et de distance sociale... Des pans entiers de la sociabilité ont soudainement basculé dans l'atmosphère des logements, entre les cloisons qui jusqu'à présent marquaient plutôt les limites de l'intime. » (Debarbieux, 2020).

Pourtant, en exacerbant certaines fragilités sociales, la crise sanitaire a aussi révélé notre besoin de lien social et d'une infrastructure urbaine qui le supporte : espace public, lieux de sociabilité. La crise sanitaire a également sonné le réveil d'élans de solidarité de grande ampleur. Citoyens, associations et collectivités locales se sont investis pour confectionner des blouses et des masques, distribuer à manger, aider les plus fragiles. Tous ont su se mobiliser collectivement et avec agilité sociale autour d'un objectif commun. Si la période des confinements a été peu propice au « *vivre ensemble* » (malgré des moments de convivialité depuis les fenêtres ou balcon), elle a en revanche été le terreau d'un « *faire ensemble* ».

Trois ans plus tard, cet élan s'essouffle néanmoins : en 2022, 18 % des Français affirmaient ne pas se sentir de responsabilités particulières vis-à-vis des personnes en difficulté et pensaient qu'il était avant tout important de prendre soin de soi-même, tandis que ce chiffre était descendu à 12 % au plus fort de la crise Covid en 2020 (Labo de la Fraternité, 2022).

#1

“
Le fait d'exister
en tant qu'individu
se fait par
différenciation
plus que par
identification.”

On les écoute !

ENTRETIEN



Benjamin Pradel

Sociologue et urbaniste
à Intermède

Villeurbanne, France



La ville s'est construite historiquement en tant qu'espace relationnel. Elle s'est constituée pour partie comme place de marché, lieu d'échange marchand et donc aussi social, point de ralliement des campagnes environnantes. Elle s'est aussi constituée comme lieu du pouvoir et du politique, espace public du débat et de l'échange des idées. Elle s'est constituée également en tant que lieu de l'interaction sociale maximisée par la densité et la concentration d'êtres. C'est pour cela que la ville est un objet sociologique. Elle est le réceptacle de cette solidarité organique chère à Emile Durkheim, celle fondée sur la division du travail social, ce lien à l'autre qui naît dans la complémentarité de la différence de l'autre. Elle est le lieu de cette sociabilité urbaine, un mélange de distance et de proximité, fruit de l'impossibilité d'engager une relation avec chacune des personnes croisées tant les interactions sont nombreuses. Pour des raisons économiques, sociales, politiques, familiales, historiques, la ville est de fait un espace relationnel et elle s'est construite ainsi de tout temps.

Assiste-t-on à une fragilisation des relations sociales ?

B.P. Dernièrement, la crise du Covid a semblé être pour certains un révélateur d'une crise du social par un repli sur soi des personnes et un éloignement relationnel. Or il me semble qu'elle a plutôt démontré l'appétence à la relation à l'autre : on a parlé d'un retour des solidarités dans les immeubles, d'une explosion des relations à distance, d'un retour de la vie de famille et on a pu observer, avec le déconfinement, un renforcement du festif. D'un autre côté, avec le confinement, on a constaté les dégâts d'un manque de relations sociales sur les plus jeunes mais aussi les plus

âgés avec une montée des dépressions et une peur de l'isolement. Face à l'idée d'une fragilisation du lien social je pense qu'il y a deux choses à regarder : le sentiment de faire société d'un côté et la transformation du lien social, au jour le jour de l'autre.

Notre société est constituée d'individus multi-appartenants qui s'inscrivent à différents niveaux d'intensité dans une multiplicité de groupes sociaux. De ce fait, le processus d'individuation, le fait d'exister en tant qu'individu, ne se fait plus par identification par rapport à un seul groupe d'appartenance, mais par rapport à l'altérité d'autres individus dans plusieurs groupes. Le fait d'exister en tant qu'individu se fait par différenciation plus que par identification. Pour autant, cette individuation s'articule avec un besoin de relations privilégiées, des groupes de pairs, la famille, des liens ténus qui comptent plus que d'autres dans un monde social toujours plus fluide, en réseau, évanescent, où le social semble se diluer dans des relations mouvantes et changeantes. Il est d'autant plus possible de jongler avec des relations sociales nombreuses, des interactions furtives et des appartenances multiples et aussi collectives, des solidarités ressources et des relations auxquelles nous accordons plus de valeur. Lorsque manquent les secondes, l'individuation forte permise par les premières est incomplète, peu qualitative et vécue comme un délitement du lien social et une perte d'identité. D'où la prolifération et le succès des offres de repli social par des groupes aux contours différenciant de l'autre, aux aspirations identitaires ou communautaires, qui rassurent parce qu'ils enferment.



Quelle est la différence
individualisation et individuation ?

B.P. L'individualisation, c'est plutôt un processus d'autonomisation par rapport à des prescriptions morales ou sociales d'un groupe de référence et par lequel l'individu devient davantage maître de ses choix. De là découle en partie une différenciation collective croissante des modes de vie et d'être. L'individuation, c'est le fait d'exister en tant qu'individu qui passe par un renforcement de son identité propre par l'enrichissement que peut apporter le rapport, plus ou moins apaisé, à l'autre dans sa différence. Ce n'est pas totalement la même chose.

Dans vos travaux, vous abordez la question de l'inclusion. Quelles sont les stratégies pour favoriser la cohabitation et la prise en compte de l'altérité dans l'espace public ?

B.P. Je pense que l'éducation et l'égalité sont au cœur d'une société épanouie et donc d'une urbanité apaisée. En effet, évoquer la cohabitation et le vivre-ensemble dans l'espace public dépasse la question urbaine même si la ville agit comme une matrice qui peut influencer les relations sociales et la « *civilité* » qui s'y déploient. Pour autant, l'urbanité n'est qu'une forme de vivre-ensemble dont la civilité repose, selon moi, sur l'éducation et l'égalité. À l'échelle individuelle, cela signifie permettre à tous d'accéder aux moyens sociaux, économiques, culturels, etc. pour construire une vie personnelle et sociale à la hauteur de ses désirs et ambitions. Cela passe par l'éducation au sens d'accompagnement, soutien, bienveillance, au sein de la famille, à tous les âges, rendue d'autant plus difficile en situation de précarité, d'exclusion, d'instabilité. Cela passe par une éducation publique solidaire, accessible et égalitaire. L'important de mon point de vue c'est que le fait d'exister en tant qu'individu doit passer d'abord et avant tout par un sentiment de reconnaissance et d'estime de soi, permettant d'être bien avec les autres, qui passe par l'égalité des chances dans un monde inégalitaire.

Quels leviers pouvons-nous mobiliser pour mieux vivre ensemble ?

B.P. Je dirai qu'il faut renverser la loi du plus fort dans l'urbanisme en mettant au centre l'idée de fragilité : protéger le plus faible en quelque sorte, le plus fragile, lui donner les prises spatiales qui lui permettent de se sentir à sa place, reconnu, respecté, estimé, sachant que cette fragilité peut être le fait de chacun d'entre nous à un moment donné.

Et comment prendre en compte cette question de la fragilité ?

B.P. Au-delà des mots, cela prend la forme concrète de renverser les dominations physiques et symboliques à l'œuvre dans nos sociétés et donc dans l'espace public urbain qui les incarnent. Il faut renverser la domination de la voiture, de plus en plus grosse, qui, physiquement, gagne la bataille vitale avec le piéton, le cycliste, la poussette, la foule, etc. Il faut neutraliser la domination du masculin sur le féminin dans la conception de l'espace public. Il faut repenser la domination sur la nature : végétaliser la ville, saisonnaliser ses rythmes, désartificialiser ses sols, booster la biodiversité animale. Il faut questionner la domination de l'argent sur le gratuit ou l'échange égalitaire : WC gratuits, fontaines gratuites, bancs, etc. Il faut réduire la domination de l'adulte sur le nourrisson en poussette, l'enfant à pied, l'adolescent en vélo. Et on peut continuer en évoquant la domination des valides sur les handicaps – cognitifs, physiques... – très peu pris en compte. En résumé, si on prend tous les leviers de domination qui existent dans nos sociétés et qui s'incarnent dans la fabrique de la ville et qu'on les renverse, on aura des espaces plus relationnels, plus inclusifs, qui permettront de mieux vivre ensemble.

Cette ambition d'une ville fragile rejoint le sens du prendre soin pour en faire une sorte de façon de penser un espace public qui, en tant qu'espace du public, doit pouvoir rééquilibrer les dominations !



“ Il faut renverser la loi du plus fort dans l'urbanisme en mettant au centre l'idée de fragilité : protéger le plus faible en quelque sorte, le plus fragile, lui donner les prises spatiales qui lui permettent de se sentir à sa place, reconnu, respecté, estimé. ”

”

Déclin du collectif, la démocratie en danger : parcellitarisme et populisme

De nombreuses voix s'élèvent pour constater un affaiblissement de l'idéal démocratique. Pour l'historien et sociologue Pierre Rosanvallon, la démocratie des institutions ou la démocratie représentative est sur le déclin tandis qu'émergent d'autres pratiques démocratiques telles que les démocraties participatives, mais qui peinent à créer du commun et à faire système.

Le sociologue Alain Caillé va plus loin en constatant une incapacité à nous articuler les uns aux autres et à agir ensemble. Nous serions selon lui entrés dans une « *société parcellitaire* » où tout tend à être réduit en parcelles. Tout ce qui est de l'ordre du commun, du collectif, serait alors sacrifié au profit de la libération de l'individu. Le pouvoir parcellitaire adopte pour stratégie de laisser chacun vivre selon sa vérité, son choix. Il nous faudrait alors reconstruire l'humain démocratique, qui trouve l'équilibre entre autonomie des individus et intérêt du collectif.

Autre menace pour la démocratie, le populisme prétend incarner la volonté et les intérêts du « *peuple* » et se présente comme une alternative à la démocratie libérale. Au nom

d'une prétendue homogénéité du peuple, il s'appuie sur le ressentiment populaire contre les « *élites* » et/ou contre les étrangers réels ou supposés pour promouvoir par des moyens autoritaires une politique d'exclusion¹. Il progresse partout dans le monde (un milliard de personnes vivent aujourd'hui dans des États gouvernés par des pouvoirs populistes²) et, fait nouveau depuis quelques années, revient dans le monde occidental (Europe, États-Unis). Si les idéologies et pratiques politiques diffèrent selon les contextes, les régimes populistes s'appuient sur des thèmes communs : défense de la souveraineté contre la mondialisation, le « *peuple* » contre les élites, rejet du multiculturalisme et de l'universalisme.

Ces menaces de l'idéal démocratique témoignent des difficultés de l'intégration sociale, de la rupture avec une gouvernance qui peine à être représentative et d'un affaiblissement de l'image du collectif. Elles témoignent d'une difficulté croissante des sociétés à « *faire lien* ».

• EN CHIFFRES

L'engagement des Français en demi-teinte

Ces tendances affectent-elles le niveau d'engagement au sein de la société ? Un rapport de la Croix-Rouge et du Crédoc analyse la résilience de la société française face aux crises et sa capacité à les affronter à partir d'une quarantaine d'indicateurs³. Il témoigne notamment d'un niveau d'engagement en demi-teinte :

- **Stagnation de la part de l'économie sociale et solidaire** au sein de l'ensemble du salariat
- **Un dynamisme associatif freiné** (lié notamment à l'évolution des modes de financement du monde associatif : réduction des subventions, augmentation de la mise en concurrence dans le cadre des appels à projets)
- **Stabilité de l'engagement bénévole de la population** : recul de l'engagement par le biais d'une association au profit d'un engagement hors organisation
- **Mais augmentation de l'engagement des jeunes générations** dans le bénévolat

1. <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271075-les-origines-du-populisme-par-philippe-raynaud>
2. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-tour-du-monde-des-idees/les-vraies-causes-du-populisme-ne-sont-pas-celles-qu-on-croit-4564119>
3. Crises : sommes-nous en capacité de les affronter ? Rapport sur la résilience de la société française – 2023, Croix-Rouge française, Credoc

Focus



La société parcellitaire selon le sociologue Alain Caillé

« Nous sommes tous à essayer de rassembler à travers des associations pour des causes communes et nous voyons bien que cela ne marche pas. Il y a 36 000 initiatives qui sont entreprises mais cela ne prend pas au sens où une mayonnaise ne prend pas. Le liant ne prend pas. Il en va ainsi parce que sous ce régime de parcellitarisme, autrement dit de totalitarisme inversé, on a vu apparaître un type humain qui n'est plus l'homme démocratique avec ses vertus mais un type d'être humain parcellisé qui n'a plus en quelque sorte les gènes symboliques qui lui permettent de s'associer avec d'autres. Là réside le principal obstacle à la recomposition politique ou symbolique. »

Source : Rencontre-débat « Les nouvelles formes de citoyenneté », Alain Caillé et Henry Noguès, Fonda la Maison de l'Europe de Paris, 2009

Une manifestation plus structurelle de l'évolution de nos modes de vie ?

L'individualisation: lorsque la société se dissout dans l'individu

Pour certains sociologues, le processus historique d'individualisation intervient dans la crise de la cohésion sociale, qui est dans une certaine mesure « la rançon de la croissance des libertés individuelles » (Cusset, 2006).

Ce processus, qui s'est accéléré depuis les années 1960, place les individus dans une plus grande autonomie par rapport aux groupes auxquels ils sont liés. Ceci est dû au déclin des formes traditionnelles d'appartenance (les classes sociales) et à la remise en cause de certaines normes et pratiques sociales (ex : croissance de pratiques autrefois condamnées comme le divorce). L'identité de l'individu repose alors moins sur un groupe que sur la juxtaposition de groupes différents qui s'entrecroisent de façon unique en chacun.

L'individualisation ne conduit pas nécessairement à l'individualisme, qui désigne les logiques en faveur de son intérêt particulier (chacun pour soi) et qui est l'opposé de la solidarité. Néanmoins, l'autonomie accrue des individus se traduirait par une baisse d'emprise de la société sur les individus qui seraient également moins (sous)tenus par la société (Cusset, 2006).

“

L'individualisation, c'est plutôt un processus d'autonomisation par rapport à des prescriptions morales ou sociales d'un groupe de référence et par lequel l'individu devient davantage maître de ses choix. De là découle en partie une différenciation collective croissante des modes de vie et d'être. L'individuation, c'est le fait d'exister en tant qu'individu qui passe par un renforcement de son identité propre par l'enrichissement que peut apporter le rapport, plus ou moins apaisé, à l'autre dans sa différence. Ce n'est pas totalement la même chose.

”

 **Benjamin Pradel**
Sociologue

Cohabitation et altérité: entre désir et méfiance

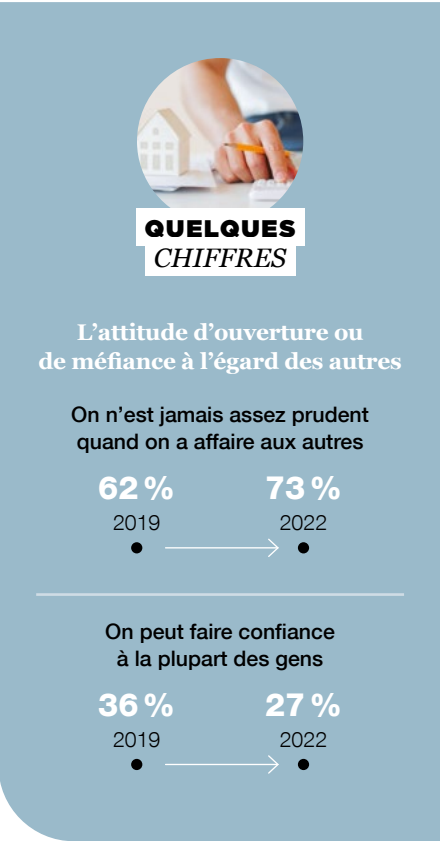
La ville relationnelle est avant tout une question de rapport à l'Autre dans l'espace urbain. Or, nous entretenons un rapport complexe et ambivalent avec l'altérité, la diversité et la fraternité.

Le baromètre de la Fraternité, réalisé tous les ans depuis 2016, met en lumière un « effet Covid » sur notre façon de voir le monde et de percevoir la diversité qui se traduit par une méfiance croissante envers l'autre, des clivages plus importants et une inquiétude grandissante face à la diversité :

- **Seuls 27 % des Français** estiment que l'on peut faire confiance à la plupart des gens, un chiffre en baisse régulière
- **Seuls 54 % des Français** considèrent la France comme un pays de fraternité (65% en 2021)
- **69 % des Français** estiment que la diversité (ethnique, culturelle, religieuse) peut créer des problèmes et des conflits et 58 % affirment qu'elle génère des politiques favorisant les minorités au détriment de la majorité.

Malgré ces chiffres en dégradation, d'autres signaux indiquent que le désir d'aller vers l'autre reste réel. 79 % des personnes interrogées seraient prêtes à échanger et à agir davantage avec des personnes différentes d'elles (milieu social, convictions religieuses, origines ethniques). La peur et la méfiance n'empêchent donc pas les Français d'aspirer à plus de lien social et de rencontres fraternelles avec des personnes différentes. Les freins identifiés au fait de faire des choses avec d'« autres » différents de soi sont indépendants de la peur (7 %) et concernent surtout le manque d'occasions, de temps et de lieux (75 %).

Source : Le Baromètre de la Fraternité, 2022



Inspiration



Source : francetvinfo.fr

Des commerçants solidaires viennent en aide aux sans-abris, association

La cloche, Montpellier

S'appuyer sur les acteurs locaux (commerçants d'un quartier) pour créer du lien avec les populations marginalisées : recharger son téléphone dans un commerce mais aussi prendre un café gratuitement, remplir une bouteille d'eau, accéder aux toilettes : autant de services pour les personnes sans domicile fixe auxquels s'engagent des commerçants solidaires de Montpellier. Ce dispositif de commerçants solidaires pour venir en aide aux sans-abris à Montpellier est une opération à l'initiative de l'association « La cloche ».



Inspiration



Source : business.ladn.eu

Un laboratoire d'innovation sociale œuvrant pour l'intégration des personnes réfugiées et migrantes

Singa

Singa se définit comme un laboratoire d'innovation sociale au service de la rencontre entre de nouveaux arrivants (réfugiés, demandeurs d'asile, immigrés) et des citoyens locaux de leur société d'accueil. Centré sur l'entrepreneuriat, il incube et accélère des projets en lien avec la migration portés par des personnes nouvellement arrivées ou par des personnes locales. Les nouveaux arrivants peuvent ainsi valoriser leurs compétences et leurs qualités dans la création d'une entreprise ou d'une association. Le réseau refuse donc de limiter la migration à un enjeu humanitaire ou sécuritaire et met en avant les opportunités de rencontre qu'elle suscite, le sens qu'elle donne à nos vies de citoyens et la valeur et les talents que les nouveaux arrivants apportent à leur société d'accueil. D'après l'ONU, 300 millions de personnes pourraient vivre en situation d'exil d'ici 2050 avec l'accélération du dérèglement climatique et l'instabilité politique et économique de certains pays.

Quelques exemples de projets incubés par Singa

- **Kabubu** vise à favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes exilées à travers le sport
- **Causons** est une association dont le but est de favoriser l'échange linguistique et culturel avec des personnes migrantes et réfugiées en situation d'insertion socioprofessionnelle à travers des cours de langue
- **Meet My Mama** révèle les talents culinaires de femmes venant de plus de 90 pays, d'âges et de parcours différents. L'objectif est de les aider à vivre de leur passion pour la cuisine et à partager leur savoir-faire.

La cohabitation entre citoyens est un thème cher à la recherche en sociologie. Décrite comme un « sentiment d'appartenance partagé » à un espace, la cohabitation a longtemps été explorée par le biais de deux thématiques associées : le voisinage et l'hospitalité. Plus récemment, plusieurs travaux ont choisi de l'aborder par la question des troubles face à la présence de l'autre en décortiquant les résistances, les coopérations ou les formes de rejets qui peuvent se jouer selon les contextes¹.

Focus



Faire face à la présence de l'autre :
résistance, coopération, rejet

Buenos Aires

À Buenos Aires, la population habitante des quartiers riches, indisposée par la cohabitation quotidienne avec les *cartoneros*, population pauvre vivant de la récupération de déchets, qu'elle vit comme une invasion, manifeste des formes de rejet.

Paris

Par contraste, une enquête ethnographique dans des quartiers bourgeois parisiens montre comment les liens que tissent de riches paroissiens avec des sans-abris avec lesquels ils cohabitent au quotidien contribuent à leur attachement au quartier. Le lien social est alors caractérisé par son ancrage spatial et doté d'une dimension affective.

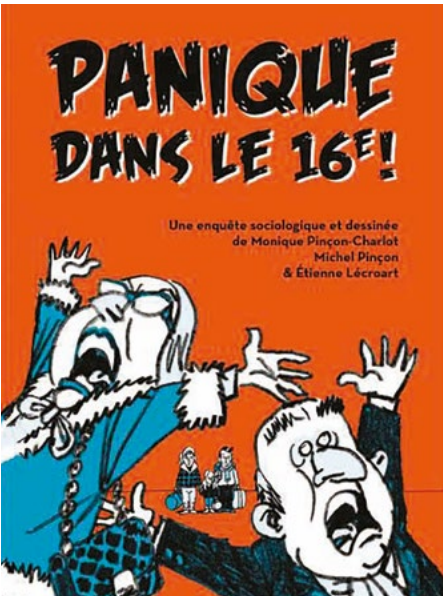
Genève

Une autre enquête ethnographique décortique la désorganisation au long cours, sur une vingtaine d'années, d'un mouvement squat bien établi à Genève en analysant comment les frontières ténues entre espaces privatifs et collectifs ont progressivement rendu insupportables certaines cohabitations et anéanti la volonté de vivre ensemble.

De la progression de l'entre-soi aux
limites des politiques de mixité sociale

Si des liens avec les plus démunis ou les populations marginalisées peuvent se nouer dans les quartiers bourgeois des grandes villes, la tendance générale est plutôt à la progression de l'entre-soi, c'est-à-dire au fait de choisir de vivre avec des populations qui nous ressemblent et d'éviter le contact avec les autres. Ainsi, une étude de l'Insee publiée en janvier 2023 révèle qu'en quinze ans, la ségrégation spatiale entre les plus riches et les plus pauvres s'est accentuée dans la plupart des grandes villes françaises². Les villes de Limoges, Rouen, Avignon et Lille sont celles qui enregistrent les disparités spatiales de revenus les plus importantes.

Dans certains contextes territoriaux, ce phénomène de l'entre-soi est poussé à l'extrême et se matérialise par des formes urbaines spécifiques connues sous le nom de *gated communities* : les catégories les plus aisées de la population s'enferment dans des maisons très protégées ou des quartiers sécurisés qui peuvent prendre la forme de lotissements fermés et entourés de murs de grande hauteur. L'entre-soi s'accompagne alors de sécession urbaine. Les grandes villes d'Amérique latine y sont particulièrement confrontées et certains experts redoutent une évolution similaire dans les grandes villes africaines. Ce phénomène existe depuis longtemps au Nigeria et en Afrique du Sud mais se développe à présent dans des villes où la violence est très faible, par exemple à Madagascar ou au Togo³. À Lomé (Togo), la résidence du Bénin, par exemple, est sécurisée par la présence de militaires à l'entrée et abrite de nombreux commerces dont deux supermarchés ainsi qu'une école prestigieuse, la British School of Lomé. Dans certains contextes, l'homogénéisation sociale est poussée à l'extrême, à l'image de la ville privée de Sun City en Arizona, réservée exclusivement aux retraités, et régie par des règles très strictes pour préserver la quiétude de ses occupants. Les résidents sont par exemple tenus de respecter des créneaux horaires précis pour recevoir la visite de leurs petits-enfants.



Source : lavillebrule.com



Dans les quartiers bourgeois, sans tomber dans ces extrêmes, l'entre-soi se conjugue malgré tout avec des logiques de privatisation de l'espace et de ségrégation discriminante à l'égard des plus pauvres. Les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, spécialistes de la très grande richesse, ont tiré l'enquête-dessinée édifante « Panique dans le 16^e » autour d'un mouvement de contestation qui a accompagné l'installation d'un centre d'hébergement d'urgence dans le 16^e arrondissement de Paris en 2016.

Défini comme la coexistence dans un même espace de groupes sociaux aux caractéristiques différentes, le concept de mixité sociale est régulièrement avancé pour lutter contre les inégalités,

la ségrégation et les effets de discrimination. Il est mobilisé depuis des décennies par les politiques publiques urbaines aux États-Unis, en Suisse, en France, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens. La mixité sociale est portée par les politiques car elle renvoie à un idéal de société porté par des valeurs d'égalité et de solidarité.

Invitation au vivre-ensemble et à la lutte contre les processus d'exclusion et les stigmatisations, elle a pour objectif de composer des quartiers socialement équilibrés. L'action publique vise principalement les quartiers populaires avec l'idée sous-jacente de réduire des effets de quartiers jugés négatifs (mauvaise réputation du quartier, absence de modèles sociaux

diversifiés, repli sur la sphère familiale et communautaire, etc.) qui pourraient limiter l'accès à l'emploi ou freiner l'intégration sociale de leurs habitants.

Les réserves quant aux objectifs de ces politiques et à leur efficacité sont néanmoins nombreuses. La mixité sociale n'est pas nécessairement synonyme de lien social ou d'interactions sociales riches. Ainsi, amener à résider côte à côte des populations socialement différenciées peut parfois générer des réactions d'indifférence, d'évitement, voire de conflit. Au contraire, le regroupement avec ses pairs peut être un tremplin d'intégration sociale pour un migrant fraîchement arrivé en manque de repère et qui peut profiter de dispositifs d'entraide.

Être là mais ailleurs: comment
le numérique modifie notre façon
d’être dans l’espace public

Autre aspect de l’évolution de nos modes de vie, l’usage croissant et quotidien du smartphone a modifié notre façon de vivre ensemble, un phénomène particulièrement visible dans les espaces publics. Les sociologues Jocelyn Lachance et Yann Bruna en ont décortiqué les effets dans l’espace urbain (2019). Ils remarquent une double séparation des individus qui parcourent la ville, engendrée par l’usage du smartphone : une séparation des corps et une séparation entre usagers des technologies numériques et profanes.

Dans le premier cas, l’usager du smartphone est détourné de son environnement immédiat : « [...] l’individu connecté, absorbé dans un ailleurs médiatisé, se trouve quotidiennement plongé dans une expérience de disparition présente lorsqu’il est « là sans être là ». Il n’est plus rare aujourd’hui de remarquer des passants qui paraissent enfermés dans leur bulle informationnelle, apparemment hermétiques à toute interaction physique, les yeux rivés sur l’écran de leur smartphone. »

L’individu qui circule dans l’espace public, smartphone en poche, vit avec le sentiment d’être lié à d’autres potentiellement joignables. Ce faisant, l’outil numérique renforce paradoxalement le lien avec ces personnes distantes physiquement, tandis qu’il éloigne de ceux proches spatialement. Le cas des selfies, photo de soi envoyée à des tiers, en est une illustration symbolique : l’individu qui prend son selfie

cherche à partager un moment avec un proche absent tandis que dans le même temps, il prend garde à s’assurer qu’aucun passant ou intrus ne vient apparaître dans son cadre. « Dans les espaces de la ville, il existe une tension entre l’abandon des individus à une convivialité à distance, invisible, maîtrisée en partie et une ouverture à une convivialité de proximité, sous le signe du hasard et de l’incertitude. »

L’utilisation du numérique dans l’espace public peut également être source de nuisances. Entendre malgré soi la conversation d’un inconnu, être bousculé par un passant rivé sur l’écran de son téléphone, être gêné par la musique de son voisin dans les transports en commun sont autant de situations qui peuvent être vécues comme des intrusions.

Le numérique peut aussi devenir prétexte à l’échange et aux interactions dans la ville, à travers l’utilisation d’applications de geocaching, l’organisation d’événements dans l’espace physique ou l’utilisation d’applications de rencontre par exemple. Cependant, ces applications orientent fortement les modalités de rencontre (ex : lieux prédéfinis dans le cas du geocaching) et laissent moins de place à la spontanéité de la rencontre dans l’espace public.

Focus



Source : lesechos.fr

Exemple de l’usage d’une application
de geocaching dans l’espace public :
le jeu Pokémon Go

Expérience vidéoludique en réalité augmentée (juxtaposition d’une couche d’informations numériques à une représentation physique de la réalité) dans laquelle l’objectif est de capturer les Pokémon répartis dans l’espace urbain. Il s’agit de chercher des objets virtuels dans les espaces physiques. Le jeu a mobilisé plusieurs dizaines de millions de joueurs à travers le monde. Les joueurs marchent ou s’assoient dans les lieux remarquables de la ville pour guetter leur apparition.

Quelques critiques
recueillies

- Les profanes voient des milliers de personnes se concentrer dans les espaces de la ville pour attraper des créatures qu’eux ne voient pas.
- L’occupation des espaces physiques par les joueurs est fortement orientée par des compagnies privées qui investissent dans le jeu (centres commerciaux, chaînes de fast-food...) : c’est une forme de mercantilisation de la convivialité urbaine.
- De manière plus générale, les jeux de geocaching qui rencontrent le plus d’engouement amènent rarement à s’aventurer vers l’incertain : ils constituent de nouvelles modalités de rencontres, mais avec d’autres joueurs dont l’aide est appréciable pour progresser. Mais ils forcent dans le même temps la rencontre dans des lieux prédéfinis et excluent ceux qui n’y participent pas.

#1

La ville est-elle
favorable au lien social ?

Selon Emma Vilarem, docteure en sciences cognitives, la façon dont nous concevons les villes ne prend pas suffisamment en compte la sphère de l’émotionnel, du perçu et du sensible. Or, les comportements humains en ville sont fortement guidés par des mécanismes cognitifs pas toujours conscients, que nous gagnerions à décrypter. L’enjeu ? Exploiter le gigantesque potentiel de lien social de la ville ! Mieux prendre en compte ces mécanismes permettrait de concevoir les cheminements d’un quartier, d’aménager les parties communes d’une résidence ou d’agencer un espace public de façon plus favorable aux interactions sociales : « [...] nous avons tous des cerveaux différents, mais nous partageons aussi un grand nombre de mécanismes communs (attrait pour la nature, aversion pour la pollution sonore, etc.) qu’il est capital de prendre en compte. Le risque de ne pas le faire, ce sont des environnements pas ou peu appropriés, où la vie sociale ne peut pas se tisser. »

La ville regorge de lieux de
cohésion sociale et de sociabilité

À l’échelle locale, les citoyens considèrent que ce sont dans les commerces et cafés de proximité, ou encore les marchés, qu’ils ont le plus de discussions avec les habitants de leur commune (Baromètre de la Fraternité, 2022).

Cette perception est intéressante à relire à la lumière de plusieurs événements récents et actuels : la diminution du nombre de cafés, l’érosion des commerces de proximité ou encore le phénomène des dark stores (magasin utilisé exclusivement pour la préparation et la collecte des commandes en ligne, créant peu d’occasions d’interaction sociale). Ces chiffres sont à relativiser. Ainsi, les sociabilités associées à la fréquentation des cafés ont pu se reporter dans les entreprises et dans les logements au gré des évolutions des habitudes et modes de vie (respectivement la machine à café et l’« apéro » à la maison).

• EN CHIFFRES

Le nombre de cafés diminue



Source : d’après l’Institut Crocis (Centre régional d’Observation du Commerce)
Étude Ouest France - 2017

Le centre social,
un lieu ouvert à tous

1,9 millions
de personnes en France
fréquentent les 2 200 centres
existants sur le territoire national.

Source : <https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Manifeste-Centres-sociaux-et-territoires.pdf>

1. <https://www.recreation-magazine.fr/emma-vilarem-interview/>
2. <https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Manifeste-Centres-sociaux-et-territoires.pdf>



Un sentiment d'insécurité grandissant en ville ?

L'enquête Victimation & sentiment d'insécurité en Île-de-France, menée tous les deux ans explore l'insécurité réelle ou ressentie des Franciliens et en suit l'évolution¹. Il apparait que les atteintes aux personnes et aux biens ne sont pas systématiquement liées à l'insécurité perçue, à savoir le sentiment d'insécurité.

Ce paradoxe est bien connu des « professionnels » de la sécurité urbaine et des chercheurs qui travaillent sur le sujet : « en matière d'insécurité, c'est la représentation plus que la réalité qui détermine les attitudes et les comportements » affirme Michel Fansten, ex-responsable des études statistiques du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU)². Un constat mis en évidence sur le terrain par le psychologue social Anthony Garoscio au cours de deux études à Martigues et dans les quartiers Nord de Marseille. À Martigues, les sujets résidant dans des quartiers fortement délinquants ne se sentaient pas forcément plus en insécurité que ceux résidant dans des quartiers moins touchés par la délinquance (Garoscio, 2006).

Cette décorrélation entre sentiment d'insécurité et niveau de délinquance ou de criminalité peut être liée à plusieurs facteurs²:

- **Les désordres et incivilités** (injuries, crachats, dégradations volontaires, impolitesses, ordures abandonnées) ont plus d'impact sur le sentiment d'insécurité que les actes de délinquance (violence contre les personnes, cambriolages) en raison de leur plus forte visibilité par les populations dans l'espace urbain : nombre de personnes y sont confrontées là où seule une partie minoritaire de la population subit des violences physiques ou des cambriolages. Ces désordres et incivilités sont plus visibles et perçus comme inquiétants dans la mesure où ils symbolisent à la fois une déviance par rapport aux règles du vivre-ensemble et un signe de l'impuissance des pouvoirs publics à y remédier.
- **L'impression d'être mal protégé** et que les moyens consacrés à la lutte contre l'insécurité sont insuffisants pèse également fortement sur le sentiment d'insécurité : l'insuffisance de dispositifs d'accueil des victimes ou de l'entretien de l'espace public (éclairage, propreté des rues, entretiens des espaces verts) y contribue au même titre qu'un manque de présence policière.
- **Le sentiment d'insécurité est cumulatif et s'auto-alimente** : il induit une sensibilité plus forte aux problèmes dans l'espace public et sur les manquements de leur prise en charge.

Le sentiment d'insécurité est ainsi complexe et recouvre à la



fois l'anticipation du risque que l'on croit courir, la sensation d'une prise en charge insuffisante du problème dans l'espace urbain et d'une protection déficiente. **Ses conséquences sont nombreuses et constituent un réel frein à la ville relationnelle : dégradation du lien social, repli communautaire, rejet des autres, réactions identitaires.**

La prise en charge des questions d'insécurité devrait donc intégrer à la fois la lutte contre l'insécurité réelle, mais aussi intervenir sur un plan plus subjectif en favorisant le sentiment de sécurité :

- **Informier et communiquer sur les actions et les dispositifs** engagés à l'échelle de la ville : faire connaître les mesures mises en place.

1. https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack3/Etude_2887/RapportFinalEVS12021_web.pdf
2. <https://variances.eu/?p=3328>
3. <https://variances.eu/?p=3328>

Inspiration



L'art pour créer l'identité de lieu et procurer un sentiment de sécurité

Projet UP/SIDE/DOWN/DOWN/TOWN, Paris
The Street Society, Daniel van der Noon

Selon [S]CITY, agence de conseil et d'études en sciences cognitives appliquées aux projets urbains, l'identité de lieu définie comme « l'importance affective et symbolique donnée à un lieu au fur et à mesure que l'individu s'y investit psychologiquement », procurerait un sentiment de sécurité. L'art est un des types d'interventions qui peuvent favoriser l'attachement au lieu en milieu urbain. Ce lien est rendu visible par le projet UP/SIDE/DOWN/DOWN/TOWN qui s'est déroulé à Paris à l'été 2019. Lauréat du concours « Embellir Paris », ce projet réalisé par The Street Society (agence d'innovation urbaine) et l'artiste Daniel van der Noon, visait à transformer une galerie couverte au coin d'une rue parisienne en un lieu de rencontre coloré. La mesure par [S]CITY de l'expérience émotionnelle associée au lieu a montré une évolution avant et après intervention : les émotions de tristesse et de dégoût principalement liées à la faible valeur esthétique et à la perception d'incivilités ont laissé place à des émotions de joie et de surprise et à des intentions comportementales de protection du lieu.

Source : <https://www.scity-lab.com/blog/2019/11/14/le-rle-de-lattachement-dans-le-rapport-la-ville>



La densité urbaine : l'enfer, c'est les autres ?

En octobre 2023, l'étude « Densité urbaine : je t'aime, moi non plus » révélait qu'en France, les populations entretiennent des relations globalement plus satisfaisantes avec leurs voisins dans les zones peu denses : 33 % dans les communes rurales, soit près de deux fois plus que dans l'agglomération parisienne (17 %).

Cette réalité interroge : l'enfer urbain, c'est les autres ? La densité impacte-t-elle négativement la cohésion sociale ? Lorsque l'on interroge ces mêmes personnes sur leur perception de la densité et notamment sur ses aspects négatifs, elles mentionnent en priorité la surpopulation (18 %), loin devant l'anonymat et l'individualisme (6 %). C'est donc la promiscuité subie ou l'impression de trop de monde qui peut déranger.

Il existe heureusement de nombreux leviers pour rendre la densité plus agréable et effacer le sentiment de promiscuité qui peut lui être associé : à l'échelle du bâtiment, réduire l'encombrement visuel en limitant les vis-à-vis ou apporter de la végétation pour apaiser le regard ; à l'échelle des espaces publics, végétaliser et donner plus de place aux piétons par exemple. Il s'agit donc de préserver l'intensité propre aux espaces urbains, synonyme de diversité, tout en réduisant l'impression de concentration. Cette diversité d'activités, d'aménités, de populations, est, elle, recherchée et plébiscitée. La ville est un lieu qui rend possible de nouvelles rencontres tout en profitant d'un certain anonymat, où l'on peut trouver du travail et bénéficier de lieux de culture et de divertissements inexistants ailleurs.

Vivre en ville et se sentir seul: le paradoxe de la solitude urbaine

**La ville est un lieu privilégié de relations
interpersonnelles variées. Elle favorise
également de nouveaux contacts au-delà du
cercle familial et amical en rendant possible
la rencontre et tous types de relations.
Pourtant, on peut facilement s’y sentir seul.
Comment expliquer ce paradoxe ?**

Au début du XX^e siècle, le philosophe allemand Georg Simmel consacrait son essai *Les grandes villes et la vie de l’esprit* aux effets de l’expérience métropolitaine sur les individus et leurs humeurs. Il y remarquait le « caractère blasé » des habitants de la grande ville en l’expliquant par deux tendances opposées : une intensification de la vie nerveuse liée à la stimulation permanente des sens, d’une part, et une mise à distance et une réserve comme mécanisme de protection face au trop plein de stimulations d’autre part. Simmel défendait également un effet libérateur de la grande ville, donnant de la respiration et allégeant la pression sociale. Mais, revers de cette liberté, le sentiment de solitude serait plus durement ressenti au milieu de la foule des grandes villes.

Malgré cela, la solitude est loin d’être un sentiment spécifiquement urbain. Aucune configuration territoriale n’y échappe et ce sentiment progresse partout dans les sociétés occidentales. À tel point qu’en 2018, le Royaume-Uni instaurait le premier Ministère de la solitude, suivi par le Japon en 2021.

En France, ce sentiment est très répandu et prend de l’ampleur. 11 millions de personnes seraient concernées et parmi elles, 9 millions en souffriraient (Fondation de France, 2023).

Autre paradoxe, ce sentiment est décorrélé de l’existence d’une vie sociale. Autrement dit, on peut être entouré et faire partie de divers réseaux de sociabilité tout en étant rattrapé par ce sentiment de solitude. Dans ce cas, les relations ou interactions sociales vécues ne réunissent pas les conditions nécessaires à notre épanouissement. La solitude est donc à distinguer de l’isolement social qui se caractérise, lui, par un manque objectif de contacts et de relations. Il est fortement corrélé à des facteurs économiques : les personnes aux revenus les plus modestes sont les plus frappées par l’isolement social et les chômeurs souffrent deux fois plus d’isolement relationnel que les actifs.

On peut aussi habiter seul et entretenir des relations familiales, amicales et/ou professionnelles régulières et soutenantes. Pour les solos, être bien entouré à l’extérieur du domicile est même une stratégie pour traverser les épreuves et les moments de solitude. C’est ce que met en lumière la sociologue Camille Duthy à travers ses recherches sur « l’habiter seul ». Elle interprète cette expérience comme une façon, pour l’individu contemporain, de se construire en conciliant le besoin d’avoir des liens et une recherche d’émancipation et d’autonomie (Duthy, 2020).

• EN CHIFFRES

La solitude en 2022

17 %

des personnes « objectivement
entourées » (deux réseaux de sociabilité
ou plus) affirment se sentir seules tous
les jours ou presque ou souvent.

Source : « Solitude 2022. Regards sur les
fragilités relationnelles », Fondation de France

#1

CONTEXTE ET ENJEUX

Le sentiment de solitude peut s’installer brusquement ou plus progressivement, à différents moments de la vie, et l’entrée en solitude est souvent liée à un enchaînement d’événements douloureux qui fragilisent le tissu relationnel de l’individu. Les facteurs sont donc plutôt à chercher dans nos « biographies modernes », davantage sujettes aux ruptures et aux rebondissements. L’enjeu est alors de détecter ces entrées en solitude et d’accompagner les individus concernés, afin d’éviter que la situation ne s’installe durablement.

Si ce phénomène alerte, c’est qu’il est néfaste pour notre santé. En mai 2023, Vivek Murthy, administrateur de la santé publique des États-Unis, pointait la solitude comme la nouvelle épidémie de santé publique en date dans le pays. La recherche scientifique démontre en effet les effets délétères physiques et mentaux de l’isolement social et de la solitude : augmentation des risques de maladie du cœur, d’AVC et de décès précoce, augmentation de l’anxiété et de la dépression ou encore perturbation du système immunitaire.

Focus

L’isolement

« Une personne est isolée lorsqu’elle ne rencontre pas physiquement les membres de cinq réseaux de Sociabilité : le travail, la famille, les relations amicales ou professionnelles et le milieu associatif. » Séverine Dessajan, Chercheuse au Cerlis





De la ville fonctionnelle à la ville relationnelle

Jane Jacobs, dans *Déclin et survie des grandes villes américaines*, référence majeure de l'urbanisme contemporain, fut l'une des premières à s'opposer radicalement au discours de l'urbanisme moderniste des années 1920 et à son modèle de la ville fonctionnelle basé sur une division marquée des activités humaines (travail, habitat, loisirs et circulations).

À l'échelle de la rue, l'une des conséquences de l'idéologie moderniste et de sa logique de rationalisation et de zonage des espaces fut d'en faire un espace servant exclusivement au déplacement. « Les rues ne doivent plus exister ; il faut créer quelque-chose qui remplace les rues » écrivait Le Corbusier dans La Ville Radieuse. À l'inverse, Jane Jacobs fait l'apologie de la rue et ses usages collectifs de sociabilité qui en font un indicateur de l'ambiance et de la sécurité. Elle plaide pour une mixité des usages et des fonctions dans l'espace public : « Dans la ville, les rues et leurs trottoirs ne servent pas seulement à faire circuler des voitures ou des piétons ; elles remplissent bien d'autres fonctions, liées à la circulation, mais qui ne se confondent nullement avec celle-ci et se révèlent aussi indispensables à un bon fonctionnement urbain que les déplacements eux-mêmes » (Jacobs, 2012).

Si ce modèle urbain fut abandonné par la suite, la dimension fonctionnelle perdure sous d'autres formes. Pour la philosophe Fabienne Brugère, « les modèles urbains développés ces trente dernières années ont été largement structurés par la mythologie de la ville attractive, compétitive, avant tout fonctionnelle. »¹ Selon elle, dans les grandes villes, le temps passé dans les transports empiète sur les relations de proximité, incitant les individus à

se renfermer sur leur vie, et les quartiers eux-mêmes manquent de lieux de proximité et d'animation.

Ce constat est partagé par Sonia Lavadinho, Pascal Le Brun-Cordier et Yves Winkin, auteurs de *La ville relationnelle* : « aujourd'hui encore, les villes consacrent l'essentiel de leurs ressources financières et humaines à se maintenir en fonctionnement aussi régulier que possible. Les administrations tournent, les forces de police veillent, les pompiers et les secours sont à leur poste, la logistique irrigue les commerces chaque matin avec des marchandises, tandis que les déchets sont enlevés par tonnes chaque soir. Tout cela tourne à merveille lorsque la machine ne se grippe pas. Cette machine urbaine, c'est – dessinée à grands traits bien sûr – la « ville fonctionnelle ». » Ils estiment que cette dernière accapare 80 à 90 % de la surface des villes européennes, tandis que la « ville relationnelle » doit se contenter du reste. Et ce malgré la multiplication des initiatives en faveur de villes apaisées et vivantes et la remise en question de la primauté de la voiture en ville.

Si cette « ville fonctionnelle » est bien sûr indispensable à la vie urbaine, l'enjeu aujourd'hui est de redonner la priorité à la « ville relationnelle », que ce soit en termes de mètres carrés, de financements ou de ressources humaines. Il s'agit de passer d'un urbanisme pensant l'espace en termes de flux à un urbanisme favorisant les interactions sociales, la rencontre, le lien à la nature et donnant à chacun la possibilité de prendre des décisions concernant son cadre de vie.

1. https://www.lemonde.fr/le-monde-evenements/article/2022/11/14/il-faut-revenir-a-ce-qu'est-la-ville-par-essence-un-lieu-de-relations_6149822_4333359.html



Le lien social, dynamo à effets positifs

De nombreux co-bénéfices sont associés au renforcement de la cohésion sociale et de la convivialité dans l'espace urbain : amélioration de la sécurité, de la sobriété, de la résilience, de la démocratie participative et de l'inclusivité.



Une ville dans laquelle on se sent en sécurité

La violence interpersonnelle en milieu urbain est aussi ancienne que l'histoire sociale de la ville moderne. C'est ce qu'explique l'historien genevois Michel Porret. Selon lui, la ville n'a jamais été un havre de paix, car elle concentre des antagonismes sociaux et les amplifie en matière de répartition de la richesse et d'occupation inégalitaire de l'espace public. Cependant, remarque-t-il, nous vivons aujourd'hui dans une bien plus grande sécurité urbaine que nos ancêtres des siècles passés, d'un point de vue statistique.

À revers de la démagogie sécuritaire et de la réponse policière de grande envergure, il estime que l'insécurité en ville découle surtout d'une « désocialisation urbaine » née en partie de la spéculation et de la rentabilité immobilière. Les concierges des immeubles, les commerces de proximité, les cafés et restaurants populaires, les locaux artisanaux et les librairies sont les acteurs d'une sociabilité préventive de proximité. Par leur présence, ils exercent une régulation sociale qui ne peut être remplacée par la vidéosurveillance, des codes digitaux à l'entrée des immeubles ou des enseignes commerciales internationales. La ville relationnelle et ses activités renforçant le voisinage et l'interconnaissance favorisent l'attention à l'autre et sécurisent.

“

Lorsque la vidéosurveillance aspire à remplacer la régulation sociale qu'exercent *de visu* les professionnels dont les activités renforcent la proximité du voisinage et de l'interconnaissance, l'insécurité urbaine a de beaux jours devant elle.

”

Michel Porret
Historien

Une ville plus sobre grâce au partage

Dans une grande partie des villes à travers le monde, l'étalement urbain se poursuit alors même que de nombreux espaces demeurent sous-utilisés. En France, par exemple, le taux d'utilisation des bureaux varie de 20 à 30 %, tandis que les établissements scolaires sont utilisés seulement 20 % du temps en moyenne.

Ce phénomène entraîne de nouveaux besoins de construction et de consommation de ressources, notamment foncières, qui pourraient être évités en intensifiant l'usage des lieux existants. La mixité, présence simultanée de plusieurs types d'usagers, et la chronotopie, présence alternative dans le temps de plusieurs profils d'utilisateurs ou plusieurs usages en un même lieu, sont deux leviers au service de cette optimisation des espaces bâtis. Les exemples d'utilisation sont légion : un open-space qui se transforme en salle de sport ou de réception grâce à un système de bureaux amovibles, un espace de coworking dans les locaux d'un restaurant universitaire ou encore une école, lieu de vie pour l'ensemble des riverains d'un quartier.

Cette intensification d'usage multiplie les interactions et peut alors se heurter à l'acceptabilité sociale. Mais si ces espaces de brassage de publics hétérogènes sont pensés en tenant compte du confort d'usage et d'un confort d'interaction, ils peuvent alors donner naissance à de nouvelles dynamiques sociales riches de diversité.

Une ville plus résiliente en cas de perturbation

La crise liée à la Covid-19 a illustré l'importance pour un territoire de la capacité de ses acteurs à se mobiliser et à initier des dynamiques collectives en cas de perturbation. Les initiatives émanant de la société civile et les chaînes et collectifs créés pour faire face à l'urgence ont démontré une capacité à s'auto-organiser, à faire preuve de solidarité et à créer des réseaux d'entraide (groupes d'entraide par quartier, référents en pieds d'immeubles, *makers* fabriquant des masques, etc.).

Selon le sociologue étasunien Eric Klinenbourg, en cas de choc, c'est la défaillance des infrastructures sociales qui peut être la plus dommageable. Ces lieux physiques (bibliothèques, tiers-lieux, jardins communautaires, etc.) ou organisations qui façonnent la façon dont les personnes interagissent contribuent à la résilience d'un territoire. Dans une étude consacrée à la canicule meurtrière qui a frappé la ville de Chicago en 1995, le sociologue a démontré que les taux de mortalité les plus élevés s'étaient produits dans les communautés dont l'infrastructure sociale était la plus détériorée, dans des contextes démographiques similaires.



Une ville co-construite avec les citoyens

La participation citoyenne est un des maillons du lien social. C'est un moyen de s'impliquer dans son lieu de vie, aux côtés d'autres citoyens. Elle peut aussi créer du lien entre les citoyens et la collectivité, à condition de prendre des formes qui laissent un véritable pouvoir d'agir et qui permettent l'expression d'une pluralité de voix.

Les démarches relevant de la concertation et de démocratie locale (enquêtes publiques, conseils de quartier, etc.) présentent souvent l'inconvénient d'être faiblement représentatives et de mobiliser en particulier certaines catégories de la population. Des outils de participation se développent justement pour s'adapter à la diversité des publics. C'est le cas, par exemple, des triporteurs de parole, qui permettent d'«aller vers» en se déplaçant au plus près des lieux où se (re)trouvent les habitants pour y recueillir leur parole en temps réel.



“

Lorsqu'elle est solide, l'infrastructure sociale encourage le contact, le support mutuel et la collaboration entre amis et voisins ; quand elle est dégradée, elle inhibe l'activité sociale, laissant les familles et les individus à eux-mêmes.

”

 [S]City, société de recherche en sciences cognitives au service des projets urbains.

Les démarches de co-construction invitent les citoyens à s'impliquer pleinement dans la fabrique de la ville, en participant au processus d'élaboration de projets. Ils apportent alors leur expertise d'usage et du territoire à la maîtrise d'ouvrage publique ou privée et à la maîtrise d'œuvre.

Dans certains territoires, la participation citoyenne devient «*bottom-up*» et la puissance publique prend alors un rôle d'accompagnement ou de valorisation des initiatives. À Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), le dispositif *fifty-fifty* permet à tout citoyen, groupe d'habitants ou association ayant une idée de solliciter la municipalité pour mettre en œuvre son projet en étant soutenu techniquement et financièrement. Les projets sont racontés sur scène par leurs initiateurs lors de la fête annuelle du forum citoyen. nes «*Faites in Loos*».

#1

Un levier pour une ville plus inclusive, qui lutte contre toutes les formes de discrimination

Une ville inclusive est une ville qui permet à l'ensemble de ses citoyens d'accéder sans restriction à ses espaces, à ses infrastructures et à ses services. Elle tend à réduire l'exclusion sociale ou la discrimination qui peut toucher des personnes fragilisées ou des publics ayant besoin d'une attention particulière. Il peut s'agir des personnes en situation de handicap, des enfants, des personnes en situation de précarité, des personnes très âgées, des femmes, des personnes LGBTQIA+, des personnes malades ou encore des personnes d'origine étrangère.

D'un point de vue social, la ville inclusive offre à chacun la possibilité de s'épanouir et de participer à la vie de la cité, quelle que soit sa différence. Elle reconnaît ces différences et s'en enrichit. Elle requiert d'autres façons de fabriquer l'urbain, s'appuyant notamment sur des approches à hauteur d'habitants et d'usages. De la même façon que la ville relationnelle invite à regarder l'autre avec bienveillance dans l'espace urbain, la ville inclusive porte une attention égale à tous les habitants, quel que soit leur âge, leur condition sociale ou leur handicap.



La ville inclusive
offre à chacun
la possibilité de
s'épanouir

Focus



La ville à hauteur d'enfants

Dans les villes de l'OCDE, les enfants passent moins de temps à jouer librement dehors que leurs parents. Ils se déplacent plus en voiture. Si en 1980, 85 % des enfants de 5 à 6 ans des pays de l'OCDE allaient à l'école à pied, ils ne sont plus que 8 % aujourd'hui (Paquot, 2022).

L'inadaptabilité des villes constitue un facteur déterminant. La diffusion massive de l'automobile dans la deuxième partie du XX^e siècle a créé des dangers, moins de place pour les piétons et de la pollution. Comme l'explique Emeline Bailly, docteure en urbanisme et chercheuse, «*de nombreuses rues ont été réservées à la voiture et de nombreux espaces communs, cours, places, ont*

été en partie confisqués pour d'autres usages ou par des formes de privatisation avec des extensions de terrasses, etc. » (Abbey, 2023).

Pour l'architecte-urbaniste Madeleine Masse, les villes ne sont pas adaptées, dans le sens où les enfants ne peuvent pas se déplacer en autonomie. Elle note plusieurs éléments non propices à la présence des enfants dont la taille des trottoirs, le mobilier urbain, le manque d'éclairage, l'absence de nature, la chaleur (Abbey, 2023).

Des espaces spécifiques pour le jeu ont été créés pour offrir des espaces extérieurs à l'enfance. Mais ces interventions urbaines participent à une ségrégation de l'espace public. Penser une ville pour les enfants implique de penser une ville pour tous, où la place du jeu est réinvestie dans l'espace public, où le mobilier peut servir à la fois aux enfants et aux personnes âgées, où chacun peut se sentir en sécurité.



+ Pour en savoir plus, voir notre note de tendances #12 «*Penser la ville à hauteur d'enfants*».

bouygues-construction.com/blog/fr/ville-hauteur-enfants

Inspirations

Les rues aux enfants

Play streets ou Wohnstrassen

Le phénomène des « *rues aux enfants* » est né dans le monde anglo-saxon (sous le terme de *play streets*), en réponse à l'augmentation du trafic automobile et à la diminution de l'espace urbain pour les habitants.

Aujourd'hui, ces initiatives se développent un peu partout dans le monde. Ce sont souvent les associations qui sont à l'initiative de propositions de nouvelles activités pour contribuer à la (ré) appropriation des rues. En France, le collectif national « *Rues aux enfants, Rues pour tous* » a permis à plus de 150 rues aux enfants de voir le jour. La démarche consiste à réserver une rue aux enfants toute une journée, afin que riverains, enfants et adultes, puissent organiser des activités sur le trottoir et la chaussée devenue libre et sans danger. Cette dynamique accompagnée par les municipalités invite les habitants à imaginer de nouveaux usages et à repenser l'aménagement de la rue. Plus largement, elle sensibilise les élus, les enseignants et les parents, à la question de la place des enfants dans la ville. À Vienne (Autriche), les *Wohnstrassen*, sont des espaces publics mis à disposition des citoyens. Ces derniers sont invités à s'approprier ces « *rues habitables* » et à y développer divers usages.



Source : mairie7.lyon.fr

Jouer les agents secrets pour améliorer les trajets domicile-école

Oslo, Norvège

Une ville à hauteur d'enfants est une ville qui répond à leurs besoins d'émancipation, de découverte et de socialisation et qui leur permet de se déplacer en toute sécurité. Pour encourager les enfants d'Oslo à aller à pied ou à vélo à l'école, la Ville les a interrogés sur leur sentiment de sécurité lorsqu'ils se promènent dans l'espace urbain, en utilisant des techniques de gamification : par le biais d'une application mobile, les enfants jouent le rôle d'agents secrets et partagent leurs ressentis quant à leur trajet domicile – école en indiquant les points difficiles et les lieux sensibles. Les données de l'application sont utilisées pour prioriser les réaménagements et ou pour améliorer des passages piétons et trottoirs.



Source : springwise.com

Transformer un quartier avec des yeux d'enfant

Projet Criança Fala, São Paulo, Brésil

Dans un quartier de São Paulo, de nombreux enfants sortent rarement car les espaces publics sont considérés comme trop dangereux. Le projet Criança Fala a permis de transformer des espaces publics du quartier Glicério par l'écoute, le jeu et l'art, en les rendant plus propres et plus sécurisés, avec l'aide des enfants. Le projet a été lancé en 2013, à l'initiative de l'entreprise sociale Criacidade qui estimait que les enfants avaient beaucoup à dire sur l'espace urbain et son aménagement. Plus de 1200 enfants ont participé à des interventions et activités dans l'espace public, à un défilé Maracatu (carnaval brésilien) et à des rencontres avec leurs familles et des professionnels de l'éducation, de la santé et de l'assistance sociale. Certains espaces du quartier ont en particulier été transformés pour que les enfants puissent s'y retrouver en sortant de l'école.



Source : outracidade.com.br

#1





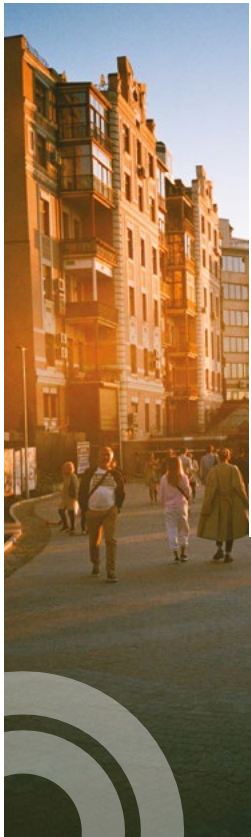
2. LES FIGURES DU LIEN SOCIAL *en ville*



À l'échelle du quartier, de la ville, des espaces publics et du bâtiment

Quartier

À la fin du XX^e siècle, plusieurs observateurs de la ville considéraient que la figure du quartier en tant que territoire et échelle des pratiques sociales était en déclin en raison de la mobilité accrue des citadins et de l'affaiblissement des sociabilités de proximité (Authier & Cayouette-Remblière, 2021). Depuis, plusieurs recherches invitent à nuancer cette idée mais témoignent de façon très différenciées d'habiter un quartier.



“

Les activités régulières dessinent un espace de proximité où la familiarité avec les lieux s'enracine dans des routines quotidiennes, propres à assurer un sentiment de sécurité ontologique.

”

 **Anthony Giddens**
Sociologue

Le quartier, un espace qui inspire confiance et sécurité ?

L'enquête « Mon quartier, mes voisins » réalisée par une équipe de chercheurs en 2018 et 2019 dans différents types de contextes résidentiels en région parisienne et en région lyonnaise s'est intéressée au rôle et à la place des relations de voisinage dans l'intégration urbaine et sociale des individus à plusieurs échelles, dont celle du quartier.

L'enquête met en évidence le poids des activités régulières dans la vie de quartier des habitants. Elles dessinent « un espace de proximité où la familiarité avec les lieux s'enracine dans des routines quotidiennes, propres à assurer un sentiment de « sécurité ontologique » (Giddens, 1987) : faire ses courses, fréquenter les parcs ou les jardins publics, aller au café ou dans un bar, pratiquer un sport, faire un tour à la bibliothèque, autant d'activités qui, par leur répétition, inscrivent les habitants dans leur quartier, et rendent le monde certain et familier. »

Ce sentiment de sécurité est à rapprocher de l'idée de confiance mise en avant par le sociologue Clément Rivière dans ses travaux sur l'encadrement parental de la prise d'autonomie urbaine des enfants. Sur la base d'enquêtes menées à Milan et à Paris, il propose de définir le quartier par les « limites de la sphère d'interconnaissance localisée » (Rivière C., 2012), c'est-à-dire **un espace où les individus se reconnaissent les uns les autres**. Cette interconnaissance localisée est selon lui caractéristique de la vie villageoise et c'est elle qui produit de la confiance, et en particulier une confiance suffisante pour que les parents laissent leur enfant en autonomie dans l'espace public, sous le regard de chaque habitant.

Des pratiques et des représentations marquées par le profil social du quartier et la position sociale des habitants

Néanmoins, les représentations associées au quartier diffèrent fortement selon le statut social des individus, le contexte résidentiel et le niveau de centralité du quartier dans la ville. Les individus des classes populaires, des grands ensembles en rénovation urbaine, des petites villes et des communes rurales et périurbaines ont ainsi plutôt tendance à limiter le quartier à l’immeuble, la résidence ou la rue.

De la même façon, l’intégration sociale à son quartier, mesurée par l’intensité des activités pratiquées et des relations nouées localement, est beaucoup plus forte pour les cadres et les hauts revenus, pour les habitants des quartiers bourgeois et pour ceux des quartiers centraux. Plus on est diplômé, plus on est riche, et plus on déclare aller au restaurant, participer à des apéritifs ou des pique-niques, aller au cinéma, assister à des spectacles, visiter des expositions ou des musées dans son quartier. Seule la fréquentation des manifestations sportives présente peu de variations sociales.

L’analyse est similaire en ce qui concerne les pratiques de voisinage : d’après l’enquête, les résidents des quartiers gentrifiés entretiennent des relations de voisinage particulièrement intenses, allant de l’immeuble au quartier. Dans les quartiers bourgeois, les habitants sont également engagés dans de nombreuses relations de voisinage mais les pratiques y sont plus formelles et mondaines. Il est, par exemple, plus fréquent qu’ailleurs d’être invité à prendre le repas, plutôt que d’être invité à boire un café, un thé ou un apéritif. Dans les quartiers de mixité sociale programmée, les relations de voisinage sont plus modérées, voire faibles à l’échelle du quartier. À l’échelle de l’immeuble, les interactions avec les voisins reposent plus sur l’échange de services (ex : accompagner les enfants) que sur des pratiques de sociabilité telles que prendre un café. Enfin, dans les quartiers de grands ensembles en rénovation urbaine, les relations de voisinage et de sociabilité sont moins fréquentes et moins approfondies qu’ailleurs.

De façon générale, tous contextes résidentiels confondus, les relations de voisinages sont plus fréquentes dans l’espace proche, à l’échelle de l’immeuble ou des maisons alentours. C’est notamment surtout à cette échelle là que se situent les échanges de services. Les relations entretenues à l’échelle du quartier impliquent quant à elles plus souvent des relations approfondies et des visites de sociabilité. Elles concernent particulièrement les familles avec enfants.

Inspirations



Source : carenews.com

Mobiliser le voisinage pour soulager les proches aidants et leur permettre des temps de répit

Solidaires des Aidants

Il s’agit d’une initiative pour faciliter la mise en place d’une solidarité de proximité imaginée par l’action sociale d’AG2R LA MONDIALE et ses associations partenaires : Voisins Solidaires, Bleu, Blanc, Zèbre et Familles Solidaires. Le site Solidaires des Aidants propose de télécharger un kit composé d’une affiche explicative, d’un guide, d’un tract à déposer chez ses voisins, d’un annuaire des aidants et d’un panneau à afficher où chacun peut s’inscrire pour proposer un service ou demander de l’aide. Quelques idées proposées : se déplacer, faire des courses, offrir un service ponctuel, rendre visite, une attention du quotidien, orienter vers les aides et dispositifs de soutien. **L’objectif de cette initiative est de mobiliser le voisinage pour veiller sur l’aidé et soutenir directement l’aidant pour lui faciliter son quotidien.**



Source : RCF

Ces restaurants où l’on vient d’abord pour rencontrer les autres

Les Petites Cantines, France

Les Petites Cantines, c’est un réseau non lucratif de cantines de quartier participatives visant à rompre la solitude et favoriser le lien social en ville. Leur raison d’être : tisser des relations de qualité et contribuer à la construction d’une société fondée sur la confiance. Le principe : faire à manger et/ou partager un plat avec des convives de générations et de parcours de vie différents. Depuis 2016, 14 Petites Cantines ont été ouvertes. D’ici 2025, ce sont 40 Petites Cantines qui devraient voir le jour un peu partout en France.

#2



Le quartier-village, lieu d’une vie sociale locale intense : mythe ou réalité ?

Les enquêtes sociologiques font apparaître une récurrence du recours à l’imaginaire du « village » dans les propos des habitants, y compris ceux de villes parfois très densément peuplées. Les images et représentations liées à cette figure du quartier-village ont été particulièrement analysées par les sciences sociales. Elle y est décrite comme un lieu « où se superposent des liens familiaux, professionnels et amicaux servant de support à une intense vie sociale locale se déployant notamment dans les espaces publics ».

Si le quartier-village semble relever du mythe plus que de la réalité dans le contexte tananarivien (cf. encadré), l’enquête « Mon quartier, mes voisins » montre qu’il correspond en partie à l’expérience des quartiers gentrifiés de la Croix-Rousse (Lyon) et des Batignolles (Paris). L’interconnaissance et les liens sociaux y sont importants et prennent la forme d’invitations, des conversations et d’échanges de services et d’informations entre voisins. Néanmoins, ces « villages » ne sont pas investis avec la même intensité par tous les habitants (selon leur position sociale et leur ancrage plus ou moins ancien dans ces quartiers) et de nombreux habitants de ces quartiers reproduisent ces pratiques d’intégration sociale en dehors du quartier, sans se limiter à la seule échelle locale.



Les relations de
voisinages sont plus
fréquentes dans
l’espace proche

Focus



Le mythe du quartier-village, Tananarive à Madagascar

La géographe Catherine Fournet-Guérin l’a étudié dans le contexte urbain de Tananarive, capitale de Madagascar (Fournet-Guérin, 2006). Elle constate un décalage très fort entre les discours des habitants et leurs pratiques. Ces derniers valorisent le quartier comme un lieu incarnant des valeurs de solidarité et de cohésion sociale et où s’expriment des liens sociaux très forts et lui associent une image de « village idéalisé ». Dans la pratique, le quartier s’avère au contraire être un lieu d’expression de tensions sociales très vives, mais subtilement cachées. Les habitants y déploient par exemple de complexes stratégies d’évitement. On évite par exemple d’être vu à la borne fontaine, lieu connoté négativement et associé aux descendants d’esclaves. D’un côté, on pratique le *famangiana*, visite de solidarité « inévitable » consistant à rendre visite à une famille ayant connu un événement heureux ou malheureux et à lui offrir un don, mais de l’autre, on limite les visites entre voisins, de crainte de faire l’objet de rumeurs dans le quartier ou que les voisins abusent de cette hospitalité. Le poids des relations sociales semble donc y être subi et les liens sociaux y relèvent souvent de relations contraintes. Ce décalage pourrait, selon la chercheuse, s’expliquer par un moyen inconscient de la population de se rassurer face à la « grande ville » en idéalisant le quartier connu, sécurisant, par rapport à un extérieur lointain et inquiétant. Cette relative fermeture du quartier sur l’extérieur est alimentée par le paysage urbain original de Tananarive, où la plupart des quartiers sont installés sur des collines et présentent une trame de sentiers, ruelles et escaliers peu lisible, dont la pratique s’avère difficile pour les individus étrangers au quartier. Ce décalage serait également lié au caractère très cloisonné et hiérarchisé de la société tananarivienne.

On les écoute!

ENTRETIEN



Patrick Bernard

Fondateur du collectif
les «Hyper Voisins»

Paris, France



Il était une fois, les hyper-voisins...

P.B. L'histoire commence il y a six ans, avec un petit pitch extrêmement simple et un peu naïf, mais exprimé de façon très revendiquée. Avec cinq voisins, nous sommes assis à une table de café et on se propose de travailler sur la convivialité et de réfléchir à la façon dont on peut relier les habitants au sein de notre proche voisinage. On se met d'accord sur le mode opératoire -soyons joyeux et ne nous prenons pas au sérieux- et on commence par dessiner un territoire.

Et à l'intérieur de ce territoire, qu'on va appeler la République des Hyper Voisins, on va se donner pour unique objectif de «transformer un voisin qui dit bonjour 5 fois par jour en un hyper voisin qui dit bonjour 50 fois par jour». Partir des «bonjour», qui est un peu le premier atome de la convivialité, nous a permis de montrer aux gens qu'on n'était pas dans quelque chose de «techno», que l'on allait questionner le bon sens et qu'aucun parti politique ne tirait les ficelles de notre projet... On s'est donc contenté de mettre tout le monde d'accord sur une chose sur laquelle tout le monde est déjà d'accord : on ne se dit pas assez «bonjour». Et la sauce a pris quasi instantanément...

Vous proposez des actions très concrètes dans l'espace public...

P.B. Oui, il fallait occuper l'espace. Il fallait d'abord dire assez haut qui on était, ce qu'on n'était pas, ce qu'on faisait, ce qu'on ne faisait pas... On a choisi la voie de l'événementiel pour pouvoir le dire de façon rapide et capter l'intérêt des médias. C'est l'histoire de la table d'Aude, ce gigantesque banquet installé au milieu de la rue. Première réunion, en avril 2017, on est cinq. Et puis septembre 2017, première table d'Aude, nous sommes 700 personnes attablées. Dès l'année suivante, on allonge la table et nous serons 1000 et la dernière fois, en septembre 2023, il y avait 1400 personnes pour 1000 couverts.

Notre message ? On fait manger les gens dans la rue et on mentionne qu'on est là aussi pour partager : «apporte à manger et partage avec ton voisin». Ce n'est pas une injonction. C'est juste une invitation joyeuse avec de la musique partout, des espaces réservés pour les enfants. Les parents viennent en toute sécurité, il n'y a plus une seule voiture... Cet événement a été un peu notre marque de fabrique. Et quand on veut créer une dynamique, les premiers pas sont primordiaux : si cet événement n'avait pas réussi dès la première année, je pense que nous n'aurions pas gagné la confiance des habitants.

Pourquoi investir dans la convivialité ?

P.B. Le point de vue est que la convivialité, n'est pas simplement un bon sentiment, mais également, et peut être surtout, un formidable actif économique. Si la ville était une entreprise, la convivialité figurerait dans son haut de bilan. Le fonds de commerce originel d'une ville n'est ni plus ni moins que la capacité de ses habitants à interagir entre eux. Ça devrait être évident pour tout le monde mais, de fait, cette richesse potentielle, ce gisement précieux dort au creux des rues. Nous nous sommes donc forgés cette conviction que, là où nous habitons, il y avait cette richesse à réveiller. La question était juste de trouver comment, d'inventer les moyens, les dispositifs quotidiens susceptibles de dynamiser tout ça. Mais la richesse était là, elle nous attendait.

D'après votre expérience des «hypervoisins», quels sont les ingrédients ou les clés pour favoriser la convivialité ?

P.B. Après six ans d'activités, nous pouvons analyser que la clé du succès a été de réussir l'adéquation entre une histoire à raconter et le territoire dans lequel la narrer. Si vous racontez une belle histoire au mauvais endroit, personne ne l'écoute. Si vous êtes au bon endroit mais que ne savez pas raconter des histoires, ça n'accroche pas non plus. Notre histoire, c'était de convaincre les habitants qu'ils avaient tout à gagner à être mieux reliés ensemble. Mais si nous l'avions racontée du haut d'un arrondissement, ou d'un quartier trop grand, cette histoire n'aurait pas pris. Ancrer notre narratif à l'échelon ultra local a été déterminant. Cela vient aujourd'hui conforter notre ambition : le bon endroit pour réconcilier l'habitant avec la chose commune, le citoyen avec la politique, le bon endroit pour co-responsabiliser, c'est là où les gens vivent : le bâtiment, la résidence, le quartier... Plus globalement, le bon maillage, c'est le territoire de vie. Nous, on a fini par appeler ça le village. Et refaire le village dans la ville, c'est possible.

Vous évoquez l'importance d'un récit positif et plus encore de l'humour...

P.B. On l'a déjà dit, les ingrédients principaux sont le territoire et l'histoire à raconter. Mais comment va-t-on raconter cette histoire ? Pour parvenir, jour après jour, à se relier un petit peu plus... L'autre sous-ingrédient de l'histoire, est de ne pas la raconter de façon sérieuse. Parce que ça plombe les atmosphères, et que très vite la politique faite

de «j'ai raison et toi tu as tort» déboule aussi sec... Il faut donc désamorcer. Instiller de l'humour partout... Par exemple : passer de 5 «Bonjour» à 50 «Bonjour», la première chose que ça déclenche c'est un sourire. Parce que les gens tout de suite te disent : «mais c'est qui cet utopiste, il rêve», etc. C'est précisément ce qu'il faut viser. Du coup, on se baptise entre nous «les Bisounours radicaux». Il faut convaincre les gens par l'humour, ça les désarme. Ça enlève les présupposés. Je crois beaucoup à la puissance de l'humour, à la capacité de l'autodérision. Et, au quotidien, ça aide à développer une pensée positive. Qui est, à l'échelle du quartier, l'autre vrai carburant du changement.



©Hypervoisins

Ville et espaces publics

Les espaces publics désignent les endroits accessibles au public. Ce sont des places, des rues, des parcs, des trottoirs, « le réseau viaire et ses à-côtés qui permettent le libre mouvement de chacun.e, dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité » (Paquot, 2009). Par définition, ces espaces représentent des lieux d'opportunités de rencontre, de lien social, ouverts à tous, sans aucune condition d'accès. En réalité, ces espaces peuvent être à l'origine de tensions urbaines (conflits d'usages, pollutions sonores et visuelles...) ou d'inégalités sociales (selon le genre, l'âge, l'orientation sexuelle...).

L'espace public comme espace de déploiement de la sociabilité et de la citoyenneté

Les cris d'alerte sont nombreux pour défendre le rôle essentiel de déploiement de la sociabilité et de la citoyenneté que joue l'espace public. Privatisé, excluant pour les plus faibles, réduit à son minimum, confondu avec la voirie et les parcs de circulation, mobilier urbain rare ou mal conçu, mixité fonctionnelle quasi nulle, espaces résiduels pour espaces verts, etc. : la liste des défauts de conception des espaces publics peut être aussi lourde que ses conséquences. L'architecte-urbaniste Albert Levy y voit ainsi le risque de glissement vers un espace public incivil, terreau d'une désaffection politique et d'une faible participation des habitants, alors que ces espaces pourraient justement devenir des structures de démocratie locale (Levy, 2015).

Pour la philosophe Joëlle Zask, la place publique, comme forme particulière de l'espace public, « n'est en rien un espace nécessairement démocratique ». Au contraire, la configuration hiérarchisée de certaines places peut aller à l'encontre de l'idéal de démocratie. À Paris, par exemple, la place Vendôme, bien que publique et ouverte à tous, ne peut être réellement fréquentée que par les touristes aisés. De même, la fonction initiale de la statue qui orne la place de la République à Paris était « moins [...] d'incarner l'idéal républicain que de faire obstacle au Paris populaire et à ses divertissements ». Néanmoins, les citoyens peuvent se réapproprier les places publiques à travers l'action collective, à l'image des mouvements des « Indignés » à Madrid, d'« Occupy Wall Street » à New York ou de « Nuit debout » à Paris. La place devient alors « un lieu de revendication d'idéaux » et « un lieu où s'expérimente la sociabilité politique » (Grillo S, 2018).

“

Pour faire-ensemble, tenir-ensemble, une société doit comprendre un espace public commun, dont la fonction civilisatrice et politique, comme espace de débat, est un catalyseur de la citoyenneté. C'est cette spécificité, cette finalité de l'espace public, qui n'a pas toujours été bien saisie par les urbanistes et les élus qui ont souvent produit, dans les nouvelles réalisations urbaines, un espace public sans qualité.

”



Albert Levy
Architecte-urbaniste

Inspiration



Source : inews.co.uk

Une initiative pour encourager les échanges au sein de l'espace public

Free conversations

Lancé par Adrà Ballester depuis 2017, « Free conversations » est un mouvement qui offre un espace gratuit où des inconnus viennent se parler quand ils le souhaitent. Le principe de ce mouvement, lancé à Barcelone, au pied de l'*Arc de Triomf* : mettre autour d'une table deux chaises sur lesquelles deux parfaits inconnus viennent s'installer et échanger librement sans craindre d'être jugés.

Ces « Free conversations » qui se déclinent en 3 langues différentes (catalan, castillan et anglais) ont depuis réuni plus de 8 000 personnes sur les chaises d'Adrà. « Quand il y a une histoire qui me semble intéressante, je note le numéro de téléphone de la personne. Si quelqu'un me contacte sur Instagram, je les mets en contact, et ils s'entraident » explique l'intéressé qui veut, à travers son mouvement, connecter les personnes, créer la rencontre et l'opportunité de conversation en ville.

Aujourd'hui, le mouvement s'est répandu à d'autres villes d'Espagne ainsi que dans 12 autres pays dont le Mexique, l'Uruguay, l'Afrique du Sud ou encore la Corée du Sud.

#2

Lorsque l'espace public exclut : des restrictions d'accès plus ou moins conscientes

Pour Chantal Deckmyn, psychanalyste et architecte-urbaniste, la façon dont est traitée la présence des personnes sans-abri dans l'espace public est un indicateur cru de la perte d'hospitalité pour tous de l'espace public¹ : lorsque les bancs sont retirés pour éviter de devenir le point d'attache de ces personnes, ce sont tous les usagers qui en pâtissent.

Les restrictions d'accès à l'espace public concernent plusieurs catégories de la population et sont alimentées par des processus parfois inconscients. Le sociologue Clément Rivière, à travers une enquête réalisée à Paris et à Milan sur l'encadrement parental des sorties juvéniles, montre des imaginaires urbains fortement sexués chez les parents et une tendance à transmettre des normes d'usages genrées des espaces publics et à encadrer plus strictement les pratiques urbaines pour les filles après la puberté (contrôle de l'habillement, dépendance à autrui pour sortir le soir). Ce faisant, ils contribuent à alimenter l'idée que les espaces publics urbains représentent une source de danger pour les personnes de sexe féminin. (Rivière C., 2012)

1. <https://www.lagazettedescommunes.com/779082/chantal-deckmyn-%E2%80%89hospitalite-de-lespace-public-garantit-notre-liberte%E2%80%89/>



Focus



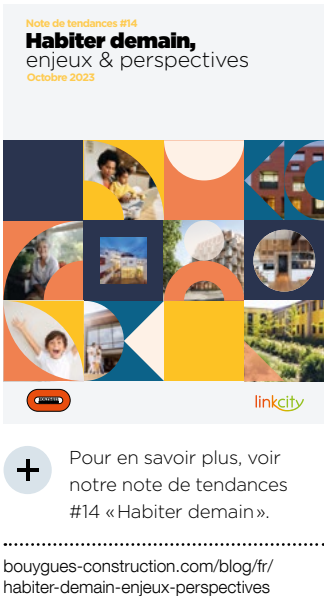
Archisuits, des vêtements absurdes conçus par l'artiste Sarah Ross pour se réapproprier les espaces défensifs dans la ville de Los Angeles. Source : static.designboom.com

Architecture hostile : un design d'exclusion dans les espaces publics

L'architecture hostile, également appelée architecture défensive ou design d'exclusion, est un phénomène qui consiste à intégrer délibérément des éléments dans les bâtiments, les trottoirs et autres espaces publics pour décourager certains comportements, ciblant souvent les groupes marginalisés. Grilles, picots, poteaux, bancs inconfortables... autant de propositions dont le seul but est de dissuader les personnes sans abri de s'installer. En France, la Fondation Abbé Pierre avait lancé en Décembre 2017 une campagne intitulée « Soyons humains » pour dénoncer les dispositifs anti-SDF et sensibiliser l'opinion publique. Les affiches placardées dans les villes indiquaient « *Au lieu d'empêcher les SDF de dormir ici, offrons-leur un logement décent ailleurs* ». Selon le dernier rapport sur l'état du mal-logement en France publié en janvier 2023 par la Fondation Abbé Pierre, le nombre de personnes sans-domicile a plus que doublé en dix ans. À un an des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, une nouvelle campagne de sensibilisation est lancée par l'association La Cloche et la Fondation Abbé Pierre, tandis que du mobilier urbain n'ayant d'autre but que de repousser les personnes les plus précaires continue de se répandre.

Bâtiment

À l'échelle du bâtiment, l'adjectif « relationnel » prend tout son sens aujourd'hui. En effet, l'heure est à diverses tendances qui ont toutes à voir avec le lien, les interactions et la rencontre : l'économie du partage, la cohabitation et l'intensité d'usages. Si ces tendances concernent tous les types de bâtiments, elles sont particulièrement prégnantes dans ceux à usage résidentiel pour les deux premières et pour les bâtiments tertiaires et établissements recevant du public pour la troisième.



Économie du partage

Dans les années 2010, l'économie du partage, aussi appelée économie collaborative ou économie de la fonctionnalité, a pris son essor. Son objet ? Sortir d'une logique de consommation basée sur la possession en valorisant plutôt l'usage. Elle peut par exemple prendre la forme d'une mise en partage de biens entre plusieurs individus, facilitée par des outils numériques.

À l'échelle des bâtiments, elle se traduit notamment par la mise en commun de certains espaces. Ainsi, dans les immeubles d'habitation où elle s'applique, la surface des unités de logements tend à se réduire au profit de services et d'espaces additionnels, partagés entre les résidents : buanderie, chambre d'amis commune, salles communes à usages polyvalents, etc. Ces éléments peuvent favoriser l'échange entre les habitants et donner lieu à de nouveaux usages résidentiels. Mais l'un des grands défis est d'acculturer à la notion de communs et d'amener les habitants à voir les avantages de ce changement de modèle. C'est à cette condition que le partage peut devenir source de rencontre et d'attractivité.

Cohabitation

Longtemps, la cohabitation a été réduite à de la colocation étudiante plus ou moins subie. Aujourd'hui, elle peut concerner tous les segments de la population (étudiants, jeunes actifs, seniors, familles, etc.) avec un leitmotiv : vivre chez soi et avec les autres, à la fois ensemble et séparément. Les motifs y conduisant sont variés : besoin ou envie de solidarité et d'entraide, lutte contre l'isolement, besoin de sociabilisation, accès au logement, baisse des revenus, événements de la vie (rupture, divorce, deuil, mutation professionnelle, etc.).

Faciliter la vie de groupe dans un immeuble résidentiel n'est pas nouveau et a déjà été expérimenté par le passé, à l'image du bâtiment Isokon à Londres ou de l'immeuble Narkomfin à Moscou dans les années 1930. Mais aujourd'hui, ce mouvement prend de l'ampleur et la cohabitation se diffuse grâce à l'émergence de lieux et de concepts (bien) pensés pour organiser la cohabitation. Car vivre avec un tiers, sans lien amoureux, est inhabituel et implique de trouver un *modus vivendi*, la « bonne distance », la « familiarité sans intrusion » (Eleb & Bendimérad, 2018). Ces lieux proposent des solutions spatiales permettant à la fois de protéger l'intimité et de favoriser la rencontre. Parmi ces solutions, le coliving a particulièrement le vent en poupe. Le lien social qui s'y crée y prend une **forte dimension de sociabilité**.

Aujourd'hui, la cohabitation peut concerner tous les segments de la population

#2

Focus



Les résidences urbaines Fo'Lo pour étudiants et jeunes actifs : accompagner les novices dans la vie en cohabitation tout en favorisant leur ouverture à la ville (Groupe Lamotte).

Le coliving, habitat serviciel à forte dimension de sociabilité

Bien développé aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le concept de coliving revendique à des degrés divers la possibilité de partager des espaces communs généreux et animés au prix d'espaces individuels réduits. Incarnant l'habitat serviciel et souvent inspiré de l'hôtellerie ou des auberges de jeunesse, le coliving propose souvent une large palette de prestations : cuisines communes, espaces de travail partagés, salles de sport, bar et restaurant, spa, salle de jeu, espaces extérieurs, etc. La convivialité peut y être professionnalisée sous la forme de *house managers* ou *community managers* qui s'assurent de l'harmonie au sein de l'immeuble et facilitent les interactions entre les résidents. Jeunes actifs se lançant dans le monde du travail, professionnels en mission, particuliers en phase de transition : les profils des occupants sont variés mais concernent principalement la tranche des 18-40 ans.

“

Chaque résidence sera gérée par un manager qui aura pour mission d'accueillir ces jeunes mais aussi de les rassurer, les guider dans la ville et leur donner des bonnes adresses pour leurs courses, leurs sorties et déplacements.

”

Jean-Maurice Lam
responsable de l'activité résidences
gérées pour Lamotte, pour Les Echos

Focus



Des formes de cohabitation solidaire

Cohabitation intergénérationnelle solidaire : des personnes de plus de 60 ans louent ou sous-louent une partie de leur logement à un jeune de moins de 30 ans avec pour double objectif de renforcer le lien social et de faciliter l'accès au logement à un jeune.

Colocations à projets solidaires : logements destinés aux jeunes de moins de 30 ans, étudiants, jeunes actifs ou engagés en service civique, s'impliquant dans des projets communautaires au cœur de leur quartier.

Habitat intergénérationnel : immeuble intergénérationnel se composant d'appartements pour étudiants, familles, et personnes âgées et d'espaces communs utilisables par tous. Chaque segment d'âge bénéficie de logements adaptés en termes de surface et d'agencement.

• EN CHIFFRES

Habitat et inclusion

55 %

des Français se déclarent prêts à partager leur habitation avec des personnes d'une autre génération

50 %

le feraient avec des personnes en situation de handicap

Source : Baromètre 2022 de la Fraternité.

Inspiration



Les Escalles Solidaires, tables d'hôtes de quartier à 2€ : le repas comme vecteur d'intégration sociale (habitat-humanisme.org).

Agir à toutes les échelles en développant de nouvelles formes d'habitats inclusifs

Habitat et Humanisme

Recréer du lien social en faisant jouer les solidarités est au cœur de l'action de l'association de lutte contre le mal-logement Habitat et Humanisme. L'association agit à toutes les échelles, logement, proximité des habitats et quartier en les articulant pour rompre l'isolement et l'exclusion des personnes en difficulté. Dans des résidences intergénérationnelles s'adressant à des personnes à faibles ressources ou isolées, la présence d'espaces collectifs (salle commune, buanderie, jardin sur cour) facilite l'émergence d'une dynamique collective (activités communes, entraide, échanges d'expérience). À proximité de ces habitats, l'association crée des tiers-lieux solidaires pour recréer des liens au sein des quartiers et lutter contre les logiques d'entre-soi. À l'échelle de la ville, le concept des Escalles Solidaires s'appuie sur le repas comme vecteur d'intégration sociale : des tables d'hôtes à 2 € accueillent les publics de l'association qui cuisinent aux côtés de bénévoles des denrées principalement fournies par la Banque alimentaire.

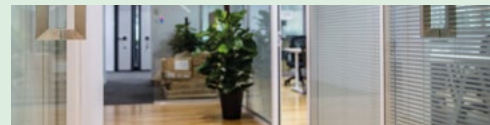
Vers l'intensification des usages urbains

Une grande partie des espaces bâtis sont aujourd'hui sous-utilisés ou utilisés seulement une faible partie du temps. Le taux d'utilisation des bureaux varie de 20 à 30 % et celui des établissements scolaires est de 20 % en moyenne. Les démarches d'intensification d'usages visent à adopter une meilleure utilisation de l'existant et peuvent permettre de réduire les besoins de construction neuve.

Cela répond à des nécessités environnementales : réduction de l'empreinte carbone, lutte contre l'artificialisation des sols entraînée par l'étalement urbain, adaptation à la raréfaction de certaines ressources naturelles, mais permet aussi de s'adapter aux nouveaux usages et besoins des populations. Travailler à mieux utiliser les espaces construits sur les court, moyen et long termes invite à adopter de nouveaux modèles économiques.

À condition que les occasions de contact entre publics différents soient bien pensées et qu'une gestion efficace de la mixité (plusieurs profils d'utilisateurs ou plusieurs usages présents simultanément dans un même lieu) et/ou de la chronotopie (plusieurs profils d'utilisateurs ou plusieurs usages se déroulant alternativement dans un même lieu) soit mise en œuvre, les lieux intensifiés peuvent favoriser les interactions sociales et générer des dynamiques en faveur du lien social. Ils peuvent également être source d'innovation sociale grâce à l'expérimentation ou l'invention de nouvelles pratiques et à la rencontre d'acteurs hétérogènes.

Inspiration



Le soir, ouvrez vos bureaux !

Les Bureaux du cœur

L'association les Bureaux du cœur souhaite contribuer à une société dans laquelle plus personne n'est à la rue, grâce à la solidarité des entreprises et de leurs salariés. Pour cela ils développent l'usage des locaux professionnels en accueil individuel d'urgence, le soir et le week-end, lorsqu'ils sont inoccupés.

#2

Inspiration



Source : static.actu.fr

Un bistrot au cœur d'un Ehpad

Chez Georges, Abbeville

Depuis mars 2023, l'Ehpad Georges Dumont à Abbeville connaît un nouveau souffle. C'est à cette date que le bistrot Chez Georges a été inauguré en plein cœur de l'établissement, à l'initiative d'un cadre de santé en psychiatrie qui y voit un moyen d'offrir aux résidents l'occasion d'un lien social ordinaire : échanger de l'argent contre des consommations. Les tarifs sont accessibles et l'impact est immédiat : les résidents sortent plus de leur chambre et se retrouvent entre eux ou avec leurs proches autour d'un verre, discutent, jouent à des jeux de société. Tous sont unanimes : le bistrot remet de la vie dans l'établissement et rompt le sentiment de solitude que certains peuvent ressentir.

Inspiration



Un immeuble multi-usages

La Félicité, Paris

L'ancienne cité administrative de la préfecture de Paris a été réhabilitée et pensée comme un lieu de rencontres accueillant une pluralité d'usages : habiter, travailler, faire du sport, prendre un verre, nager, dormir, jardiner, manger, etc. Plus de 40 000 m² abritent des bureaux, des logements, des commerces, un hôtel 5 étoiles, un restaurant, une crèche, une galerie d'art, une auberge de jeunesse, un centre de fitness et une piscine, des terrasses végétalisées, de l'agriculture urbaine et une rue intérieure accueillant un marché alimentaire et des commerces, qui relie le boulevard Morland à la Seine.

Zoom sur les territoires

Dans certains territoires, la ville relationnelle revêt des enjeux spécifiques.

La revitalisation des centres-villes des petites villes et villes moyennes au service du lien social

Ces dernières années, en France, les petites villes et certaines villes moyennes ont été confrontées à une dévitalisation de leurs centres-villes. Cette évolution est liée à de nombreux facteurs : perte de population, hausse du chômage, paupérisation, hausse de la vacance des logements, diminution de l'offre de soins et de l'offre d'équipements ou encore, hausse de la vacance commerciale. Les dynamiques commerciales sont particulièrement caractéristiques de ce phénomène : le commerce de proximité en centre-ville a tendance à décliner au profit de l'essor de surfaces commerciales en périphérie des villes.

Focus



Mutation et déclin des petits commerces dans les petites villes, les villes isolées et les zones rurales

Le petit commerce connaît une forte recomposition. Le nombre de commerces de détail, artisanat de bouche, bars-restaurants et services aux ménages a augmenté entre 2008 et 2013 (+4,1 %) et légèrement augmenté entre 2013 et 2019 (+0,7 %). Mais cette progression est principalement portée par le secteur de la restauration. Si l'on exclut la restauration de l'analyse, le secteur du petit commerce est en baisse de 2 % entre 2013 et 2019.

Cette croissance n'est pas homogène sur tout le territoire : le nombre de petits commerces stagne dans les centres-villes et diminue dans les zones rurales et les villes isolées. La vacance commerciale est quant à elle plus élevée dans les villes de moins de 40 000 habitants.

Source : Note n°77, Conseil d'analyse économique, mai 2023



D'un point de vue social, ce glissement a souvent été analysé comme une source de fragilisation du lien social. Pourtant, comme le souligne le sociologue Vincent Chabault¹, loin d'être un seul lieu de consommation, l'hypermarché ou le centre commercial sont aussi des lieux de sociabilité, où des relations se créent et des normes se diffusent. Il y voit même des « lieux de réconfort » où l'on ne vient pas nécessairement consommer.

Cette fonction sociale du magasin prend une place croissante dans la stratégie des enseignes qui y voient un moyen de différenciation face à la concurrence du e-commerce, en progression fulgurante. Des expérimentations sont menées en ce sens, à l'image du concept de « blabla-caisses » aux Pays-Bas qui proposent aux clients qui le souhaitent de prendre le temps de discuter avec le personnel lors de leur passage en caisse.

1. https://www.liberation.fr/debats/2020/01/12/le-centre-commercial-peut-etre-un-lieu-de-reconfort_1772599/

Inspiration



Source : isocial.cat

Des caisses de discussions contre la solitude

Kletskassa, Pays-Bas

Aux Pays-Bas, la chaîne de supermarchés néerlandaise Jumbo a créé des *kletskassa* ou « caisses de discussion ». La première a été créée en 2019 à Vlijmen, village du centre du pays et des ouvertures sont prévues dans 200 autres magasins. Les clients peuvent y prendre le temps de discuter avec le personnel de caisse.

En ce qui concerne les centres-villes en souffrance, divers dispositifs ont été mis en œuvre pour renforcer leur attractivité, non seulement pour les commerces, mais aussi pour les habitants et ceux qui y travaillent. Engagé en 2018, le programme national « Action Cœur de Ville » a accompagné 234 villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants dans leur stratégie globale et leurs projets pour le cœur de ville. Les projets sont variés : animation commerciale, ouverture de nouveaux commerces, restauration du bâti ancien, rénovation de logements, ouverture d'espaces de travail collaboratif, soutien à un groupement de producteurs, requalification d'une place, etc. Si d'une façon générale, tous concourent à l'amélioration des conditions de vie des citoyens qui vivent dans ces villes, certains projets affichent clairement leur objectif de renforcement du lien social. De la même façon, le programme « Petites villes de demain » vise à améliorer la qualité de vie des habitants des petites communes et des territoires ruraux alentours. 1 600 communes et intercommunalités de moins de 20 000 habitants sont concernées.

• EN CHIFFRES

Action Cœur de Ville

234

Villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants accompagnées entre 2018 et 2022 par le programme dans leur stratégie globale et leurs projets pour le cœur de ville.



Inspiration



Source : caue-observatoire.fr

Un tiers-lieu multi-services et un Bistrot Solidaire pour redynamiser le centre-bourg

Jouars-Pontchartrain (Yvelines)

Dans le cadre du programme « Petites villes de demain », la commune de Jouars-Pontchartrain (6 000 habitants) a réhabilité deux bâtiments historiques de son centre-bourg pour leur offrir de nouveaux usages au service des habitants.

Un tiers-lieu multi-services accessible à tous y accueille l'agence postale communale et un espace de coworking proposant des ateliers et des animations. Un accélérateur d'entreprise ciblant les projets à dimension écologique ou rurale et un bistrot solidaire privilégiant les circuits courts et les produits locaux et proposant une dimension événementielle (expositions, concerts, repair café, etc.) sont également en projet.

Les formes
de sociabilité
«traditionnelles»
se frottent à de
nouvelles, engendrées
par les néo-ruraux

Recomposition des liens sociaux en milieu rural par le prisme de l'urbain

Il n'existe pas un «rural» mais des campagnes. Ces espaces, autrefois pensés en contrepoint de l'«urbain», connaissent actuellement de fortes recompositions et une revalorisation.

À l'heure des mobilités et des multi-appartenances généralisées, l'urbain s'imbrique dans le rural pour y composer des espaces où co-existent ceux qui y vivent, ceux qui y résident le week-end ou ceux qui viennent y pratiquer des loisirs ; des espaces où se croisent les trajectoires de vie des habitants de longue date et celles des néo-ruraux, ces personnes originaires de communes urbaines, s'installant à la campagne sans attaches familiales et y recherchant un cadre de vie qui correspond à leurs aspirations : professionnels en fin de carrière à la recherche d'une meilleure qualité de vie, chômeurs de longue date qui y voient une source de nouvelles opportunités (cultiver son jardin, être plus reconnu et moins anonyme qu'en ville), populations jeunes et diplômées à la recherche de nouvelles formes sociales et de sociabilité ; des espaces où les habitants de longue date font évoluer leurs stratégies, à l'image des agriculteurs : de plus en plus de paysans proposent des services (chambre d'hôtes, table d'hôtes) en parallèle de leur activité.

Ces dynamiques réinterrogent les liens sociaux dans les espaces ruraux. Du point de vue des sociabilités, les formes de sociabilité «traditionnelles» se frottent à de nouvelles, engendrées par les nouveaux arrivants. Dans les campagnes au-delà des espaces péri-urbains où l'on compte une multitude de petites communes entre 500 et 3000 habitants, la vie sociale et l'interconnaissance sont souvent fortes pour les

personnes installées de longue date, mais plus diffuses pour les nouveaux arrivants (Granié, 2003). Dans ces communes, la fête du village et les rites chrétiens tels que la fête de la Toussaint représentent également souvent des temps de sociabilité fondamentaux auxquels tout le village participe. La contribution des nouveaux arrivants à l'organisation des festivités peut alors parfois constituer un levier d'intégration. Les néo-ruraux jeunes et diplômés, souvent en recherche de sociabilité, participent parfois activement au renforcement des liens sociaux en ouvrant des commerces, des lieux de rencontres et d'échange ou en créant des associations.

Les différences d'origine sociale des néo-ruraux ou la méconnaissance de leur nouvel espace de vie peuvent rendre difficile la cohabitation et susciter des tensions : conflits entre agriculteurs et nouveaux arrivants au sujet des nuisances liées à l'activité agricole, incompréhension culturelle lorsque les nouveaux arrivants sont originaires d'autres pays (britanniques, néerlandais, etc.), prémisses de gentrification rurale lorsque les néo-ruraux bouleversent la composition sociologique d'une commune et s'investissent dans les instances politiques locales : «*La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises*» (Tommasi, 2018).

Inspiration



Source : librairie-la-folle-aventure.fr

Rendre des locaux accessibles aux porteurs de projet de l'ESS

Villages Vivants

Afin de lutter contre la désertification des centres-bourgs et de redynamiser les cœurs de villages ou de villes, Villages Vivants rachète des boutiques vacantes, les rénove et les loue à des loyers préférentiels à des porteurs de projets et entrepreneurs qui proposent des activités utiles aux territoires. Les nouveaux lieux créés (conciergeries, tiers-lieux, micro-crèches, etc.) sont ancrés dans l'Économie Sociale et Solidaire, revitalisent et contribuent à tisser des liens. Par exemple, une épicerie rurale pluriactivités (petite restauration, location de chambres individuelles) à Ruynes-en-Margeride (700 habitants, Cantal), un tiers-lieu (plateforme de création autour de la fabrication et du numérique, librairie indépendante, boutique-atelier La Maison du Vélo, torréfacteur, café et food-trucks) à Florac-Trois-Rivières (2 000 habitants, Lozère) ou un lieu d'échange de services solidaires à Die (4 500 habitants, Drôme).

Inspiration



Des événements festifs itinérants pour amener des services du quotidien dans les villages

La Ville à Joie

La Ville à Joie est une initiative soutenue par l'ADEME, le Fonds d'Appui Territoires Innovants Seniors, et le FNADT qui s'adresse aux communes de moins de 1000 habitants. Cette entreprise de l'ESS organise des tournées dans les territoires ruraux pour y apporter du service de proximité et du lien social. La Ville à Joie fédère des intervenants variés issus du territoire (commerçants, services publics, métiers de la santé, associations...) ce qui lui permet d'organiser des événements où se côtoient services, restauration et animation.

Enjeux de renforcement du lien social dans les quartiers prioritaires

L'observatoire des inégalités met en lumière la concentration de difficultés sociales, notamment en matière d'emploi, dans les quartiers dits « prioritaires » de la politique de la ville : un quart des actifs y sont au chômage, principalement des jeunes et des personnes peu qualifiées¹.

Ce haut niveau de chômage s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : le pourcentage de personnes diplômées y est moins élevé qu'ailleurs, mais à niveau scolaire équivalent, il y est aussi plus difficile de trouver un emploi. Les discriminations touchant les populations d'origine étrangère, une image perçue dégradée du quartier par les employeurs, le peu de possibilités de s'appuyer sur un réseau social ou encore une plus faible capacité de mobilité expliquent cet écart. Or, la participation active et l'appartenance au marché de l'emploi sont des vecteurs forts de sociabilisation et de préservation des liens sociaux.

Ces difficultés d'accès à l'emploi sont un des facteurs sociaux et économiques susceptibles d'éloigner progressivement les individus des circuits d'échanges sociaux et d'augmenter les risques d'atteindre des situations d'exclusion sociale. Elles n'expliquent pas à elles seules ces processus mais y contribuent. Le sociologue et philosophe Robert Castel analysait le processus de rupture des liens sociaux à travers l'intégration plus ou moins importante au réseau de production de richesses (l'emploi plus ou moins stable) et la distance plus ou moins grande à un réseau relationnel composé de la famille et des amis (Castel, 1995). Elles dessinaient selon lui plusieurs sphères d'existence qui montrent bien l'importance du soutien social et de l'intégration sociale lorsque l'on est éloigné d'un emploi stable (cf. encadré). Il parlait ainsi de « désaffiliation » pour qualifier les situations dans lesquelles les individus se trouvent écartés à la fois des réseaux producteurs de la richesse et de ceux producteurs de reconnaissance sociale.

1. <https://www.inegalites.fr/Chomage-QPV>



À niveau scolaire
équivalent, il y est
aussi plus difficile
de trouver un
emploi



Focus

Les « zones » de cohésion sociale de Robert Castel

- **Sphère de l'intégration** : personnes bien intégrées sur le marché du travail et dans un réseau de proches.
- **Sphère de l'assistance** : personnes éloignées du marché du travail, mais intégrées dans un réseau de proches.
- **Sphère de la désaffiliation** : personnes éloignées du marché du travail et isolées (sans soutien social).
- **Sphère de la vulnérabilité** où se combinent la fragilité des liens sociaux primaires et familiaux et la précarité sur le marché du travail.

Source : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-justice-2019-4-page-667.htm>

#2

La culture, le sport et les arts pour renforcer le lien social et favoriser l'inclusion des habitants des quartiers prioritaires

La fragilisation du lien social, lorsqu'elle se combine à d'autres difficultés telles que le chômage, la précarité ou la pauvreté, peut donc alimenter des processus de déclassement social. De nombreux dispositifs sont alors mis en œuvre pour faire vivre le lien social au quotidien dans ces quartiers. Les associations de proximité, en particulier, y réalisent un travail essentiel. Elles sont soutenues par des programmes structurants de l'État. Entre 2019 et 2021, par exemple, l'appel à manifestation d'intérêt Tremplin Asso a identifié et accompagné 44 associations d'envergure nationale intervenant dans ces quartiers, dont 21 dans le secteur « lien social, culture/sport, accès aux droits et aux soins, participation citoyenne ». L'association Voisin Malin, le projet Kolocations à projets solidaires (Kaps) de l'Afev et l'association Fête le mur en sont quelques exemples.

Inspiration



Source : lelabo-ess.org

Mobiliser pour la vie de quartier grâce au dialogue entre habitants

Voisin Malin

L'association Voisin Malin a pour but de faire émerger un réseau d'habitants « passeurs » pour recréer une dynamique dans les quartiers populaires. Elle propose des contrats de travail d'une quinzaine d'heures par mois à des habitants formés et encadrés qui réalisent des campagnes de porte-à-porte en lien avec des acteurs locaux (bailleurs sociaux, opérateurs d'eau, institutions, etc.) sur des sujets d'intérêt général, dans le cadre de missions concrètes : propreté dans l'habitat, appropriation de gros chantiers, lutte contre la précarité énergétique, réduction des consommations d'eau, accès aux soins, etc. L'objectif est de redonner une place à chacun dans la société et de mobiliser les habitants dans la vie de leur quartier ou de leur résidence grâce au dialogue de pair-à-pair.

Inspiration



Source : afev.org

Se loger tout en s'engageant auprès des habitants des quartiers populaires

Kolocations à projets solidaires

Le projet Kolocations à projets solidaires (Kaps) de l'Afev permet à de jeunes étudiants de vivre en colocation et de s'engager avec les habitants des quartiers populaires en menant des actions de solidarité : animation de temps de convivialité entre voisins, accompagnement d'enfants et de jeunes en fragilité scolaire, etc. Les logements peuvent se trouver au sein d'une même résidence réhabilitée ou construite ou être répartis de façon diffuse dans le parc social. Le bail proposé est d'une année à loyer modéré, renouvelable.

Parmi les nombreux leviers activables pour renforcer le lien social et favoriser l'inclusion des habitants des quartiers prioritaires aux dynamiques sociales et urbaines de leur quartier, le sport, la culture et la pratique artistique figurent en bonne place. En 2020, la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) Île-de-France lançait un appel à projets « Culture et lien social » à destination de ces quartiers. Son objectif était d'accompagner les artistes et lieux artistiques dans le développement d'actions sur les territoires prioritaires et d'assurer une présence sur un temps suffisamment long pour pérenniser les pratiques culturelles des habitants : projet de série web participative, création d'un mur mosaïque végétalisé sur la façade d'un lieu de création, etc.

Inspirations

Le tennis au cœur des quartiers prioritaires pour se réaliser

Fête le mur

L'association Fête le mur permet aux enfants et aux jeunes de pratiquer le tennis gratuitement au cœur même de leur quartier, encadrés par des professionnels. L'accent est mis sur des valeurs et des messages forts par le biais de la pratique sportive : respect de l'adversaire, de l'entraîneur et du matériel, mobilisation de son énergie au service d'un projet. Outre la pratique du sport, l'association propose aussi des volets d'accompagnement à la compétition, d'aide à la formation professionnelle et d'initiation à l'arbitrage.



Source : ville-torcy.fr

Création participative d'un mur mosaïque végétalisé

Kaleïdoskopia, Villa Mais d'Ici, Aubervilliers

La Villa Mais d'Ici est un lieu de création installé dans une friche à Aubervilliers, au cœur du quartier des Quatre Chemins. Elle accueille des artistes en résidence de courte ou longue durée de tous les champs disciplinaires : compagnies de théâtre, artistes plasticiens, marionnettistes, photographes, créateurs sonores, collectifs des arts de la rue, etc. Des événements ouverts à tous, et en particulier aux habitants du quartier, y sont organisés tout au long de l'année. Certains artistes en résidence réalisent des projets artistiques et participatifs dans le quartier. En septembre 2022, le collectif Les Allumeur.e.s a ainsi accompagné pendant plusieurs mois la création d'une mosaïque grandeur nature et végétalisée sur le mur d'enceinte de la Villa réalisée avec les habitants d'Aubervilliers, les personnes âgées d'une résidence autonomie, de jeunes mineurs étrangers isolés de l'association les Midis du Mie et des groupes de l'association 4Chem1 Evolution (créée en 2006 à l'initiative d'habitants et qui a pour but de créer du lien social à travers la mise en œuvre de projets éducatifs et citoyens au sein du quartier des quatre chemins et de la ville de Pantin).



Source : villamaisdici.org

Démarche ABS+R

Romainville

« Il faut permettre la prise en main des enjeux sociaux et de solidarité par tous, en particulier des habitants, en continuité des politiques publiques. En un mot, remettre l'enjeu de solidarité au cœur du village et pas seulement dans le giron politique de la mairie. C'est pour ça que nous avons conçu la démarche ABS+R qui consiste à analyser les ressources du territoire que tout le monde peut s'approprier et utiliser de manière positive, en miroir des besoins. Une petite révolution copernicienne inédite. » Il s'agit d'une démarche d'aller-vers puisque nous allions chercher les gens là où ils sont et quels qu'ils soient (jeunes, personnes âgées, pharmaciens, dealers, etc.), pour recueillir leur vision de ce territoire où ils vivent. ». À titre d'exemple, Il y a à Romainville un enjeu de cohésion sociale fort lié aux nouvelles populations aisées qui arrivent, aux populations en situation de précarité qui habitent historiquement le territoire, et aux nouveaux aménagements prévus tels que le métro. Pour y répondre, nous avons analysé que la ressource « esprit village de la ville, pouvait être porteuse et convoquée pour rassurer, mais aussi imaginer de nouveaux projets. » Sébastien Poulet-Goffard, Directeur général de la Compagnie Générale des Autres.



Source : La Compagnie Générale des Autres

#2

Inspiration



Source : La Compagnie Générale des Autres

La Compagnie Générale des Autres

Projet Rêve Général Bondy

« L'ambition de ce projet était de partir des rêves et des envies des habitants, plutôt que de leurs problématiques. Nous voulions valoriser ce qui marche et l'amplifier, ou encourager de nouveaux projets, à l'échelle d'une résidence sociale, dans un quartier très cloisonné. Nous avons procédé en trois étapes. D'abord, en écoutant et en questionnant. Nous avons impliqué des commerçants, des bailleurs, les habitants. Des liens inhabituels se sont créés, tels qu'un partenariat avec un bailleur et un artiste et nous avons trouvé des méthodes innovantes en réalisant notamment une déambulation dans la ville. Ensuite, une troisième étape a été d'impulser l'action en accompagnant les acteurs. Avec du recul, les scénarios de ville souhaités ressemblaient à ceux d'une ville relationnelle, favorisant la convivialité, constituées d'espaces verts, où l'accès à l'information est simple etc. Un foodtruck solidaire qui propose des « poulets suspendus », un court-métrage sur le quartier, la revalorisation des métiers du travail social pour les jeunes... ce sont des exemples d'actions mises en place lors de cette seconde phase. Faire de la ville relationnelle un projet commun permettrait de mobiliser ce type de démarches et de méthodes sur le long terme plutôt que ponctuellement. Penser la ville relationnelle, c'est aussi penser les problématiques de manière décroisonnée, en transversalité. » Estelle Bottereau, Co-fondatrice de La Compagnie Générale des Autres.



3. VERS UN URBANISME FAVORABLE aux liens sociaux

#3



Faire avec et pour les habitants

Une tendance forte de cette dernière décennie est la montée en puissance des démarches participatives et de l'approche usager dans les projets urbains. Acteurs publics et privés tendent à dépasser le cadre de la concertation réglementaire afin d'associer plus fortement usagers et habitants. Chantiers participatifs, permanence architecturale, ateliers de co-conception, budgets participatifs... ces pratiques participatives de plus en plus développées témoignent d'une volonté de repenser le processus de la fabrique de la ville pour associer aux acteurs classiques des projets (maîtrise d'ouvrage publique ou privée, maîtrise d'œuvre...), les habitants, en tant qu'experts de leur territoire quotidien.

La participation citoyenne dans les projets immobiliers et urbains

Les modalités et les objectifs de la participation citoyenne ne sont pas les mêmes en fonction des différentes phases d'un projet. Le schéma ci-dessous synthétise l'intégration des usagers en fonction des différentes temporalités de projet :



© Compagnie Générale des Autres

• PARTICIPATION CITOYENNE

Programmation

- Qui est en relation avec les usagers ?**
La MOA (qui peut être aidée par une AMO programmation)
- Quel est le rôle des usagers ?**
- Ils apportent leur expertise du territoire
 - Ils participent à la conception du diagnostic
- Faut-il intégrer les habitants à cet instant ?**



MOA : Maîtrise d'ouvrage
MOE : Maîtrise d'œuvre
AMO : Assistance à maîtrise d'ouvrage
AMU : Assistance à maîtrise d'usage

Études

- Qui est en relation avec les usagers ?**
La MOE (qui peut être aidée par une AMU)
- Quel est le rôle des usagers ?**
- Ils nourrissent le projet d'expériences d'usages
 - Ils donnent leur avis sur les plans et les scénarios proposés
- Faut-il intégrer les habitants à cet instant ?**



Les habitants sont connus (cas de l'habitat participatif)

Les habitants ne sont pas connus

Chantier

Temps du projet

- Qui est en relation avec les usagers ?**
La MOE (qui peut être aidée par une AMU)
- Quel est le rôle des usagers ?**
- Ils testent et expérimentent les usages
 - Ils créent une mémoire collective du lieu
- Faut-il intégrer les habitants à cet instant ?**

Cas du chantier participatif

Cas de la sensibilisation

Source : Bunel, 2018

Phase programmation: les diagnostics concertés

Lors de la phase programmation, le rôle des usagers est d'apporter leur expertise du territoire vécu et de participer à la conception d'un diagnostic. Différents outils peuvent être utilisés : cartes mentales, cartes sensibles, balades urbaines... Des rencontres informelles peuvent également être organisées afin de recueillir une variété d'avis, notamment ceux des personnes éloignées des concertations classiques – par exemple : des actions de porte-à-porte, la mise en place de temps d'échanges à la sortie des écoles ou des équipements publics, l'installation de stands sur l'espace public.

Phase étude: la co-conception

L'équipe de maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre peut associer les futurs usagers/habitants du projet à la conception de certains éléments du projet.

Phase chantier: la co-construction

Des démarches participatives peuvent également être mises en œuvre au moment de la phase chantier. En impliquant les citoyens lors du chantier, de nouveaux moments de convivialité sont créés. La co-construction peut prendre plusieurs formes :

- **Les chantiers collectifs ou chantiers participatifs** : ce sont des chantiers où l'on fait travailler ensemble des personnes, le plus souvent bénévoles et non professionnelles. L'objectif est avant tout le faire ensemble, l'implication sur un projet commun, le partage...
- **Les chantiers d'insertion** : ce sont des chantiers qui sont confiés via une structure d'insertion à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. L'objectif est avant tout de contribuer à l'insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi.
- **Les chantiers de formation** : ce sont des chantiers où des personnes en formation participent aux travaux. L'objectif est de permettre à ces personnes d'appliquer les connaissances apprises sur un chantier professionnel.



©Simon Harvey



©Simon Harvey

Inspiration



Événement «Meet the Contractor», Tustin Estate, Londres.
Septembre 2022. ©Simon Harvey

Un masterplan conçu avec et pour la communauté

Tustin Estate, Londres, UK

Linkcity UK

Le projet de restructuration de Tustin Estate à Londres, un lotissement résidentiel des années 1960, illustre une approche ambitieuse de co-conception. Pour assurer une implication de la communauté locale, un groupe-projet composé de résidents a été formé. Leur rôle : s'impliquer dans le processus de conception et d'évaluation du projet. Grâce à l'implication de ce groupe-projet, un vote a pu être proposé aux résidents pour acter de la restructuration du lotissement et la création de logements sociaux supplémentaires. En 2021, Linkcity, la filiale de développement immobilier de Bouygues Construction a été sélectionnée pour développer ce projet. Afin de maintenir une communication ouverte sur toute la durée du projet, Linkcity, en partenariat avec la mairie de Southwark, anime des rencontres hebdomadaires avec les résidents. Selon le jour, le programme couvre l'information et la sensibilisation au projet, la co-conception de certains éléments, des ateliers pédagogiques autour des métiers de la construction et du développement, ou parfois tout simplement la célébration d'événements saisonniers rassemblant toute la communauté.

#3

Inspiration



Source : Linkcity

Le chantier de La Maillerie

Lille, France

Linkcity

Sur le projet de La Maillerie, 14 000 heures d'insertion ont été réalisées en partenariat avec la Maison de l'Emploi, des entreprises d'insertion et leurs partenaires sous-traitants.



Focus

Le placemaking, une approche pour co-crée des espaces publics avec les habitants

Cette méthode de conception des espaces publics a été créée par l'urbaniste étasunien Fred Kent en 1975, fondateur de l'association «*Project for Public Spaces*». S'appuyant sur les idées pionniers de Jane Jacob et Holly White, elle vise à créer ou améliorer des espaces publics en impliquant activement des groupes d'habitants et consiste à proposer des interventions ponctuelles, pouvant être testées rapidement. La mise en œuvre d'une démarche de placemaking s'articule autour de quatre étapes :

- **Cadrage du projet** : définition du territoire et identification des parties prenantes
- **Consultation et atelier de co-construction** pour formaliser une vision partagée du territoire
- **Traduction de la vision en programme fonctionnel** et expérimentations sur le court terme
- **Mise en œuvre du projet sur le long terme** : évaluations continues sur les expérimentations, adaptation et mise en œuvre collective du programme fonctionnel

©Arnaud Février



L'émergence de nouveaux acteurs au service de la participation citoyenne

Les acteurs publics et privés sont de plus en plus nombreux à tester de nouveaux modèles d'intervention pour associer usagers, habitants, et acteurs locaux aux projets urbains et architecturaux.

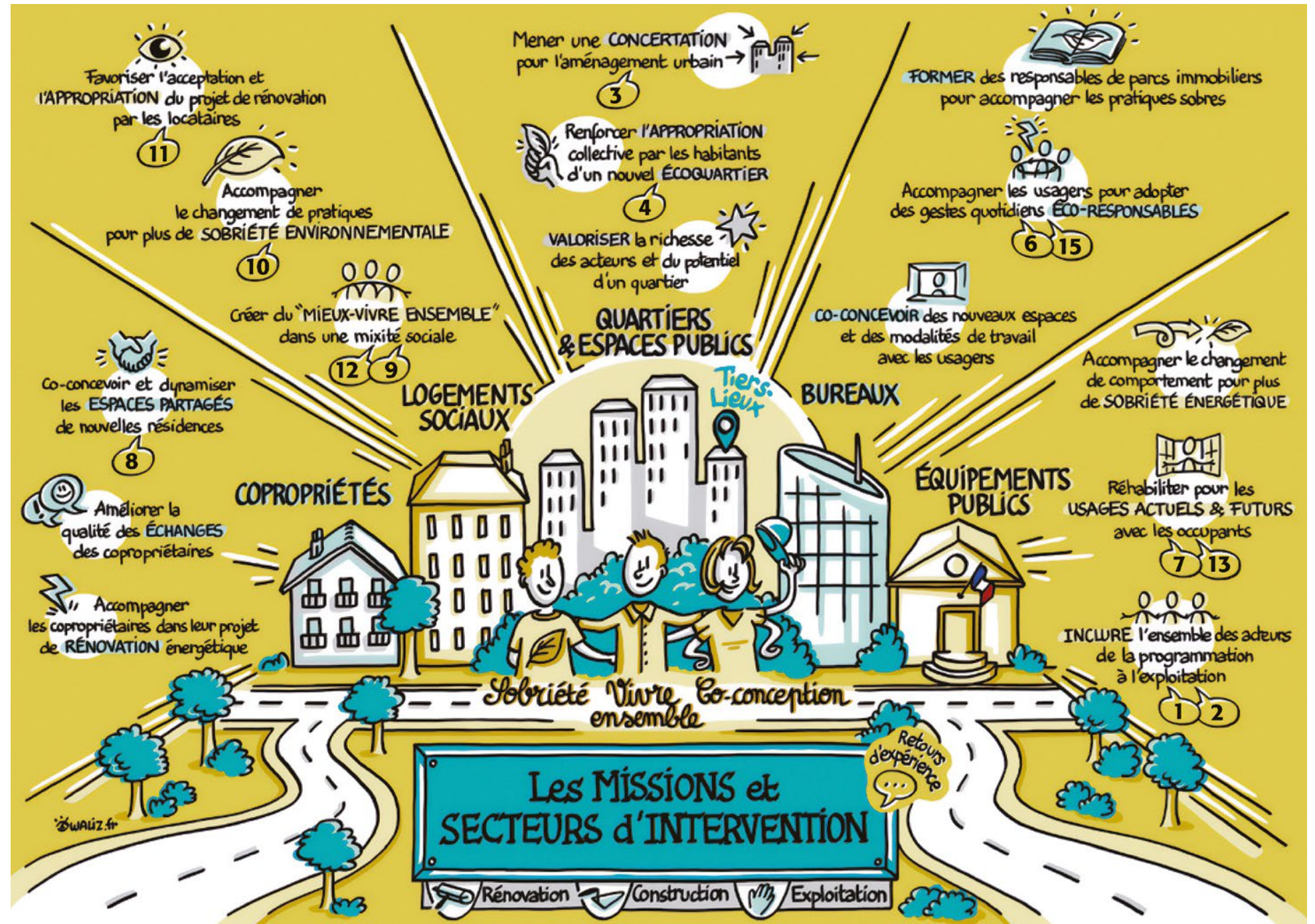
Sociologues, anthropologues, géographes, artistes, spécialistes des sciences politiques ou des démarches participatives rejoignent les équipes des professionnels de la fabrique de la ville. De nouvelles filières comme les professionnels de la maîtrise d'usage se structurent. Il s'agit de passer d'un modèle vertical de la fabrique de la ville à un modèle qui cherche à *faire avec* et *faire pour* les habitants, dans l'objectif de proposer des projets plus contextuels, plus durables et plus justes.

Focus



L'assistance à maîtrise d'usage ou AMU

L'émergence et la multiplication des missions d'AMU témoignent de l'évolution culturelle en cours consistant à remettre l'usager au cœur des projets immobiliers et urbains. « À la fois approche, démarche, méthode et missions professionnelles, l'Assistance à Maîtrise d'Usage est plurielle. Elle peut se définir comme un domaine d'activités et de missions professionnelles visant à intégrer les besoins et les aspirations des usagers et à associer ceux-ci à certains choix/décisions du cadre de vie bâti, de la phase « stratégie amont » à l'exploitation, voire à la requalification. » (Réci-pro-Cité, 2020)



Source : Réci-pro-Cité (2020) Livre blanc AMU

Inspiration



© Alain Smilo

Une approche artistique intégrant lien social et création in situ

Nanterre Cœur Université, France

Bouygues Immobilier

Entre 2015 et 2020, une démarche artistique soutenue par la Ville de Nanterre et l'établissement public d'aménagement Paris La Défense a pris place au milieu du chantier d'aménagement du quartier Nanterre Cœur Université. Financée par Urbanera Bouygues Immobilier, et conçue et orchestrée par Cultiver la ville, cette démarche a permis d'entrer en contact avec les habitants : ateliers avec les enfants des écoles, des centres sociaux, des associations locales ; réalisation in situ ; participation au concours de sélection des œuvres pérennes ; temps d'échange avec les artistes entre la conception des œuvres et leur réalisation ; spectacle in situ ; promenades urbaines ; inaugurations festives des œuvres... L'ambition : impliquer les habitants dans la réalisation d'œuvres in situ avec pour objectif « *qu'il se passe quelque chose sur le site du chantier, que la vie s'installe dans le futur quartier, que les habitants s'approprient ces surfaces et ces volumes, ce paysage et ces lieux* » (Bouygues Immobilier, Urbanera, 2020).

“

L'art et la culture permettent d'aborder la fabrique urbaine comme une entité vivante et de mieux intégrer ces grands projets dans leur territoire.

”



Claire Laurence
Cultiver la ville



© Alain Smilo



© Pascal Osten

#3

Encourager les expérimentations

Les projets temporaires à travers l'urbanisme « transitoire », ou encore les projets urbains légers à travers l'urbanisme tactique, permettent d'expérimenter et d'ajuster les propositions en fonction des retours des habitants.



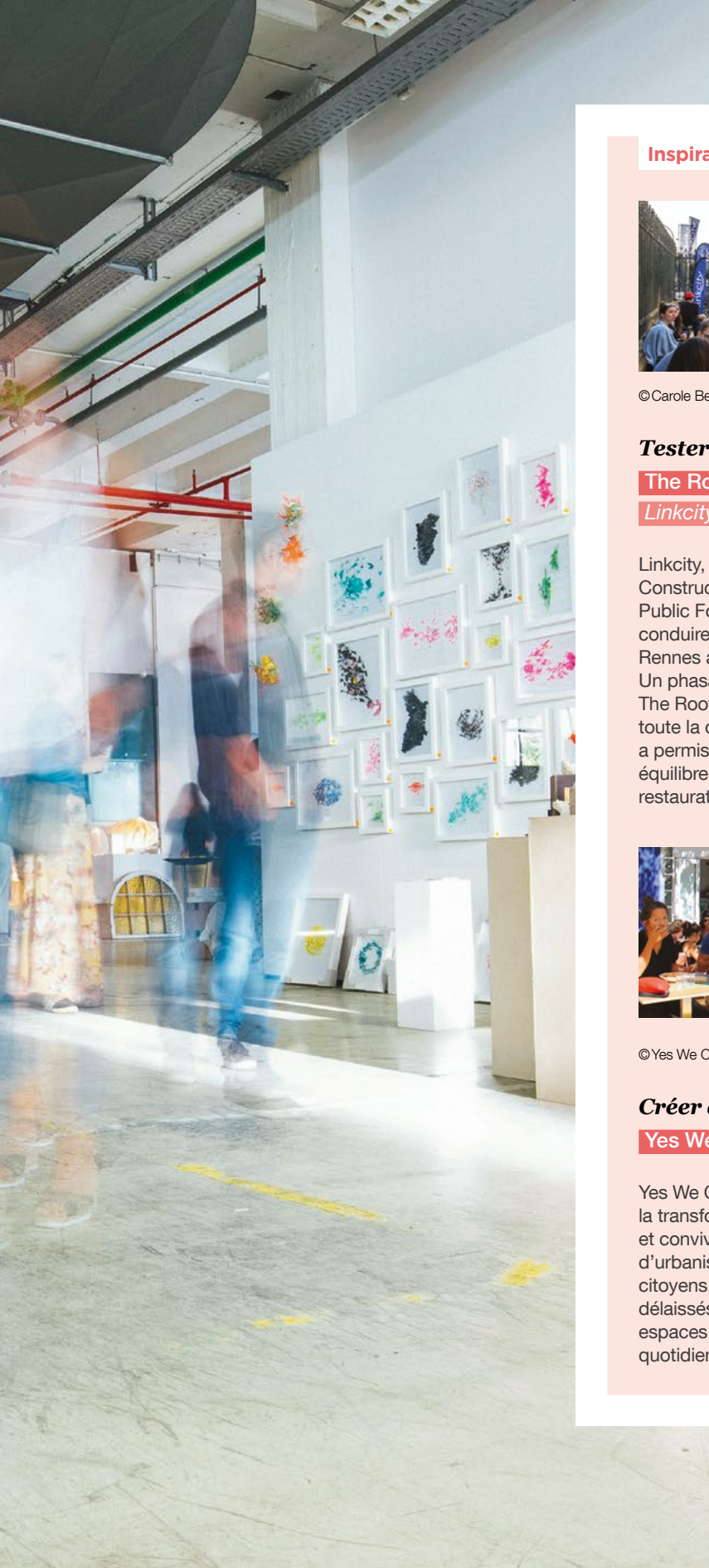
L'urbanisme « transitoire »

L'urbanisme transitoire est une pratique professionnelle qui s'est développée depuis plus d'une dizaine d'années qui vise à réactiver la vie locale de façon provisoire sur des terrains ou des bâtiments inoccupés. Il s'agit de mettre des sites en transition à la disposition de collectifs qui y développent des activités ou du logement. Plusieurs objectifs peuvent être recherchés en fonction de la typologie des espaces :

- **Revaloriser des espaces urbains peu qualifiés** sans projet en cours
- **Activer un projet nouvellement urbanisé** par ses espaces communs et créer l'adhésion auprès de ses usagers
- **Expérimenter différents usages**, prototyper des formes de mobiliers urbains et des scénarios d'aménagements en amont d'opérations urbaines pérennes
- **Animer, valoriser des espaces en friche** ou des sites singuliers à fort potentiel

Les études produites sur le sujet s'accordent sur la création de valeurs de l'urbanisme transitoire : gain économique pour les propriétaires, dynamiseur de vie urbaine pour les collectivités, locaux à bas prix et environnement créatif pour les occupants, accompagnement d'initiatives citoyennes pour les associations partenaires (Approche.s!, 2021).

Du fait de sa réappropriation croissante par les acteurs traditionnels de la fabrique urbaine, l'urbanisme transitoire évolue vers un « urbanisme de préfiguration ». Son objectif est de présenter et tester les futurs usages des programmes futurs d'opérations immobilières et d'espaces publics. L'urbanisme transitoire confère ainsi « *une nouvelle dimension à l'urbanisme temporaire en lui permettant d'influer sur le futur du lieu qu'il occupe, même après la fin de son activité* » (Allain, 2021).



Inspirations



© Carole Bertaux

Tester l'équilibre économique d'un projet

The Roof, Rennes (France)

Linkcity

Linkcity, la filiale de développement immobilier de Bouygues Construction, a été retenue en 2017 par le CHU, l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPFB) et la Ville de Rennes pour conduire l'opération de requalification du site de l'Hôtel Dieu à Rennes avec ses partenaires architectes et urbanistes ANMA et ALL. Un phasage astucieux a permis l'ouverture d'un tiers-lieu géré par The Roof Rennes et Origines dès la conception du projet, et pendant toute la durée des travaux. Cette proposition d'urbanisme transitoire a permis à The Roof Rennes et Origines de tester et trouver le bon équilibre économique dans leurs trois activités (microbrasserie, restauration, escalade) avant l'ouverture définitive du lieu.



© Yes We Camp

Créer des lieux pour créer du lien

Yes We Camp

Yes We Camp est une association française spécialisée dans la transformation d'espaces urbains délaissés en lieux créatifs et conviviaux. Dans des contextes de friche, de vacance ou d'urbanisme transitoire, l'association collabore avec des artistes, citoyens, et autres acteurs locaux pour redonner vie à des endroits délaissés. Leur ambition : que les habitants qui pratiquent ces espaces au quotidien deviennent « coproducteur » de services quotidiens.

#3

L'urbanisme tactique

L'urbanisme tactique est une façon de concevoir la ville qui permet de mettre en place des interventions ciblées et à petite échelle afin d'améliorer la vie du quartier dans un temps réduit. Ces interventions permettent également de tester de nouveaux aménagements qui pourraient être installés sur le long-terme.

Focus



Source : vivrelemarais.typepad.fr

Les terrasses estivales, un exemple d'urbanisme tactique

Pendant la pandémie de Covid-19 les réglementations ont été assouplies pour les restaurants (notamment à Paris ou New York...). Comme il était interdit de manger à l'intérieur, les restaurants ont pu installer des chaises et tables sur les trottoirs, mais également sur des places de stationnement, élargissant ainsi considérablement la zone fonctionnelle du trottoir. Devant le succès des terrasses éphémères, la Mairie de Paris a réformé le règlement des étalages et terrasses en juin 2021 avec l'introduction du dispositif des terrasses estivales pour les professionnels du 1^{er} avril au 31 octobre.

Inspiration



Source : archdaily.cl

L'art urbain, pour améliorer la sécurité routière

Rionegro, Colombia

Réaménager les rues en utilisant l'art permet l'amélioration de la sécurité et la revitalisation des espaces publics. Cette stratégie d'intervention permet de maximiser les résultats au moyen d'actions limitées, participatives, pédagogiques et peu coûteuses (OTT, 2022).

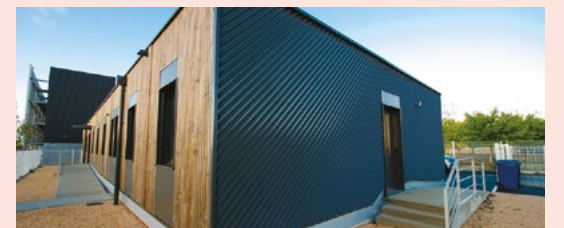
Focus

Aménagement temporaire, transitoire, éphémère...

Dans son guide pratique de l'aménagement transitoire, Le Cabanon vertical précise les différences entre ces termes :

- **Un aménagement « temporaire »** qualifie un projet qui a pour destination d'intégrer temporairement des pratiques et usages quotidiens dans un temps défini du projet urbain, sans nécessairement agir sur la suite du projet urbain.
- **« Transitoire »** suscite le sens du passage, d'un état à un autre. L'action transitoire évoque un sens intérimaire qui permet de tester des usages avant un aménagement définitif ou avant la construction de la ville lui succédant.
- **« Éphémère »** peut-être associé à une action lorsqu'elle participe à la transformation et au questionnement de la ville par la mise en place d'événements, d'animations festives des espaces publics.

Inspiration



Source : Selvea

Le projet Toits Temporaires Urbains

Développé par la Banque des Territoires, SNCF Immobilier, ICF Habitat et le conseil départemental de Seine-Saint-Denis propose le déploiement d'une solution durable de constructions adaptables aux besoins de logement, d'hébergement et d'activités professionnelles et associatives sur des terrains temporairement disponibles.

Les communs urbains, un levier pour repenser des villes partagées et inclusives

Depuis quelques années, le concept des « communs » s’immisce dans le domaine du développement urbain, afin de proposer des réponses là où certains besoins sociaux ne sont pas ou sont mal satisfaits.

Les communs urbains représentent des réponses locales à plusieurs problématiques urbaines contemporaines : «faciliter l’accès au foncier et à l’immobilier, favoriser une production urbaine partagée, promouvoir une gestion commune de ressources à préserver (foncier fertile, espaces de biodiversité, espaces ouverts, etc.), proposer les modalités de la transition écologique et renforcer le lien social par une action collective des citoyens et citoyennes » (Diguët, 2019).

Cet essor des « communs urbains » traduit un intérêt croissant pour produire, gérer, et partager des ressources matérielles et immatérielles de façon collaborative et ouverte et témoigne d’une évolution vers des modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales « plus collectives, plus participatives, dans lesquels sont impliquées les parties prenantes et en particulier les usagers » (Kebir & Wallet, 2021). Pour l’urbaniste Céline Diguët, la fabrique des communs s’inscrit dans un mouvement général de réappropriation de l’espace pour repenser des villes partagées et inclusives.



Focus

Les « communs » : de quoi parle-t-on ?

Un commun est généralement défini, dans la continuité des travaux d’Elinor Ostrom (économiste étasunienne, lauréate du prix Nobel en 2009 pour ses travaux sur le sujet), comme une ressource partagée par une communauté d’usagers, qui déterminent des règles pour en définir les usages et pour en assurer la pérennité. Ces derniers peuvent être définis comme des «ressources matérielles ou immatérielles, publiques ou privées, dont nous décidons collectivement qu’elles doivent être accessibles et / ou gérées en commun, au service du bien commun » (GIRAUD, RENOARD, 2012).

Deux logiques sous-tendent la gestion des « communs » :

- Les règles de gestion d’une ressource considérée comme un commun sont déterminées par les personnes qui l’utilisent.
- La gestion de cette ressource est elle-même assurée par ses usagers.

“

Les communs s’inscrivent aujourd’hui dans un mouvement général de réappropriation de l’espace pour repenser des villes partagées et inclusives.

”

 **Cécile Diguët**
Urbaniste



Inspirations



Source : basecommune.com

Une foncière solidaire de rez-de-chaussée

Base Commune, France

Base Commune est une foncière solidaire de rez-de-chaussée qui lutte contre les phénomènes de dévitalisation urbaine et de spéculation foncière en achetant des pieds d’immeuble pour y développer des occupations à impact social et/ou utilité locale. Ces rez-de-chaussée se veulent être de véritables lieux mixtes, ouverts sur le quartier et accessibles à une pluralité d’activités : ESS, commerces indépendants, services, artisanat, petits équipements, activités culturelles, associatives, solidaires... Autant d’activités à fort impact territorial qui sont pourtant exclues du marché immobilier traditionnel à cause des prix du foncier. C’est pourquoi Base Commune propose des locaux accessibles via un système de loyers différenciés et progressifs pour permettre à ces activités de s’installer de manière pérenne en ville. La mission de Base Commune est de transformer les rez-de-chaussée en de réels communs urbains.

Les maisons de quartier, un co-portage public-citoyen

Cascina Roccafranca, Turin, Italie

La Cascina Roccafranca fait partie des 18 maisons de quartier mises en place à la fin des années 2000 à Turin. Nés d’un projet européen, ces lieux visaient à régénérer des quartiers en encourageant la participation citoyenne. Conçus comme des «boîtes vides», ces espaces étaient destinés à rassembler et à permettre le développement d’initiatives portées par les acteurs locaux et les habitants. Ces maisons de quartier reposent sur un modèle de co-portage public-citoyen, avec d’un côté la commune de Turin qui apporte le bâtiment, du personnel et quelques services, et de l’autre les associations partenaires qui apportent les idées, les projets, leur disponibilité. Inaugurée en 2007, la Cascina Roccafranca propose un espace de 2500 m² dans lequel les citoyens peuvent se rencontrer, réaliser des activités, développer des projets et vivre des moments sociaux. On y retrouve des activités et services diverses dont un restaurant et café, un espace enfance, des activités culturelles et récréatives, un programme de cours et d’ateliers.

Des espaces publics propices à la convivialité

Des espaces publics apaisés

Si historiquement les espaces publics étaient des lieux où les habitants se connectaient, l'essor de la voiture en ville a considérablement réduit ces pratiques urbaines. Entre 1950 et 1975 le rythme de progression du nombre de voitures dans les villes européennes était en moyenne de +10 % par an (HERAN, 2020). Or, depuis quelques décennies, on assiste à une volonté des villes de rééquilibrer l'usage de l'espace public. La priorité est donnée au transport public, et plus récemment aux cyclistes et piétons.

Focus

Des espaces publics « apaisés »

Les villes propices à la convivialité sont des villes où les espaces publics sont aménagés pour qu'il y soit agréable de s'y rencontrer. Ce sont des villes qui favorisent les mobilités douces, où les gens peuvent marcher, s'arrêter et discuter, faire des rencontres, se sentir en sécurité. On y retrouve les principes du concept des « villes apaisées » qui visent une cohabitation sereine des usagers, en particulier à travers des déplacements doux.

Les premières expérimentations pour réduire la circulation automobile en ville datent du début des années 70 en Europe du Nord et en Allemagne. Cette volonté de réduire l'accès de la circulation automobile peut prendre plusieurs formes. Dans certaines villes d'Europe du Nord, c'est une stratégie globale qui dissuade tout transit dans le centre élargi avec un renversement de la hiérarchie des modes de déplacement, l'abaissement des vitesses et la promotion des déplacements à pied et à vélo. Dans d'autres contextes, les quartiers apaisés font naître des micro-centres permettant l'éclosion ou le retour de rues commerçantes et de lieux de vie. Barcelone a par exemple développé une stratégie de super-îlots pour favoriser la vie de proximité dans un cadre de vie renouvelé. À l'intérieur de ces îlots, l'espace public est requalifié pour l'agrément des habitants et les véhicules motorisés en sont exclus, à l'exception des riverains et des livraisons.



Depuis quelques décennies, on assiste à une volonté des villes de rééquilibrer l'usage de l'espace public pour une ville plus apaisée



© Claire Meunier



© Claire Meunier

Inspiration



Source : geoconfluences.ens-lyon

Les quartiers sans voiture

Les « super-îlots », Barcelone

À Barcelone, les super-îlots ont été mis en place dans le cadre du plan de mobilité urbaine. Considérés comme un moyen innovant de repenser l'utilisation de l'espace urbain et de promouvoir la mobilité durable dans les zones urbaines denses, le développement de ces îlots vise à encourager un modèle de ville plus durable, avec plus d'espaces publics conviviaux. Le principe : limiter au sein de ces super-îlots la circulation à 10km/h ; limiter la circulation uniquement aux résidents, aux services d'urgence et aux véhicules de livraison. La mise en place de ces îlots a favorisé le développement des places publiques, des espaces culturels, des terrasses de café, des aires de jeux pour enfants, des jardins, des bancs et autres espaces permettant la rencontre, la création de lien social et le bien-être en ville. Avec déjà 6 super-îlots à Barcelone, la mairie de la capitale Catalane travaille déjà sur 11 nouveaux projets de super-îlots pour les prochaines années.

Focus



Source : www.lhaylesroses.fr

La place de la nature en ville

L'importance accordée à la nature en milieu urbain ne se justifie pas seulement par des impératifs écologiques, mais découle également du fait que ces espaces verts ou îlots de fraîcheur créent des zones propices aux rencontres, aux activités récréatives, à la pratique sportive. Espaces verts, parcs, jardins partagés, rues arborées et fleuries jouent un rôle essentiel dans le renforcement du tissu social en offrant des lieux communs où les habitants peuvent se promener, se réunir et participer à diverses activités collectives.



Des espaces publics pour tous

En théorie, les espaces publics désignent des endroits accessibles à tous, quel que soit son genre, âge, orientation sexuelle, capacité, origine... Chacun doit pouvoir les visiter en toute sécurité et confortablement, y passer des moments reposants, agréables.

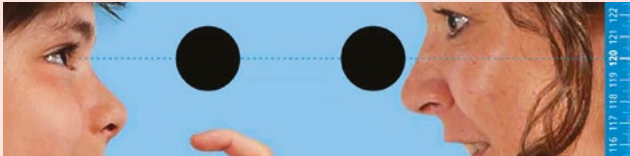
Cependant, de nombreuses études témoignent des difficultés d'accès à la ville de certaines catégories d'individus en raison de phénomènes de discrimination et d'exclusion. Parmi elles, sans exhaustivité, les personnes en situation de handicap ou très âgées, les enfants, les personnes en situation de précarité, les femmes, les personnes LGBTQIA+, ou encore les personnes malades, mais aussi, pour partie, les personnes d'origine étrangère (Impact Tank, 2023).

Les inégalités liées à l'âge interrogent l'urbanisme

Le « Réseau mondial des villes et communautés amies des aînés » au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé s'engage à prendre en compte l'expérience des habitants âgés pour améliorer leur qualité de vie au quotidien. Le programme de « Ville amie des enfants » lancé à l'échelle mondiale en 1996 par l'UNICEF a été adopté par plus de 3 000 municipalités dans 57 pays. L'ambition : rendre les villes plus agréables et sécurisées pour chacun, quel que soit son âge. Plusieurs initiatives voient le jour :

- Réduction de la vitesse de circulation
- Fermeture de certaines rues à la circulation
- Implication des enfants dans la conception du nouveau territoire
- Valorisation des jeux libres, en végétalisant davantage les rues
- Augmentation de la largeur des trottoirs
- Mise en place de mobilier urbain propice au jeu

Inspiration



Un outil pour s'adapter aux enfants

« Les yeux à 1,20m », Bâle, Suisse

Le Service du développement du canton et de la ville de Bâle a établi un instrument baptisé « Les yeux à 1,20m » en collaboration avec divers autres services. Cet instrument est destiné à promouvoir un développement urbain adapté aux enfants.

Inspiration

Des aires de jeux à partager

Mont-Saint-Aignan, France

Linkcity

Ce projet vise à offrir un quartier familial vivant et animé. Le programme de logements est entouré de 8 300 m² d'espaces verts paysagers ouverts à tous avec aménagement d'aires de jeux, de jardins partagés, de cheminement. Deux anciennes granges rénovées accueillent également une micro-crèche d'inspiration Montessori et un tiers-lieu éco-responsable, la SCIC « Le Producteur Local », magasin de producteurs en circuits courts et laboratoire pour des ateliers de cuisine intergénérationnels.



© Claire Meunier

Focus



Les « bandes ludiques », outil d'aménagement urbain en faveur d'une ville intergénérationnelle

Le concept de bande ludique constitue un outil d'aménagement urbain afin d'amener le jeu au plus près des cheminements et sortir d'une logique consistant à isoler pour protéger. « La bande ludique n'est pas un espace à part réservé au jeu comme peuvent l'être les aires de jeux classiques. Elle peut pousser partout en ville, car elle est composée d'une succession de prises ludiques très simples, mutualisables avec des mobiliers ou équipements qui peuvent très bien servir à autre chose » (S. Lavadinho, 2022).

#3

Les questions de genre et d'urbanisme

La question des inégalités de genre questionne l'urbanisme avec le constat posé que jusqu'à peu, les villes ont été conçues et aménagées « par et pour les hommes » (Raibaud, 2017). De ce fait, les villes « tendent à refléter les rôles traditionnellement dévolus aux deux sexes et fonctionnent mieux pour les hommes hétérosexuels, valides et cisgenres que pour les femmes, les filles, les minorités de genre et les personnes handicapées » (Terraza, 2020).

« Les politiques de genre concernent l'ensemble des politiques thématiques mises en œuvre par les collectivités territoriales : urbanisme, gestion de la mobilité, accès aux services culturels et sportifs, animation de l'espace public, circulation piétonne notamment, dans une recherche de sentiment de sécurité et du « bien vivre ensemble ». Cette recherche d'égalité vise autant les politiques de solidarité et de cohésion sociale que les politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire » (Ville de Paris, 2023).

Dans son Guide référentiel sur le Genre et l'espace public publié en 2023, la Ville de Paris propose 45 points-clés organisés selon les 5 axes suivants : circuler, occuper l'espace : flâner, faire du sport, être présentes et visibles, se sentir en sécurité, participer.



Focus

L'urbanisme inclusif: de quoi parle-t-on ?

« La notion d'inclusion apparaît peu à peu à partir des années 2 000 pour repenser la ville, en reconnaissant les catégories d'individus qui font la société et celles qui rencontrent des difficultés d'accès à la ville, en raison de phénomènes de discrimination et d'exclusion, comme les personnes en situation de handicap ou très âgées, ou encore les enfants ou les personnes en situation de précarité » (Impact Tank, 2023).

Plusieurs leviers peuvent être actionnés pour proposer des espaces publics où chacun se sente bien et en sécurité. Comme indiqué dans le Guide référentiel sur le Genre et l'espace public de la Ville de Paris publié en 2023, faciliter l'appropriation de l'espace public pour toutes et tous demande de s'intéresser autant à :

- **l'aménagement et la planification urbaine**, avec l'installation de mobiliers et d'équipements (par exemple : assises, toilettes, jeux pour enfants, agrès, la recherche d'éclairage nocturne adapté, etc.)
- **qu'à l'animation de l'espace public** (jeux, sports, possibilités de rencontres, etc.) et sa régulation (par exemple, la lutte contre le harcèlement de rue) ou encore les représentations des femmes dans l'espace public (art, publicités...) et la façon dont on nomme les rues, les places, etc.

Inspiration



Le Gehl Institute

New York, USA

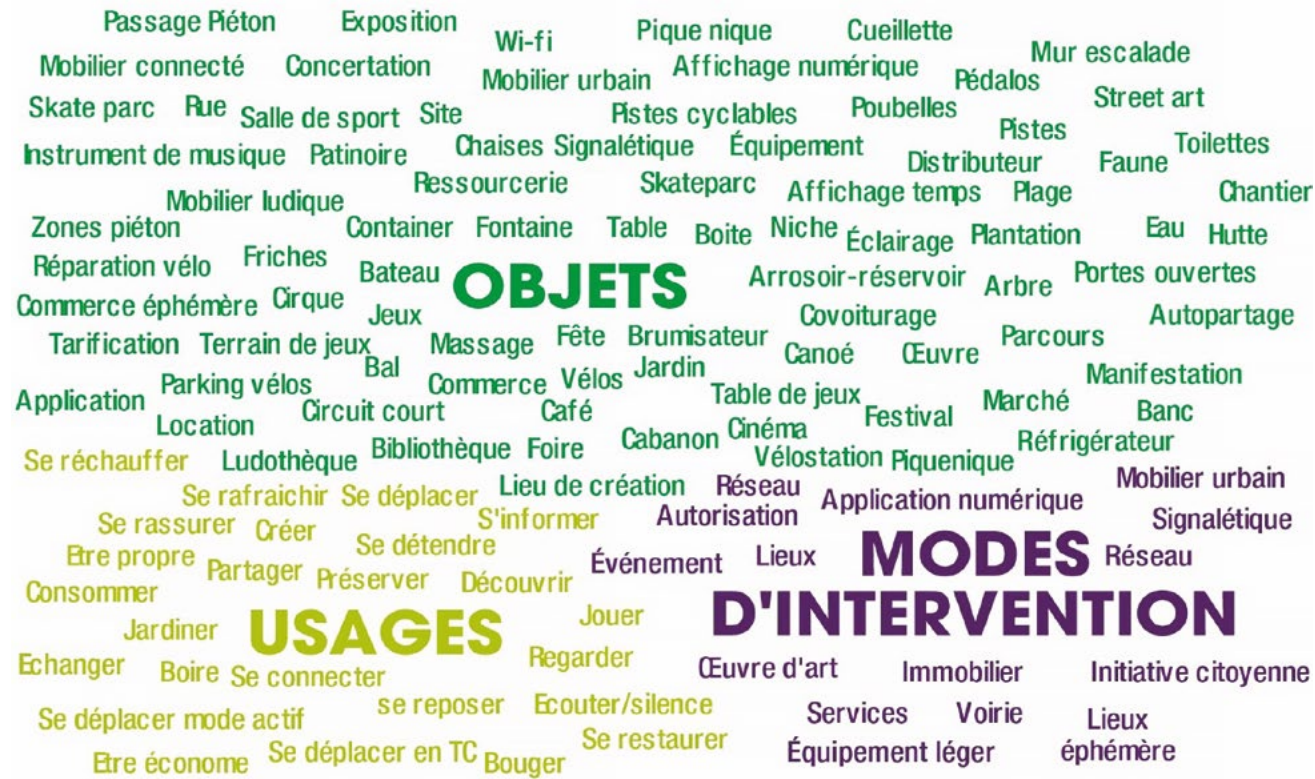
L'ONG basée à New York, a formalisé un cadre de référence pour la création et le suivi d'espaces inclusifs. Cet outil s'articule autour de quatre principes directeurs :

- **La connaissance du contexte** sanitaire et social de l'espace public
- **La mise en place de procédés** d'aménagement inclusifs
- **La conception et la programmation inclusive** en faveur d'une bonne santé pour toutes et tous
- **L'entretien de l'espace** incitant les communautés locales à se l'approprier et à le faire évoluer

Plaisir, aménités, sécurité

Pour aider à l'inspiration et inciter à la transversalité des approches, l'Institut Paris Région propose d'examiner dix « univers de convivialité » auxquels sont associés des « objets de convivialité » qui contribuent à créer des espaces plus agréables en apportant « *de l'animation, du divertissement et de la culture, de la beauté et de la couleur* » et « *favorisent les rencontres ou les rendez-vous amicaux, familiaux, amoureux* ».

Les univers de convivialité ont un impact sur le cadre de vie et le bien-être des publics : il s'agit de l'art, le commerce, l'événementiel, le fonctionnel, la mobilité active, la nature, le numérique, la sensorialité, le sport-jeu, le partage. Des objets de convivialité sont proposés dans chacun des dix univers. Ce sont des objets concrets (table, toilettes, éclairage, fontaine, commerce mobile, piste vélo...), ou de l'ordre du service, du réseau ou de l'événementiel (application numérique, fête, spectacle de rue...). Chaque objet est relié à un usage du point de vue du public et à un mode d'intervention du point de vue de la collectivité.



#3



Source: LEROI, P. (2019)

Les indicateurs Healthy Streets par Lucy Saunders

Healthy Streets est une méthode créée en 2018 par Lucy Sanders, spécialiste de la santé publique, de la planification urbaine et de la mobilité. Cette approche cherche à améliorer les conditions existantes des espaces publics à travers 10 indicateurs et peut être appliquée partout dans le monde. Présentés sous l'angle de la santé, ils constituent des indicateurs de qualité de vie, pour des espaces publics favorables au lien social et à la convivialité.



Source: Bruxelles Mobilité, inspiré de Lucy Saunders, 2019

Focus

Le design actif pour favoriser l'activité et la vie locale sur l'espace public

Le design actif consiste à aménager l'espace public afin de rapprocher de l'activité physique et sportive celles et ceux qui en sont le plus éloignés. Cette démarche permet aux individus de se réapproprier l'espace public ; elle favorise l'accessibilité et la mixité d'usages. C'est aussi l'occasion de mettre en valeur le patrimoine existant, d'encourager la frugalité des aménagements, de proposer des projets ludiques, etc.



© Claire Meunier

Focus



Les sept figures de la ville relationnelle

Sonia Lavadinho, Pascal Le Brun-Cordier, Yves Winkin

Sonia Lavadinho, Pascal Le Brun-Cordier, Yves Winkin proposent sept figures idéal-typiques constitutives de la ville relationnelle.

1. **la Ville de la Rencontre**, «celle du cœur historique, du centre-ville commerçant, des marchés, des terrasses, des rues animées où on croise par hasard des gens que l'on connaît»
2. **la Ville du Dehors**, «fait une place importante aux trames vertes et bleues. Elle multiplie les occasions de bouger son corps, se détendre et entrer en contact direct avec le vivant en ville»
3. **la Ville Amie de toutes les générations** «sait faire aisément cohabiter toutes les générations sans jamais opter pour des logiques de zoning isolant enfants, adolescents ou personnes âgées dans des lieux qui leur seraient exclusivement réservés»
4. **la Ville du Faire et du Tiers solidaire** «se donne le temps et l'espace d'émerger : elle pousse de façon organique, humblement depuis le bas, spontanément au gré des désirs exprimés par les habitants, et parvient à recycler la ville d'hier en proposant des récits alternatifs pour la ville de demain»

5. **la Ville de la Surprise** «convoque l'intervention des artistes pour nous surprendre à chaque instant en transformant la banalité du quotidien en des moments de joie et d'émerveillement que nous partageons volontiers avec nos proches»

6. **la Ville Comestible** «offre d'amples opportunités de partager un moment de convivialité autour du boire & manger dans l'espace public, de façon libre et gratuite, autonome et spontanée»

7. **la Ville du Temps libre** «offre aux citoyens l'occasion d'explorer de nouvelles formes d'interaction en mettant en commun leurs agendas et en resynchronisant leurs rythmes avec ceux de leur entourage proche, de leur voisinage, et plus largement de la vie de la Cité»

L'objectif : remplacer le paradigme fonctionnel hérité du XX^e siècle par le nouveau paradigme relationnel pour façon les villes du XXI^e siècle (Lavadinho, Le Brun-Cordier, Winkin, 2022).

Focus



Créer la «Place du Village» en ville

Bouygues Construction, Linkcity,
Alain Bourdin (sociologue)

La démarche «Place du Village» explore ce qui fait centre en ville, au-delà de processus simples de concentration de commerces et de services. Il s'agit de répondre à une forte demande de proximité, pas toujours satisfaite par les formes traditionnelles ou contemporaines. À partir de l'analyse de places ou de quartiers centraux de plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Belgique, France) sélectionnés pour leurs typologies variées (centres historiques à forte valeur patrimoniale, petites villes historiques, places centrales classiques, places ou rues centrales classiques de réalisation récente, places ou ensemble de places d'opérations récentes tenant compte du contexte ou des problèmes urbains à traiter, aménagements de l'espace public autour d'un grand équipement commercial, places et quartiers centraux récents de l'aire périurbaine, places à forte dimension de loisirs ou d'espace ludique), le sociologue identifie les ingrédients pour réussir une «place du village» en tant que lieu-centre dans la ville. Les chercheurs et les équipes opérationnelles de Linkcity les ont traduits en dix conseils :

- Penser la mobilité, mais pas seulement en termes de flux
- Créer du confort urbain et maîtriser le design des ambiances
- Donner du sens
- En savoir toujours plus sur les usages. Anticiper leur diversité possible
- Savoir utiliser l'urbanisme transitoire, un bon outil qui ne fait pas de miracles
- Savoir-faire avec les artistes
- Travailler en finesse, même dans les espaces grandioses : valeur du «je ne sais quoi et du presque rien»
- Un enjeu majeur : coordonner les expertises
- Mobiliser les parties prenantes et privilégier les engagements de longue durée
- Imposer un mode projet réaliste dans la conception

Travailler avec un écosystème d'acteurs de proximité

Concevoir des projets immobiliers et urbains répondant aux besoins de tous les habitants nécessite de renouveler les liens avec un écosystème d'acteurs de proximité. Travailleurs spécialisés sur la question du genre, experts de la place des enfants en ville, collectifs venant en aide aux personnes en situation de précarité (SDF, migrants, etc.) sont de plus en plus associés dans les processus de fabrique urbaine. Du fait d'une connaissance fine du terrain, ces acteurs ont vocation à jouer un rôle de premier plan, au même titre que les acteurs classiques (urbanistes, promoteurs, architectes, etc.).

Inspiration

Les coopérations interacteurs

La Compagnie Générale des Autres (CGA)

L'association favorise les coopérations interacteurs pour la solidarité sur les territoires. Elle contribue à renforcer les écosystèmes locaux de solidarité en reliant les acteurs et organisations de territoires fragiles. Elle crée des espaces de collaboration entre professionnels pour améliorer leurs pratiques et mieux répondre aux besoins sociaux.



“

Les villes ont la capacité d'apporter quelque chose à tout le monde seulement parce que, et seulement si, elles sont créées par tout le monde.

”

Jane Jacobs
The Death and Life of Great American Cities



“

Nous avons besoin de favoriser le dialogue et le travail en coopérations gagnantes-gagnantes pour que la ville relationnelle advienne. Les métiers du social, de la facilitation ou de l'ingénierie sociale doivent pouvoir être mêlés et reconnus au même titre que ceux qui fabriquent la ville fonctionnelle. Le lien social s'entretient : des pieds et hauts d'immeubles qui favorisent la coopération comme des supermarchés coopératifs ou des jardins partagés sur les toits ; des modèles socio-économiques réalistes basés sur les échanges de valeurs. Enfin, de nouveaux métiers comme celui d'organisateur communautaire inspirés du Québec devront se développer. *In fine*, des modèles économiques viables, de l'ingénierie sociale pérenne, une visée de transition : c'est sûrement la clef pour permettre de faire advenir cette ville que nous souhaitons tous.

”

Rudy Pignot-Malapert
Co-fondateur CGA



Inspiration



© Arnaud Février

Co-construire avec les acteurs du quartier

La Maillerie, Villeneuve d'Ascq, Croix, France

Linkcity

À la Maillerie (Villeneuve d'Ascq et Croix), on repense une nouvelle façon d'habiter en créant un quartier de ville de 10 hectares et en plaçant les usages et besoins des futurs résidents au cœur de la construction. Le quartier est imaginé comme un lieu de vie, créateur de lien social, qui associe des initiatives culturelles, sociales et solidaires à des engagements en faveur de la biodiversité, de l'économie circulaire et de la mobilité douce. La vie de quartier est régie par une Société Coopérative d'Intérêt Collectif qui compte une vingtaine de membres à ce jour. Cette SCIC a été capitalisée par les promoteurs qui lui ont mis à disposition des locaux lui permettant d'assurer l'animation de quartier et de pourvoir des services aux habitants et usagers : un local pour se réunir et accueillir, un logement « airbnb » partagé, une salle polyvalente et un local commercial à destination de commerces/activités « élues » par les habitants.

LE TRAVAIL AVEC LES RIVERAINS ET LES ASSOCIATIONS,

AU SERVICE D'UNE GOUVERNANCE :
+ APPROPRIÉE, + PARTAGÉE, + COLLECTIVE

Un bouillonnement associatif

- Coin de Terre
- Zerm, Fibr&Co, Ressourcerie
Le Parpaing, Ferme pédagogique
des Vanneaux
- Essor Espoir
- La Belle Fiole
- ABEJ Solidarité
- Association des Anciens
des 3 Suisses

Objectif : fédérer,
créer la communauté

Un dialogue avec les riverains

- La gazette de la Maillerie
- Appli maquette 3D sur l'AppStore ou
le PlayStore
- Facebook, Twitter, Instagram
- Les appels à projet riverains
- Les réunions du soir tous publics
« frites-bières »
- Numéro Vert et Adresse contact
- Les mercredis « portes-ouvertes »
- Ateliers de co-création

Objectif : garantir
la couture urbaine et sociale

L'implication des forces vives

- Les étudiants de l'école de Danse
- L'école des Mines de Douai
- Les étudiants de l'ESMode
- Les écoliers du groupe scolaire
Jean Jaurès (en cours)
- Les étudiants de l'école
d'architecture (en cours)

Objectif : fédérer,
créer la communauté

#3

On les écoute !

ENTRETIEN



Tarik Ghezali

Expert en innovation sociale, co-fondateur
de La Fabrique du Nous, Marseille Solutions,
Mouvement des entrepreneurs sociaux,
le labo de l'ESS

Marseille, France

Comment décririez-vous l'innovation sociale et pourquoi est-elle importante pour nos villes et nos territoires ?

T.G. Pour moi, l'innovation sociale c'est apporter des réponses nouvelles à des problèmes anciens. Depuis 20 ans, j'œuvre au développement de l'innovation sociale sur le terrain comme au niveau des politiques publiques. Avec Nathalie Gatellier, nous avons créé il y a 3 ans, la Fabrique du Nous (fonds de dotation) avec pour objectif de recréer du lien social : provoquer de la rencontre et du faire-ensemble entre des gens « pas pareils » ; entre jeunes et personnes âgées, entre sans-abris et inclus, entre habitants des quartiers populaires et centres-villes branchés... Et le faire, par des projets inédits, mis en œuvre avec des partenaires pluriels (ESS, public, entreprises...).

Vous proposez avec La fabrique du Nous de créer du lien social entre des personnes d'horizons différents. Pourquoi ?

T.G. Le sentiment de défiance entre les gens n'a jamais été aussi élevé et ne se cesse d'augmenter (+ 17 points sur 5 ans, cf. baromètre de la fraternité 2024), notamment entre des personnes qui ne se ressemblent pas. La séparation sociale provoque à moyen terme de la violence : on doit apprendre à se mélanger ou nous sommes condamnés à nous déranger ! C'est pourquoi nous cherchons à « fabriquer du Nous » par de la rencontre et de



l'action. Qui plus est, une ville plus intense en relations humaines, est une ville plus confiante, plus apaisée, plus créative, plus riche en opportunités pour tous également !

Vous faites référence à « l'importance d'imaginer les bonnes histoires à raconter et partager ». Comment la création d'un récit peut-elle favoriser les interactions sociales ?

T.G. Dans tous nos projets, nous essayons en effet de trouver une « bonne histoire à raconter », c'est-à-dire un récit simple, motivant, singulier, apte à rallier les énergies et à les libérer. À créer de l'émotion aussi : ce qui t'émeut te meut ! Mais une bonne histoire ne suffit pas. Nous cherchons aussi ensuite à créer les conditions pour que cette histoire se réalise, en trouvant le bon opérateur, les bons partenaires et en mobilisant les moyens nécessaires...

Quels freins peuvent être rencontrés dans la réalisation de vos projets ?

T.G. Le frein le plus important est peut-être la peur, la peur de l'autre, la peur aussi que cela ne soit pas possible. Quand on parle d'humain, on constate qu'il y a beaucoup d'autocensure et de renoncement : « voyons, ne soyez pas naïf, l'Homme est un loup pour l'Homme ! » Nous répondons oui, c'est vrai, cela peut arriver, mais « l'Homme peut être aussi un chou pour l'Homme » ! Quand les conditions sont réunies pour le permettre.



© Arnaud Février



© Arnaud Février

Nous cherchons justement à créer ces cadres qui le permettent et libèrent l'énergie fraternelle des gens. Et au fond, les autoriser tout simplement à être humains...

Pouvez-vous justement présenter une initiative réussie permettant la création de lien social ?

T.G. Eau-rizon est un exemple de projet qui fonctionne bien et illustre notre ambition. Vous avez beaucoup de jeunes dans les quartiers populaires de Marseille qui ne savent pas nager alors qu'il y a la mer en face¹. Cela crée de la frustration, des noyades. Cela empêche aussi ces jeunes d'accéder à beaucoup de jobs liés à l'économie de la mer. Comme localement, il n'y a pas assez de piscines publiques pour apprendre à nager, on s'est dit : il y a des particuliers qui ont une piscine chez eux, on a donc proposé à ces personnes d'ouvrir leur piscine pour accueillir ces jeunes et leur permettre d'apprendre à nager avec des maîtres-nageurs qui sont rémunérés dans le cadre du projet². L'ambition c'est à la fois de leur apprendre à nager mais aussi d'établir la connexion entre deux mondes très éloignés l'un de l'autre. C'est un moyen pour se rencontrer et pour faire tomber les préjugés sur l'autre. Dans ce cas-là, ce n'est pas du lien social de proximité, c'est plus du lien social à l'échelle d'une ville qui est très fragmentée, très ségréguée... et ça fonctionne ! Sans problème et avec beaucoup de belles rencontres.

Quels ont été les facteurs et les ingrédients de son succès ?

T.G. D'abord de croire que c'est possible ! Beaucoup de gens nous disaient qu'on était fous et que ça ne marcherait jamais... Ensuite réunir les bons partenaires, très divers et être rigoureux dans l'exécution du projet. On a la chance que le projet soit porté par une superbe association marseillaise, le Contact Club qui mène le projet avec brio. Cela reste aussi un projet frugal, aux moyens sobres : les « infrastructures » sont déjà là (piscines des particuliers), mises à disposition gracieusement. L'engagement fraternel et le partage sont cœur de ce projet.

Quelle est votre ambition de moyen terme ? Quelles sont les prochaines étapes ?

T.G. Nous allons continuer à multiplier les projets de ce type (une dizaine à date, une centaine à horizon 2030). Mais notre rêve c'est d'essayer de créer une dynamique systémique sur un territoire

avec tous ces acteurs qui fabriquent des liens ; de catalyser une sorte de territoire « démonstrateur » du « bien vivre ensemble ». En associant élus, associations, entreprises et habitants, au service d'une même ambition : recoudre la ville plutôt qu'en découdre à vif ! Avec l'objectif de réussir à engager 10 % de la population locale dans l'action, dans toute sa diversité : étudiants, personnes âgées, cadres, ouvriers, personnes en situation de handicap, réfugiés... C'est à l'échelle locale, celle d'un territoire vécu, que l'on peut faire la différence. C'est là où les résultats peuvent être visibles et contagieux.

Avec aussi une vision du lien social reconnu comme un véritable investissement d'avenir, au même titre que l'avion à hydrogène ou les RER métropolitains qui bénéficient de financements publics importants... Avec aussi un « retour sur investissement » du lien social qui est mesurable : en coûts évités (santé, social, sécurité), en gains de pouvoir d'achat, en qualité de vie accrue...

1. À Marseille, en zone prioritaire, deux élèves sur trois ne savent pas nager. (Entretien Tarik Ghezali, 2024)
2. 10 heures de cours pendant 5 semaines. (Entretien Tarik Ghezali, 2024)



© Eauorizon



© Eau-rizon

“ Notre rêve c'est d'essayer de créer une dynamique systémique sur un territoire avec tous ces acteurs qui fabriquent des liens.

”

#3

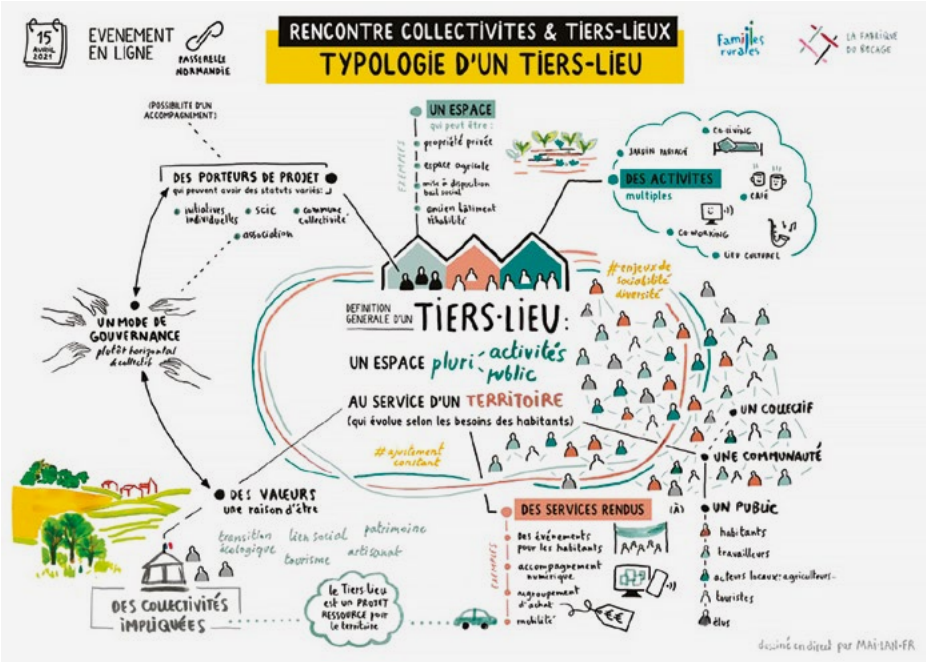
Les tiers-lieux, catalyseurs de liens sociaux

En proposant des lieux pour se retrouver, créer, échanger, tisser du lien, et faire émerger de nouveaux projets, les tiers-lieux sont des catalyseurs de liens sociaux.

Un tiers-lieu, qu'est-ce que c'est ?

« Tiers-lieux » est une traduction de l'expression « Third Place », employée par le sociologue étatsunien Ray Oldenburg en 1989 dans son ouvrage The Great Good Place. Ray Oldenburg construisait alors cette notion en opposition au domicile, perçu comme le « premier lieu », et au lieu de travail traditionnel, le « deuxième lieu ».

Ce concept a fait son apparition pour la première fois aux États-Unis en 1989. Il a été employé par le sociologue Ray Oldenburg, dans un ouvrage intitulé « The Great, Good Place », pour définir des lieux hybrides en ville. Il a été progressivement adopté à partir des années 2010 pour désigner des espaces de rencontres et de pratiques, comme les espaces de coworking et les fablabs, qui favorisent l'hybridation. Les tiers-lieux peuvent être définis comme des « facilitateurs » ou « accélérateurs d'initiatives territoriales ». L'essence même d'un tiers-lieu est de rassembler différentes personnes autour d'activités diverses.



Source : Coopérative les 7 vents

Un tiers-lieu peut revêtir différentes formes :

- Fablab (laboratoire de fabrication)
- Makerspace (atelier de fabrication numérique)
- Centre social
- Espace de coworking (espace de travail partagé)
- Microfolie (musée numérique)
- Friche culturelle (ancienne friches industrielles)
- Manufacture de proximité
- Atelier partagé
- Garage solidaire
- Maison de services au public
- Régie de quartier, épicerie solidaire et petite restauration
- Conciergerie solidaire, boutiques de trocs
- Structure éducative...





© Sylvain Vesco

Inspiration

Plus de liens sociaux en jouant la carte de la multifonctionnalité ?

L'Îlot fertile, Paris

Linkcity

L'appel à projet « Réinventer Paris » a généré des initiatives audacieuses visant à revitaliser des espaces délaissés. Un exemple notable est l'Îlot Fertile, situé au nord-est de Paris, remporté par l'équipe Linkcity, l'agence d'architectes urbanistes TVK et les paysagistes OLM.

Afin de créer une véritable vie au sein de l'îlot, le projet propose une programmation mixte originale, pour les habitants et les riverains : un pôle sportif indoor de 5 000 m² porté par l'UCPA qui regroupe une auberge de jeunesse de plus de 200 lits et de nombreux espaces sportifs ; un concept d'appart-bureau-hôtel de 125 lofts par l'enseigne hollandaise ZOKU ; un incubateur dédié aux innovations environnementales et animé par Impulse Partners ; plus de 7 300 m² de bureaux ; un espace pour la logistique du dernier kilomètre, avec le concept « Distripolis » de Géodis ; une « base verte » des Jardins de Gally pour leur activité d'entretien d'espaces verts ; un espace de café-co working, nouveau concept développé par l'Anticafé ; 800 m² de commerces de proximité. Un Living Lab tenu par l'agence Dédale est également intégré au projet et assure l'animation du quartier en partenariat avec le WWF et tous les acteurs présents sur le site. Les fonctions se mêlent pour donner vie au quartier au fil des heures et des jours.

Pour garantir ses ambitions dans le temps, l'équipe de partenaires s'est engagée à faire vivre le quartier dans le respect des innovations proposées pendant 10 ans, tant sur le plan social qu'environnemental.

© Sylvain Vesco



#3

Inspirations

Les « Tiers-lieux Autonomie »

Bofill'Good, Noisy-le-Grand, France

Bofill'Good est un tiers-lieu intergénérationnel pensé pour stimuler la vie de quartier en favorisant l'inclusion des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Il s'agit d'un espace de 75 m² comprenant un lounge, des espaces de convivialité, une salle dédiée aux activités numériques, des espaces de cuisine. Des activités variées y sont proposées telles que cuisine, gymnastique, chorale, ateliers mémoire, sorties culturelles pour les seniors, espace de coworking, formations pour les actifs, ou encore théâtre, projections-débats pour les familles.

La création de Bofill'Good s'inscrit dans l'appel à projets « Tiers-lieux Autonomie dans mon quartier » lancé par le Département de la Seine-Saint-Denis en 2020 pour développer la présence de structures proposant une offre d'activités et d'accompagnement adaptée à l'autonomie. L'objectif est de proposer un réseau de 30 tiers-lieux d'ici 2025 afin de lutter contre l'isolement des seniors et répondre au vieillissement de la population.



Source : escrojc pula.wordpress.com

Renforcer la coopération et l'habitude du « faire ensemble »

Rocj Alliance, Puja, Croatie

En Croatie, Rocj Alliance, le tiers-lieu de la ville de Pula est un ensemble de 111 associations hébergées dans un complexe qui propose un ensemble de services diversifiés à ses visiteurs. Son objectif : renforcer la coopération et l'habitude du « faire ensemble » entre les associations, les citoyens et les pouvoirs locaux. Devenu un véritable centre communautaire pour la ville, il permet aussi l'accès aux soins médicaux en accordant des espaces à des professionnels de santé. Avec ses 1 000 visiteurs quotidiens, Rocj Alliance est un lieu essentiel au fonctionnement de la ville de Pula.



Inspiration



Source : sortiraparis.com

Un tiers-lieu pour les familles monoparentales

Moi et mes enfants, Paris

Ouvert fin 2022 à Paris dans le 13^e arrondissement, le tiers-lieu Moi et mes enfants propose un espace ouvert à tous, et en particulier aux familles monoparentales. Cet espace modulable est constitué d'une cuisine ouverte, d'une pièce spacieuse, d'espaces de jeux. Les familles peuvent à la fois y travailler, y faire garder leurs enfants avec une assistante maternelle sur place, suivre un atelier ou juste prendre un café.

Plus de 80% des familles monoparentales étant portées par des femmes, l'association Moi & mes enfants a mis en place un programme « Brisons le plafond des mères » pour que les mères de l'association puissent retrouver un nouveau projet professionnel, avec des ateliers de coaching, de socio-esthétique, de confiance en soi. À travers ce tiers-lieu, l'association souhaite œuvrer pour que les mères célibataires retrouvent un équilibre économique, professionnel et social.

Évaluer l'impact social des projets immobiliers et urbains

Face aux enjeux sociaux et écologiques et aux attentes plus fortes de la société, les acteurs économiques se préoccupent de plus en plus de la valeur sociale de leur projet. Plusieurs outils, labels, méthodes émergent pour mieux évaluer leur impact en matière de transition écologique et solidaire.

La méthode comptable en « triple capital » vise à élargir le champ d'évaluation des performances d'une entreprise, en y intégrant les dimensions sociales et environnementales en plus de la performance économique. Elle repose sur une mesure de la valeur créée ou détruite par une organisation sur la société et l'environnement. Si cette méthode propose un levier supplémentaire significatif en faveur de la transition écologique et solidaire, elle pose également questions : comment mesurer les conséquences écologiques d'une activité à moyen et long terme ? Les impacts sociaux sont-ils tous réductibles à une valeur monétaire ? (AVISE, 2020).

Comment évaluer l'impact social de projets immobiliers et urbains ?

Pour l'atelier d'urbanisme Approches!, la valeur de l'impact social constitue une source de valeur en soi et ne peut être réduite à une valeur financière. S'il est possible de quantifier le coût social d'un projet (ex. rémunérations des porteurs de projet, frais de matériels...), les coûts que l'action sociale a permis d'éviter (allocations, consultations chez le médecin...) et les coûts évités dans une opération d'aménagement ou de construction (étude de programmation des rez-de-chaussée, frais de commercialisation d'une opération...), ces évaluations quantitatives « ne permettent pas pour autant d'épuiser le sujet de l'impact social ».

Dans le cadre d'une étude-action sur les impacts sociaux et urbains de l'urbanisme transitoire, l'atelier d'urbanisme Approches! propose des outils aux porteurs de projet et leurs partenaires publics ou privés pour qualifier collectivement les effets sociaux et la valeur sociale produite par leur projet. 15 critères d'analyse répartis selon quatre niveaux (individuels, collectifs, territoriaux et sur le projet urbain) sont proposés.

“

L'évaluation de l'impact permet de remettre l'utilité sociale au cœur de la réflexion et de comprendre comment l'action contribue au changement. Elle peut être également un outil d'amélioration continue, de dialogue avec les parties prenantes et d'innovation sociale.

”

Jérôme Saddier
Président de l'Avise, d'ESS France
et du Crédit Coopératif



©Sylvain VESCO

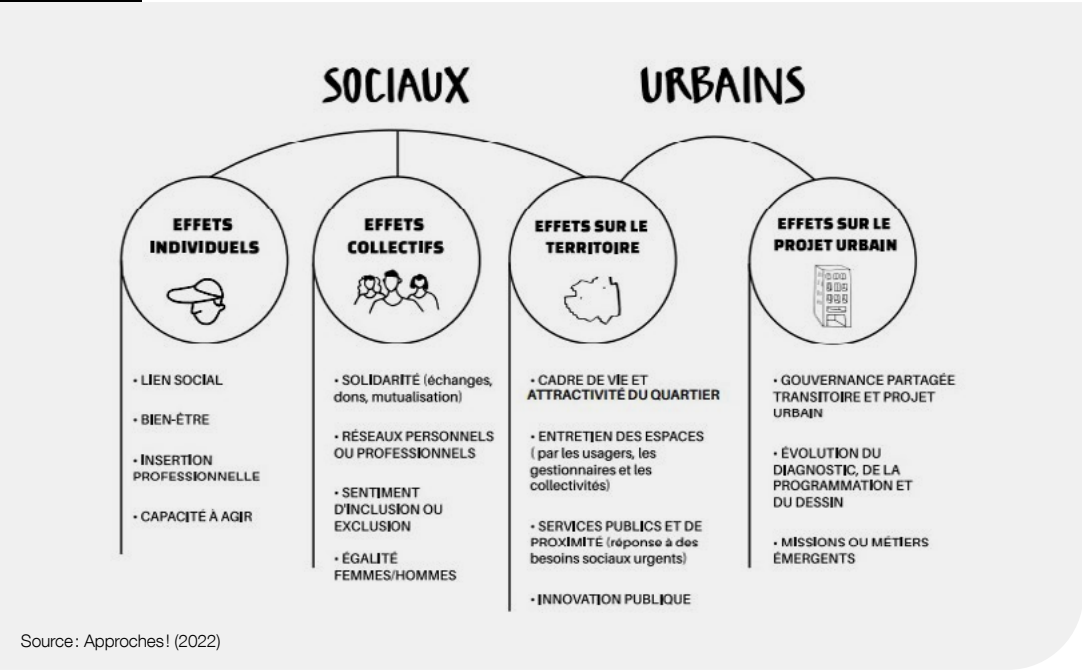
“

L'impact social n'est pas le résultat linéaire d'une cause à un effet, mais plutôt un enchaînement de relations, prévues ou imprévues, entre des actions, des personnes et leur milieu. La valeur de l'impact social est « située » et résulte de l'interaction avec un environnement et un écosystème social.

”

Atelier d'urbanisme Approches!
2022

• IMPACTS



Source : Approches! (2022)

À travers ces indicateurs, l'objectif est de proposer un « instrument de pilotage pour les organisations cherchant à déployer leurs effets sociaux et leur viabilité ». Par extension, ces outils peuvent devenir des instruments pour une « fabrique de territoire plus évolutive et adaptée aux besoins des habitants ».

Plusieurs travaux se sont également intéressés à la mesure de l'inclusion dans le cadre de projets d'urbanisme. L'inclusion fait référence à une situation où toutes les personnes, quel que soit leur genre, leur état de santé, leur condition physique ou mentale, leur âge, leur situation financière ou leur origine, peuvent participer pleinement à la vie de la cité.

L'Impact Tank a lancé un groupe de travail pour aboutir à une définition d'indicateurs communs pour mesurer la contribution des projets d'innovation sociale à l'urbanisme inclusif. Sur la base des neuf projets ayant fait l'objet d'une étude détaillée et grâce à l'analyse des différents référentiels préexistants ayant approché la notion d'urbanisme inclusif, le groupe de travail a abouti en 2023 à l'élaboration d'un référentiel articulant sept catégories d'effets clés :

• **L'accessibilité** : le projet vise à rendre l'espace accessible sous divers aspects (physique, géographique, économique, résidentiel, linguistique, culturel), garantissant un accès équitable à la ville pour toutes les catégories, y compris les plus vulnérables.

• **Le lien social** : l'objectif est d'améliorer le niveau, la fréquence et la qualité des interactions sociales, et de réduire le sentiment d'isolement et de favoriser la mixité générationnelle et sociale.

• **Le développement des compétences** : le projet facilite l'acquisition de compétences personnelles, scolaires et professionnelles dans un environnement inclusif, favorisant l'insertion sociale.

• **L'autonomie et l'emploi** : les efforts se concentrent sur la confiance en soi, le sentiment de légitimité dans l'espace public, la remobilisation personnelle et professionnelle, le renforcement de l'employabilité et l'accès effectif à l'emploi pour tous.

• **Le bien-être physique et psychologique** : le projet cherche à améliorer la santé globale, le confort et le sentiment de sécurité dans l'espace public, incluant la relation des individus avec la nature.

• **La contribution au vivre ensemble** : le projet encourage la sensibilisation aux comportements nuisibles, favorise la pacification sociale, renforce le respect mutuel, diminue les actes délictueux et promeut des pratiques responsables et citoyennes.

• **L'engagement** : l'accent est mis sur le renforcement de l'appartenance, la participation citoyenne, la vitalité associative locale et la coopération entre acteurs sociaux.





La société est devenue «liquide». C'est par ce qualificatif choc que le sociologue Zygmunt Bauman caractérisait une société où les structures de référence (travail, amour, amitié, etc.) ne constituaient plus autant des socles rassurants. Ces socles qui donnent les ressources pour composer avec l'altérité et relever les défis qui s'offrent à nous. Une certaine frénésie, une incertitude grandissante donnent une impression de flottement. Dans un contexte où progressent l'individuation et les appartenances multiples, les relations sont mouvantes, changeantes.

Pourtant, le besoin et l'envie de liens restent intacts : liens profonds amicaux, familiaux, liens du quotidien, du voisinage, ou liens plus furtifs. Les espaces urbains sont des lieux de liens intenses. Lorsqu'ils sont harmonieux, ils sont source de cohésion et d'épanouissement individuel. Lorsqu'ils sont peu qualitatifs, ils peuvent conduire à un sentiment d'insécurité ou à des mécanismes de repli (identitaire, communautaire) qui rassurent, mais enferment.

Retisser les liens en ville invite à regarder l'Autre avec bienveillance. C'est aussi une invitation à prêter une attention égale à chacun, pour lui offrir les moyens de s'exprimer et d'agir sur son cadre de vie. Charge aux acteurs de la fabrique urbaine de faire preuve de créativité et d'engagement pour relever ce défi de faire pour et faire avec les habitants afin de proposer des bâtiments et quartiers où chacun puisse s'épanouir quelle que soit sa différence.

Au rythme où la fabrique de la ville se transforme, qu'advient-il dans les prochaines décennies ? Assisterons-nous à l'émergence de villes de « liens aux racines entrelacées » ? Des quartiers de sensibilité remplaceront-ils les quartiers dits sensibles ? De nouveaux métiers émergeront-ils, comme celui de facilitateur communautaire ? Des outils d'intelligence artificielle et collective permettront-ils d'augmenter la participation citoyenne des habitants ? Une « révolution relationnelle » bouleversera-t-elle les métiers de la promotion immobilière ? Les care-lieux seront-ils le nouveau visage des EHPAD ? Les défis environnementaux seront-ils un moteur de solidarité ?

À travers trois récits fictifs, nous vous proposons de vous projeter dans des futurs possibles. Ces récits rédigés par la Compagnie Générale des Autres (CGA) sont issus d'un atelier collaboratif organisé par Bouygues Construction et la CGA avec des participants d'horizons variés (construction/bâtiment, associatif, urbanisme, recherche, prospective...). Ils nous invitent à nous plonger dans des univers prospectifs et probables pour envisager d'autres façons de faire-ville et faire-liens.



PORTRAITS *Il était une fois en 2040...*

SUPER MAIRE

RELATIONNEL

d'une ville devenue désirable



Portrait

Adel Bouchaib

Maire d'une ville
devenue désirable

*Si la ville relationnelle
n'est pas encore un
standard appliqué par
toutes les collectivités,
la loi de 2030 a
largement favorisé sa
propagation. Un maire
de Seine-Saint-Denis
l'applique avec force.
Son point de vue sur la
manière de faire et ses
projections pour 2060.*



13 mars

2040

Maire depuis 2032 d'une commune qu'il qualifie de «**forêt de liens aux racines entrelacées**», Adel Bouchaib, estime n'avoir aucun mérite dans l'écosystème solidaire exceptionnellement dynamique de la ville. Surprenante, attractive et proche du plein emploi, la commune ressemble à un organisme qui respire et expire constamment.

Grâce notamment à ses événements, ses commerçants pour la plupart convertis en «**espace ressource**», un genre de tiers-lieux où l'on retrouve toute une gamme de services associatifs et municipaux. «**J'ai hérité d'un travail colossal de la part de mon prédécesseur qui a soutenu et maintenu l'effort pour s'assurer de la continuité des liens et des dispositifs créés**»

dit-il, avant de compléter «**c'est maintenant à nous de nous assurer que les organisateurs communautaires aient les moyens de leurs actions; que les quartiers de sensibilité et leurs aires sensorielles et de dialogue continuent à remplacer les quartiers dits sensibles; que le numérique serve encore le lien social...**». Le métier d'organisateur communautaire est exporté du Québec et peine encore à faire sa place dans les institutions qui restent très hiérarchiques. Nous

Pignot, la ville a réussi à passer d'un budget déficitaire à un «**budget ville régénérative 2060**» dont l'économie est florissante. Tout en marchant sur des trottoirs dégoudronnés et parsemés de bornes numériques pour l'entraide, le wifi, l'accès aux droits, il l'affirme avec aplomb : «**les coûts évités, c'est le double effet kiss cool de la ville relationnelle**», en plaisantant «**si vous me permettez l'expression un peu datée**».

En investissant massivement dans le lien social, l'ingénierie sociale, la conservation des liens entre acteurs, la commune a pu considérablement économiser sur la baisse des dégradations, le turnover dans les organisations ou les frais de santé. Un budget immédiatement réinvesti dans les investissements et subventions. «**On a créé des emplois, fidélisé des habitants sur leur commune. Ils consomment local, vivent local et contribuent à créer une attractivité bien au-delà du territoire, en témoigne votre venue**», s'exclame le Maire de Sevran. Il pointe du doigt les vélos-cargos qui quadrillent la ville et qui, partout où ils s'arrêtent, font naître là, une épicerie solidaire, ici un kiosque d'information ou encore une sorte de médiathèque où l'on peut entendre les voix des anciens du quartier.

Une innovation sociale essaimée par la Compagnie Générale des Autres, organisation d'ingénierie sociale qui a facilité leur mise en place lors d'une expérimentation d'émergence d'initiatives en 2024. Ces vélos conduits par des salariés en emploi positif (ex dispositif d'insertion) ont permis d'accélérer la mise en place de certains des sept piliers de la ville relationnelle, aujourd'hui bien connus mais inédits lors de leur mise en place. En l'occurrence, la «**ville de la surprise**», la «**ville comestible**» et la «**ville amie de toutes les générations**». À en croire Paola, habitante depuis plus de huit ans, c'est un peu comme si «**une ville dans la ville**» naissait : «**je suis constamment surprise du fait que, malgré le fait que j'habite un quartier très mal desservi par les transports, j'ai aussi comme l'impression d'être en plein centre-ville grâce aux vélos**

services». C'est «**l'effet waouh du quotidien**» recherché depuis le début de la mandature. Et ce, tout en favorisant la mixité sociale, le zéro déchet, zéro non-recours aux droits et zéro chômeur. «**1, 2, et 3 zéros : c'est mon cher père qui chantait ça à tue-tête. Mon père me parlait souvent des années 90, la coupe du monde, son insouciance. On consommait sans vergogne, on a certes créé ce climat au siècle dernier, mais au moins on avait de l'air.**» Avant de renchérir «**Avant on disait quand on n'a pas de pétrole, on a des idées; maintenant on dit qu'on n'a plus de pétrole, qu'on n'a plus d'air mais qu'au moins on est solidaire. Sans ça, je peux vous dire qu'on n'aurait pas tenu le coup**». L'engagement citoyen a permis de planter 1 200 arbres sur la commune, de végétaliser les toitures, créer des cours et hall d'immeuble Oasis. Ce qui a permis de faire chuter la température de 4 degrés en moyenne sur la ville. De l'air, du lien, le nouvel or de notre siècle ? «**Dans 20 ans, en 2060, il faudra amplifier encore la ville relationnelle en la mixant avec la ville régénérative : autoconsommation, recyclage en circuit court, eau en boucle : pour faire de chaque ville une oasis où il fait bon vivre**» conclut Adel Bouchaib.



AGITATRICE DES PROMOTEURS de la « ville en lien »



Portrait

Billie Gegere

Autrice

La « révolution relationnelle » continue de bouleverser les modèles économiques et les métiers des promoteurs immobiliers. Parmi eux, une entrepreneure précoce fourmille d'idées et inspire ses pairs. Portrait.



22 mars

2040



Du haut des 49 étages de l'ex-Tour Montparnasse, Billie Gegere avale un café, debout face à la fenêtre et contemple vingt années de bouleversements urbanistiques sans précédent qu'il convient désormais de qualifier de « *révolution relationnelle* », du nom de son premier best-seller qui retrace son parcours, celui de son groupe solidaire et les éléments qui ont conduit à cette révolution. *La Tour des possibles* abrite bien des initiatives. Cette sorte

d'écoquartier est devenue le symbole de la ville régénérée depuis sa transformation en 2027.

Nous ne pouvons pas échapper à la visite de la fameuse « Ferme & Cuisine Urbaine » qui occupe les dix premiers étages de la tour : le « pied-à-terre urbain » de néo-agriculteurs cuisiniers en herbe qui concilient pratiques agro-écologiques et recours parcimonieux à la FoodTech et pratiquent

par ailleurs une agriculture régénérative en troisième couronne de la métropole. Ce pied d'immeuble fournit à Billie de quoi agrémenter ses déjeuners chaque jour avec du « *local de chez local* » mais surtout « *la preuve que l'on peut se faire du bien tout en faisant du lien... et vice-versa* » un gimmick qu'elle reprend sans modération pour prouver que l'on peut « *conjuguer performance environnementale, sociale et économique.* »

Celle qui a « craqué les modèles économiques » des promoteurs immobiliers jusqu'à inspirer et convaincre ses collègues les plus réfractaires au changement, nous livre ses quelques secrets de polichinelle, par ailleurs allègrement repris d'interviews en interviews et séminaires. Urban Relate, qu'elle a cofondé et qu'elle dirige depuis 2027, est un groupe pionnier de la « ville en liens » qui gère un beau parc d'actifs immobiliers et qui entretient plusieurs

centaines d'« hectares relationnels » en France. L'entreprise emploie également plusieurs dizaines d'ingénieurs sociaux et facilitateurs communautaires (sorte de médiateurs de terrain) employés en partenariat public-privé par les communes adhérentes. Particularité du groupe, tous les baux commerciaux sont gérés de manière coopérative et participative par les habitants. Enfin, le tout est abrité par un modèle semi-lucratif inspiré de l'économie sociale et solidaire qui partage la valeur mais aussi les décisions à différents étages de la gouvernance. « *C'est assez simple* », nous lance-t-elle avec un air amusé mais toujours très incisif « *rapporté à l'espace qu'elle occupe, la « ville en liens » représentait il y a 20 ans à peine 10% des mètres carrés au sol : nous, on s'est préoccupé des 90% restants et on en a fait notre modèle économique* ». La formule est « *catchy* », mais la réalité est plus complexe, elle reprend : « *en réalité, c'est une vraie révolution en profondeur. Il a fallu revoir les modèles économiques, les méthodes de management ou encore de l'innovation pensée uniquement sous le prisme de la technologie pour aller vers de l'innovation sociale.* »

Le groupe s'est d'emblée positionné comme un ovni économique. En piochant dans les différents standards du début du siècle (RSE, entreprise à impact, b-corps, ESS...) et en basant son modèle sur celui de l'entreprise régénérative. « *Nous sommes triplement régénérateurs. Régénérateur d'environnement avec 100 % de nos matériaux biosourcés, réutilisés ou compensés, des habitats restaurés pour la biodiversité et une autonomie croissante en eau et en énergie à l'échelle de nos bâtiments ; régénérateur de lien social avec des infrastructures qui favorisent le développement des hyperliens (ndlr néologisme dans le prolongement de l'hyperlien créé lors de la vague anti-digitaliste) ; régénérateur de vitalité économique sur un mode circulaire et solidaire.* » Elle tient tout de même à préciser : « *honnêtement tout ça n'aurait pas été possible sans un changement profond de paradigme et d'état d'esprit.* » Euphémisme pour décrire le lobbying intensif de promoteurs engagés et les vastes opérations de communication soutenues par l'ADEME et des Fondations pour faire passer la pilule du changement.



Les bouleversements climatiques ne peuvent cependant être décorrélés de la révolution relationnelle : ils furent un accélérateur de prises de consciences et d'actions. Billie Gegere revient sur les événements de 2030 : « *c'est la prise d'initiative citoyenne qui a tout changé ; créé l'engouement mais aussi permis l'ouverture du marché* » avant de poursuivre : « *lorsqu'il y a eu ce mouvement massif de végétalisation de la ville pour lutter contre la fournaise et cet élan en faveur de la « ville pétillante », à la fois animée et propice à la marche, c'est la machine de la « ville en liens » qui s'est enclenchée d'elle-même.* »

La contrainte aurait ainsi pu créer une innovation sociale de rupture à l'échelle mondiale. Des permis de végétaliser ont été distribués en masse, les jardins partagés sont devenus la norme sur des toits pensés pour cet usage, accélérant ainsi les liens sociaux et le goût de l'initiative. Sur ces toits, dont certains sont reliés par des passerelles jardin, les habitants se côtoient pour cultiver. Les rencontres et liens d'entraide semblent se nouer. L'espace libéré au sol a permis de développer de vastes aires de rencontres culturelles et sportives, protégées par l'ombre des passerelles. Les nouveaux habitants sont ravis du « passeport quartier » offert à leur arrivée par leurs « voisins-parrains » : un échantillon de monnaie locale pour se faire plaisir dans les commerces de proximité, un bâton de parole pour présider la prochaine assemblée de quartier et une carte collective des coins secrets et préférés dans le quartier. Enfin, l'intelligence collective y côtoie l'intelligence artificielle qui facilite les liens entre initiatives qui s'ignorent encore. C'est le dernier coup de génie d'Urban Relate : développer des passerelles physiques entre les toits mais aussi numériques. Le groupe est actuellement en pleine levée de fonds pour une *IA/IC régénérative*, une Intelligence Artificielle contrôlée par l'Intelligence Collective pour combler les trous de la « ville en liens » et « connecter et régénérer le monde ». Pas de doute, la révolution relationnelle est en route !

TÉMOIN DE Sablière 2040 quartier transformé en une « radieuse cité »



Portrait

Claire Toglo

Facilitatrice
communautaire

Petit quartier du sud de Bondy, La cité de la Sablière a connu des transformations importantes qui ont fait date dans la manière de concevoir les plans de renouvellement urbain. Rencontre avec Claire, habitante et facilitatrice communautaire.



28 mars

2040

Claire n'a pas sa langue dans sa poche dès qu'il s'agit de parler de «*la fameuse cité de la Sablière*», comme elle aime à qualifier son quartier. Le fait est que rien ne prédestinait ce petit quartier enclavé de Bondy, coupé du reste de la ville par une voie de chemin de fer et partageant son territoire avec une autre commune, à devenir un symbole de quartier convivial et solidaire. Les frontières semblaient difficiles à abolir sans coup de théâtre.

C'est d'ailleurs par le théâtre de rue que les habitants se sont rencontrés, via une déambulation et performance poétique réalisée par le collectif Random. «*Pratiquement tous les habitants y étaient en tant qu'acteur ou spectateur. C'était magnifique*», se souvient Claire qui se prépare à nous guider dans le quartier. En descendant les quatre étages de l'immeuble partagé, nous traversons une buanderie collective, une crèche associative,

puis une salle de spectacle. Nous y sommes invités à y prendre un «*billet suspendu*» pour voir le prochain spectacle du collectif Sablière. Il s'agit d'un billet gratuit pré-payé par une autre personne, sur la même idée que la tradition solidaire du café suspendu à Naples.

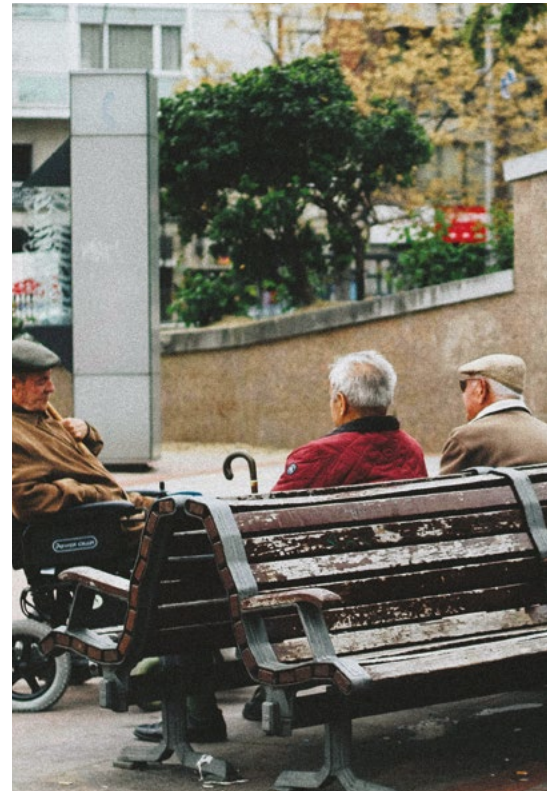
L'immeuble est parfois déroutant. On y a privilégié les principes d'hybridation et d'intensification des usages. Tout y est modulable et l'on ne trouve jamais deux fois les mêmes personnes ou activités dans les salles partagées. Au début, tout le monde était surpris, voire méfiant. Mais la gestion exemplaire a permis de fluidifier le croisement et la rencontre entre des «*mondes*» qui ne se parlaient pas. Petit à petit, chacun a pu découvrir les autres habitants. Les langues se sont déliées, les sourires se sont multipliés ! Sur la sortie, l'artisan de cette réussite, le gardien «*bienveilleur*», nous explique : «*La commune a dû faire des concessions sur les terrains mais finalement, tout le monde s'y retrouve. Par exemple, le gymnase est maintenant totalement intégré dans l'immeuble. À la place de l'ancien on a pu y faire de la place pour un jardin partagé. Mais si vous revenez cet après-midi, c'est à une garderie que vous aurez à faire dans la salle du gymnase : il faut bien regarder les horaires sur le mur digital*».

Avant de passer la porte d'entrée, nous sommes invités à prendre une photo et laisser un songe sur ce mur digital. Nous pouvons y trouver toutes sortes d'informations laissées par les habitants. L'intelligence artificielle favorise les publications qui peuvent générer du lien, du service ou des émotions constructives. Les doléances sont automatiquement converties en propositions de travail que «*le facilitateur communautaire*» peut animer. Un rôle que Claire vient d'endosser pour trois mois et qui consiste à organiser la concertation permanente via des tables de quartier. Tous les sujets de la vie locale peuvent être traités avec une pluralité d'acteurs et experts concernés de près ou de loin (entreprises, commerçants, pharmaciens, habitants...). Elle nous explique : «*on a besoin de tous types d'acteurs pour répondre à un enjeu de santé, de logement, d'emploi, d'envie, d'initiatives. Un humain n'est pas segmenté en plusieurs parties, c'est complexe ; alors*

les réponses ne doivent pas l'être non plus. » C'est ainsi que certaines réponses aux décrochages scolaires, au trafic de drogue ou encore aux soucis de santé de certains habitants ont pu être trouvées.

À la Sablière, la ville des liens s'exprime donc aussi par le soin que les uns et les autres apportent. L'idée du Care est partie de la conversion de l'EHPAD en tiers-lieu. «*C'est un care-lieu, un tiers-lieu du soin. Il y a un co-working, un salon de thé et un espace régulièrement animé par des «*repair café*», des friperies solidaires, des lectures partagées, etc. Nous nous sommes rendu compte que nous avions énormément de ressources avec les récits de nos anciens. On a pu utiliser leurs récits pour mieux se projeter. Ils nous ont donné un sacré coup de jeune*».

Au-delà d'un quartier convivial et solidaire, la tendance est au soin des autres et de l'environnement et au dynamisme économique. Claire se retourne et, avec de grands gestes, dessine des formes imaginaires «*Ça ne s'est pas fait en un jour : en 2024, ici c'était la zone. Il y avait de grands immeubles depuis lesquels on voyait loin, certes. Mais c'est surtout nous qui étions très éloignés de tout*». Claire relate la période d'avant le Plan de Renouvellement Urbain (PNRU). Ce dernier a fait date dans la manière de concevoir les concertations urbaines. «*Pour nous, le PNRU a été le déclic. On a pu s'organiser pour faire émerger nos propres projets, nos associations et ne plus dépendre seulement de volontés externes*». La participation citoyenne a pris un tournant sans précédent, jusqu'à ressembler à une sorte de Grenelle de la «*ville en liens*» qui a notamment vu intervenir Rob Hopkins, fondateur du mouvement Villes en transition. Elle poursuit : «*On avait défini des scénarios de futurs souhaitables avec la Compagnie Générale des Autres et son projet Rêve général. Puis avec l'aide de plusieurs collectifs de la transition, nous avons convoqué ce grand chantier pour réinventer notre quartier. Les interventions de Rob nous ont donné du souffle !*». Un moment historique choisi par Mme Olinza, ministre de la ville et de la transition, pour annoncer la création du dispositif d'État «*Territoires et lien social*» et d'y allouer les moyens nécessaires. Dès lors, de grands ateliers ont été organisés,



avec des experts français et internationaux «*mais les décideurs finaux c'était nous*», précise Claire. Parmi les idées mises en place : foncière solidaire, habitat partagé, promotion de la ville nourricière, un agenda culturel participatif, espaces apaisés et rues aux habitants. Ces derniers points ont été un soulagement pour Claire : «*La circulation était une catastrophe. Les espaces étaient réduits à peau de chagrin pour les piétons et nous coupaient de notre désir naturel de sociabilité. Chacun a joué le jeu, les véhicules ont ralenti, les rues se sont animées et la convivialité s'est épanouie.* » Et de conclure «*C'est ici et maintenant que ça se passe ! Bruno Latour nous avait prévenus : il faut atterrir !* » Le philosophe serait certainement admiratif de la ville «*en liens*». Un songe que nous laissons sur le mur digital de la cité de la Sablière.

Références

Travaux académiques

Authier, J.-Y., Cayouette-Remblière, J., Bonneval, L., Charmes, E., Collet, A., et al. (2021). *Les formes contemporaines du voisinage. Espaces résidentiels et intégration sociale*. Rapport de recherche, Centre Max Weber - Ined. (pp. 718).

Bouillon, F., Maurin, M., & Pichon, P. (2022). Editorial. *Espaces et sociétés*, 186-187(3-4), 9-17.

Bourdin, A. (2023). *Créer la place du village en ville*. Archibooks.

Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question Sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.

Cusset, P. Y. (2006). « Les évolutions du lien social, un état des lieux ». *Horizons Stratégiques*, 2006(2), 21-36.

Debarbieux, B. (2020). « Distance sociale et confinement au temps du Covid-19 ». In F. Gamba, et al. (Eds.), Covid-19. *Le regard des sciences sociales* (pp. 111-123).

Duthy, C. (2020). *Les solos : entre émancipation et solidarité : Sociologie des épreuves de la solitude résidentielle en milieu urbain*. (Thèse De Doctorat). Université Grenoble Alpes.

Eleb, M., & Bendimerad, S. (2018). *Ensemble et séparément : des lieux pour cohabiter*. Editions Mardaga.

Felder, M. (2018). *Building familiarity: coexistence in an urban context*. (Thèse de Doctorat).

Felder, M. (2020). « La fête des voisins : un rituel conjuratoire ? » *Métropolitiques*, 13 février 2020.

Fournet-Guérin, C. (2006). « Vivre le quartier à Tananarive. De la remise en cause d'un mythe urbain universel ». *Espaces et Sociétés*, 126.

Gamba, F., Nardone, M., Ricciardi, T., & Cattacin, S. (Dir.) (2020). *Covid-19. Le regard des sciences sociales*. Genève : Seismo.

Garoscio, A. (2006). « Représentations sociales de l'insécurité en milieu urbain ». *Les Cahiers Internationaux De Psychologie Sociale*, 2006(1), 33-46.

Giraud, G., & Renouard, C. (2012).

20 Propositions pour réformer le capitalisme. Champs-Flammarion.

Grillo, S. (2018). « Joëlle Zask, Quand la place devient publique ». *Lectures*, Les comptes rendus.

Héran, F. (2020). « La remise en cause du tout automobile ». *Flux*, 2020(1-2), 90-101.

Jacobs, J. (2012). *Déclin et survie des grandes villes Américaines*. Marseille, Parenthèses.

Lachance, J., & Bruna, Y. (2019). « De la convivialité dans la ville à l'ère du numérique ». *Revue du MAUSS*, 2019(2), 151-164.

Lavadinho, S., Le Brun-Cordier, P., & Winkin, Y. (2022). *La Ville Relationnelle*. Bfluid éditions.

Martin, C. (2019). « Penser la vulnérabilité. Les apports de Robert Castel ». *Les Cahiers de la Justice*, 2019(4), 667-67.

Paquot, T. (2009). *L'espace public*. La Découverte.

Paquot, T. (2022). *Pays de l'enfance*. Terre urbaine. L'esprit des livres.

Paugam, S. (2018). *Le lien social*. PUF, coll. Que sais-je ? (4^e édition).

Peati, L. (2019). « Villes conviviales ». *Revue du MAUSS*, 2019(2), 27-39.

Raibaud, Y., (2017) *La Ville faite par et pour les hommes*, Belin (2^e édition)

Renou, G. (2020). « Sociabilité(s) » *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2^e édition mise à jour et augmentée) (pp. 545-553). Paris, Presses de Sciences Po.

Riviere, C. A. (2004). « La spécificité française de la construction sociologique du concept de sociabilité ». *Réseaux*, 2004(1), 207-231.

Riviere, C. (2012). « Les enfants : révélateurs de nos rapports aux espaces publics ». *Métropolitiques*, 18 juin 2012.

Granié, A.-M. (2003). « Sociabilités dans le monde rural. Entretien avec Anne-Marie Granié ». *Revue Projet*, 274(2), 51-58.

Tommasi, G. (2018). « La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises ». *Géoconfluences*, avril 2018.

Simmel, G. (1950 [1903]). « The Metropolis

and Mental Life ». Dans K. H. Wolff (Éd.), *The Sociology of Georg Simmel* (pp. 409-424). Columbus, Ohio State University Press.

Wirth, L. (1938). « Urbanism as a way of life ». *American journal of sociology*, 44(1), 1-24.

Zask, J. (2018). *Quand la place devient publique*. Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Les voies du politique ».

Zito, J. (1974). « Anonymity and neighboring in an urban, high-rise complex ». *Journal of contemporary ethnography*, 3(3), 243-263.

Rapports institutionnels et études

ANCT & Label Terre de Jeux (2021). *Guide du design actif*.

ANRU (2021). *L'approche égalitaire de l'urbanisme. Outils et méthodes pour garantir l'accès à la ville pour tout.tes*.

Approches! (2021). *Pour un urbanisme relationnel: Analyse des impacts sociaux et urbains de l'urbanisme transitoire*.

Approches! (2022). *L'évaluation des effets sociaux des lieux hybrides*.

Arnodin, C. (2021). Enquête : « Résilience, convivialité et solidarités de proximité ». *Synthèse des résultats de la phase n°1 - Paris*. Institut Paris Région, l'Atelier Parisien d'urbanisme, la Ville de Paris et la 27^e Région.

AVISE (2020). *Évaluer son impact social. Le guide pour construire une démarche d'évaluation adaptée à ses enjeux*.

Bunel, L. (2018). « L'intégration des usagers dans la conception du projet urbain », *Cahiers Nantais*, 1-2.

Cabanon vertical (2018) *Les aménagements urbains transitoires, enjeux et guide pratique pour un espace public partagé*.

Conseil d'analyse économique (2023). *Petits commerces : déclin ou mutation*, (Note n°77, mai 2023).

Diguet, C. (2019). « Les communs urbains, une notion pour repenser l'aménagement territorial ? » *Note rapide*, n°813 Institut Paris Région.

Fabrique Spinoza, (2023). *Territoires heureux*,

approches et pratiques pour des territoires et modes de vie heureux, décembre 2023.

Fondation de France. (2022). Solitudes 2022. *Regards sur les fragilités relationnelles*. Récupéré de https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2023/solitudes-2022.pdf

Fondation de France. (2023). Solitudes 2023. Récupéré de https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2024/etudes-solitudes-2024.pdf

Ghel Institute (2018). *Inclusive Healthy Places. A Guide to Inclusion & Health in Public Space: Learning Globally to Transform Locally*.

Impact Tank (2023). *Urbanisme inclusif: projets à impact dans le Grand Paris*.

Institut Paris Région. (2023). *Victimation et sentiment d'insécurité en Ile-de-France*. Récupéré de https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack3/Etude_2887/RapportFinalEVSId2021_web.pdf

Kebir L., Wallet F., (2021). *Les communs à l'épreuve du projet urbain et de l'initiative citoyenne*.

Labo de la fraternité. (2022). Baromètre 2022 de la fraternité. Récupéré de https://kawaa.s3.eu-central-1.amazonaws.com/public/kawaa-pdfs/Labofraternite/Barometre-fraternite-vf-2022+webvf.pdf

Remerciements

Merci aux intervenants et aux personnes interviewées :

- Camille Arnodin**, consultante, socio-anthropologie
- Adriá Ballester**, Free Conversations
- Patrick Bernard**, La République des Hyper Voisins
- Estelle Bottereau**, La Compagnie Générale des Autres
- Maxime Futhazar**, Kunagi
- Tarik Ghezali**, La Fabrique du Nous
- Emmanuelle Lallement**, Université Paris 8
- Sonia Lavadinho**, B-Fluid
- Rudy Pignot**, La Compagnie Générale des Autres
- Sébastien Poulet-Goffard**, La Compagnie Générale des Autres
- Benjamin Pradel**, Intermède

Merci aux facilitateurs des ateliers :

- Estelle Bottereau**, La Compagnie Générale des Autres

Lagadec E., Guillemaut C. (2023). *Guide référentiel 3 - Genre & espace public - Un outil de diagnostic au prisme du genre dans le cadre d'un projet d'(ré)aménagement*, Ville de Paris.

L'ObSoCo (2022), *Ancrages et arbitrages des Français sur leurs lieux de vie*, mars 2022.

L'ObSoCo (2023). L'Observatoire des usages et représentations des territoires *Qualité de vie et transition écologique*, septembre 2023.

Leroi, P. (2019.) *Carnet d'inspiration pour des espaces publics conviviaux*, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme Ile-de-France.

Pro Juventute. (2019). Rapport annuel 2019. Récupéré de https://www.projuventute.ch/sites/default/files/2020-12/Rapport_annuel_2019.pdf

Récipro-cité. (2020). Livre blanc AMU.

Terraza, H., Orlando, M. B., Lakovits, C., Lopes Janik, V., & Kalashyan, A. (2020) *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design*, World Bank Group.

Articles de presse

Abbey, C. (2023) « Les enfants de plus en plus confinés à l'intérieur : la faute aux villes ». *Radio France*, 18 octobre 2023.

Blin, S. (2020) « Le centre commercial

- Elsa Favreau**, Bouygues Construction
- Claire Meunier**, Bouygues Construction
- Raphaëlle Papineau**, La Compagnie Générale des Autres
- Rudy Pignot-Malapert**, La Compagnie Générale des Autres
- Sébastien Poulet-Goffard**, La Compagnie Générale des Autres
- Paola Sierra**, Bouygues Construction
- Inès Tavignot**, La Compagnie Générale des Autres

- Joël Toglo**, Bouygues Construction

Merci aux participants ayant contribué à l'atelier de co-construction des récits prospectifs :

- Yasmina Aubertin**, Alter Fabula-Imagine 2050
- Jessica Beauguitte**, Décoll'ton Job
- Benjamin Costi**, BCF
- Laurent Crassous**, Bouygues Bâtiment France, Habitat Social
- Anne Ferrero-Lesur**, TerrAcota Environnement

peut être un lieu de réconfort ». *Libération*, 12 janvier 2020.

Diguet, C. (2020) « L'avènement d'un urbanisme des communs ». *Chronique des confins* n° 10, Institut Paris Région, 28 mai 2020.

Duterme, R. (2020) « Gated communities : le paradis entre quatre murs ». *Libération*, 21 octobre 2020.

Gerbeau, D. (2021) « L'hospitalité de l'espace public garantit notre liberté ». *La Gazette des communes*, 22 décembre 2021.

Lavadinho, S. (2022) « La bande ludique : un outil innovant pour enrayer l'exode ». *LinkedIn*, 5 mars 2022.

Ott, C. (2021) « Intervención Calle Consciente: Un Jardín de Colores - Taller Arquiuurbano + IAA Studio ». *ArchDaily*, 5 février 2021.

Porret, M. (2011) « Insécurité urbaine, sociabilité, proximité ». *Le Temps*, 26 août 2011.

Van Eeckhout, L. (2022) « Il faut revenir à ce qu'est la ville par essence : un lieu de relations ». *Le Monde*, 14 novembre 2022.

- Boris Fillon**, Degré
- Benjamin Gorget**, Egis
- Camille Guerin**, Paris&Co
- Marc Hil**, Mairie d'Epinay-sur-Seine
- Stéphanie Jouanne**, Bouygues Bâtiment France
- Ines Lakrouf**, Bouygues Immobilier
- Laure Lefèbvre**, Bouygues Construction
- Aurianne Le Querrec**, Bouygues Bâtiment France, Habitat Social
- Melissa Levailant**, Seldon Conseil
- Diana Nait-Belkacem**, JLL
- Raphaëlle Papineau**, La Compagnie Générale des Autres
- Zohreh Poulet**, Groupe OBEA
- Flore Pradere**, JLL
- Claire Sgard**, Bouygues Immobilier
- Inès Tavignot**, La Compagnie Générale des Autres
- Frédéric Tsitsonis**, Hexist
- Grégory Vasseur**, Linkcity

Cahiers de tendances

- #1 Temps libre et dynamique urbaine
 - #2 Oser la mutualisation dans le logement social
 - #3 Ville numérique, ville humaine
 - #4 Bien vieillir chez soi
 - #5 Nouveaux modèles de campus pour une société apprenante
 - #6 Habiter demain
 - #7 Villes & Mobilités, réinventer les proximités
 - #8 Des territoires favorables au bien-être et à la santé
 - #9 Espaces hybrides, villes en transition
 - #10 La résilience, horizon pour des territoires durables
 - #11 Travailler demain : pratiques, lieux & territoires
 - #12 Tisser les liens, pour des territoires conviviaux, solidaires et inclusifs
-



Linkcity

www.linkcity.com
[@LinkCity](https://twitter.com/LinkCity)

Bouygues Construction

1, avenue Eugène Freyssinet – Guyancourt
78061 – Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex – France
Tél: +33 (0)1 30 60 33 00

www.bouygues-construction.com
www.blog.bouygues-construction.com
[@Bouygues_C](https://twitter.com/Bouygues_C)